

Le numéro : 50 F — Bimestriel n° 69-70 — 12e année — Mai-Août 1993

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 69/70
Mai/Août 1993

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.Y. BOURSIER
E. et Y. BRESE
R. CARRE
T. CHEVRIER
J.J. LEDOS
C. PAPP
J. PAPP
G. PELLETIER
G. POTVIN
Ch. VINCENT

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

"Des hordes faméliques se traînaient sur les terres asséchées d'où montaient des fumerolles, témoins d'explosions atomiques. A peine si les mieux portants avaient encore la force de lancer leur sagaie ou de bander leur arc sur le rare gibier, malade lui aussi, la peau écorchée, les muqueuses sanguinolentes, chancelant sur de maigres pattes."

"Dans des forteresses de béton hâtivement bâties sur les restes des bunkers de l'avant-dernière guerre, une société distinguée avait établi ses quartiers. Puissants hier dans leurs pays aujourd'hui anéantis, ils avaient fait transporter dès les premiers signes de catastrophe, vivres, matériel, mobilier enlevé des palaces, dans les formidables abris, placés sous la garde de redoutables mercenaires. C'était pour eux quelques années de répit, passées en fêtes perpétuelles. Et sans doute seraient-ils parvenus à oublier le désastre extérieur si, de temps en temps, des groupes d'enfants au ventre ballonné et aux membres grêles n'avaient assiégé les portes blindées en clamant leur faim. Tableau insupportable, et il fallait bien pour finir se décider entre deux solutions : ou bien les nourrir toujours, ou bien recourir à ce que les nazis appelèrent délicatement la *solution finale*".

"De l'autre côté de la planète, quelques îlots de civilisation subsistaient. Ils se pensaient investis de la mission de maintenir l'humanité un peu partout sur Terre, et, entre autres, de sauver de la famine les Enfants du Désastre. Tâche ingrate. Tâche sans fin. Quelques unités de médecins et d'infirmières venaient régulièrement recenser, vacciner, soigner. Mais à la principale maladie mortelle, la faim, pas d'autre remède qu'une alimentation correcte et régulière. Mais acheminer des vivres en quantité suffisante, renouveler les stocks et éviter qu'ils soient détournés de leur destination, cela ne pouvait se faire que sous la protection de l'Armée régulière. Or la Force supranationale, mal employée, impuissante à empêcher les conflits régionaux et plus encore la Guerre mondiale, était à peu près dispersée et sans moyens ; les armées nationales se trouvaient le plus souvent désorganisées ou même détruites, quand elles n'étaient pas réduites à des bandes de pillards. Enfin, il existait de nombreux mercenaires, mais ceux-ci étaient au service du Seigneur de la Guerre et ils ne craignaient pas de confisquer les stocks destinés aux enfants. Vêtus d'uniformes disparates, armés d'engins les plus dangereux et les plus étonnants, ils attaquaient tout ce qui paraissait plus faible qu'eux."

Ces quelques paragraphes sont extraits de nouvelles de Science-Fiction, où abondent les descriptions de la Terre après la "Grande Déglingue". Visions de décadence, de séismes dévastateurs, de cataclysmes fatals et, surtout, de guerre atomique.

Les tristes actualités de notre temps sont en résonance avec ces visions d'Apocalypse. Ne nous montrent-elles pas chaque jour de nouvelles images horribles d'enfants en train de mourir de faim, de maladie, de bombardement ? ne voyons-nous pas jour après jour une partie du globe puis une autre ensanglantée par une guerre fratricide née de haines religieuses ou nationalistes ? Nouveaux champs de massacres, nouvelles cruautés dignes du plus obscur Moyen Age ou de l'Age de Fer des nazis ou des staliniens. Notre temps a de fâcheux relents de décadence.

Depuis les dynasties millénaires des anciens Egyptiens et de Sumer (sous lesquels il ne devait pas faire trop bon vivre non plus), toutes les formes de gouvernement ont été essayées : despotisme ou libéralisme, dictature, monarchie absolue ou constitutionnelle, oligarchie, démocratie, république de type présidentielle, parlementaire, avec système électoral censitaire ou universel... Tous ont fait leur apparition à la tête d'Etats, tous ont dû après un temps plus ou moins long, plus ou moins heureux, céder la place à un nouveau régime, mieux armé ou jouissant d'une propagande plus efficace. Mais aucun n'a laissé le pays beaucoup plus prospère, ses habitants plus heureux, la Paix plus solidement établie...

Aujourd'hui où les démocraties ou les régimes constitutionnels sont installés à peu près partout, voici que s'écroulent les grandes options pour lesquelles on votait le plus souvent. Le socialisme, porté au pouvoir voici quelques années dans nombre de pays, subit un dur reflux. Plus dure encore la chute du communisme, dans lequel des milliards d'êtres humains avaient placé leurs espérances au long des cent années écoulées. (1)

Le capitalisme n'est plus le recours inébranlable qu'il fut et a montré son impuissance à gérer une crise. Les pays "riches" ont de plus en plus de mal à faire reculer, voire même à ralentir le chômage et la pauvreté chez eux et on ne voit pas comment ils pourraient nourrir les habitants du Tiers-Monde, que la misère et la famine finiront bien un jour par les pousser hors de leurs frontières ?

De ce désordre surgira sans doute ici et là une tentation anarchiste de laquelle on ne peut espérer, par définition, un "ordre nouveau". L'humanité pourra se passer de gouvernement le jour où chaque individu sera assez sage pour se gouverner lui-même. Il ne semble pas que nous soyions à la veille de ce beau jour.

Georges Potvin

(1) N'ayons garde d'oublier la Chine, où un habitant de la Terre sur trois est encore gouverné par le marxisme.

LE 1er MAI ET LA CONQUETE DES HUIT HEURES

Du 1er mai 1890 au 1er mai 1919



Grève des terrassiers du métro en mars 1918.

Le premier mai 1993 sera probablement très calme et sans signification particulière pour la plupart des Français; un jour chômé et payé comme le sont le 14 juillet, Pâques ou Noël ; tout au plus la fête du muguet.

Pourtant, de grands événements marquèrent le premier mai qui reste à jamais dans l'Histoire synonyme de fête du travail, mais aussi de grève générale, d'internationalisme prolétarien et de conquête des huit heures.

Dans les esprits, les souvenirs s'estompent : combien se souviennent du 1er mai américain de 1886 et des martyrs de Chicago ? Du Congrès international socialiste de 1889 qui décida la manifestation par tous les pays en faveur de la journée légale de 8 heures ? Du mouvement de 1906 pour la conquête de ce droit légitime, dont la reconnaissance sera finalement ratifiée par une loi votée le 23 avril 1919.

Car il faut rappeler – surtout pour nos jeunes lecteurs – que si les travailleurs ne s'étaient pas groupés en syndicats, jamais les gouvernants – ni a fortiori les patrons – n'auraient accordé une seule réforme aux ouvriers. Ils ne cédaient qu'après de durs combats, des conciliations d'arbitrage, des grèves ou des craintes de "déstabilisation" du régime. Souvenons-nous également qu'en matière de durée de travail en Angleterre, le bill du 1er mars 1834 fixa le maximum hebdomadaire à 48 heures avec journée n'exédant pas neuf heures... pour les enfants de 9 à 16 ans. Les adultes, eux, faisaient, encore au début du siècle, des journées de dix à douze heures, avec une journée de repos par semaine et pas un seul jour de "congé payé".

Le premier "1er mai"

Le 14 juillet 1889, à Paris, le premier Congrès de la IIème Internationale s'ouvre par un discours de Paul Lafargue. La réduction du temps de travail est à l'ordre du jour, et, sur proposition d'une motion de Ray-


N° 74 — 2e Année — LE NUMÉRO 10 CENTIMES

PREMIER MAI 1902

LA VOIX DU PEUPLE

Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche

Organe de la Confédération Générale du Travail

TARIF DES ABONNEMENTS

RÉDACTION & ADMINISTRATION

Hardi! Il y faut du nerf, car il est dur à abattre!

"La Voix du Peuple" du 1er mai 1902 : Hardi ! il y faut du nerf, car il est dur à abattre !

mond Lavigne, le Congrès décide d'une manifestation **internationale** à date fixe *"de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail"*. Déjà l'année précédente, lors du Congrès de la Fédération des Syndicats qui s'était tenu au Bouscat près de Bordeaux, il avait été décidé à l'unanimité l'organisation dans toute la France d'importantes manifestations pour les "huit heures".

C'est en hommage aux martyrs de Chicago, et *en considération du fait que la Fédération américaine du Travail a déjà décidé, en décembre 1888, dans son congrès de Saint-Louis, d'organiser une manifestation de ce genre, le 1er mai 1890*, que ce jour est choisi pour la manifestation internationale.

Le 1er mai devient ainsi la grande manifestation internationale du travail : ce même jour, *les ouvriers de tous les pays se sentiront frères*.

Ce premier "1er mai 1890" connaît en France un succès considérable. Il est célébré dans 150 villes. La manifestation regroupe à Paris près de 100 000 travailleurs qui occupent, de 13 heures à 18 heures, la place de la Concorde que policiers et gardes municipaux tentent vainement de dégager. En province, on dénombre 50 000 manifestants à Marseille, 40 000 à Lyon, 35 000 à Roubaix, 20 000 à Lille, 15 000 à Calais... Dans la capitale, une délégation, accompagnée d'une foule ouvrière, se rend au Palais Bourbon pour remettre au Président de la Chambre une pétition, au nom de 453 syndicats, réclamant une loi en faveur des huit heures. La bourgeoisie prend peur, les magasins sont fermés, les théâtres font relâche, et la troupe, campée dans les jardins des Tuileries, est prête à intervenir.

1891 : la fusillade de Fourmies

L'année suivante le 1er mai est endeuillé par les heurts sanglants de Fourmies où des manifestants pacifiques sont chargés par la troupe. Malgré un puissant déploiement de forces policières, les ouvriers sont dans la rue. Outre le dramatique affrontement de la petite ville du Nord, des bagarres se produisent un peu partout, notamment à Charleville où l'auteur de l'immortel "Temps des cerises", Jean-Baptiste Clément, est arrêté. A Clichy, trois manifestants anarchistes sont odieusement passés à tabac par les sergents de ville, puis , par la suite, lourdement condamnés : l'un, Decamp, à cinq ans de prison, l'autre, Dardare, à trois ans. C'est cet injuste verdict qui est à l'origine de la période terroriste de 1892-1894 : Ravachol vengera ses camarades en déposant des bombes chez Benoît, le Conseiller à la Cour qui avait présidé le tribunal, et chez Bulot, l'avocat général qui avait prononcé un réquisitoire impitoyable. Fourmies est également à l'origine de l'antimilitarisme ouvrier et du revirement de l'Eglise, effrayée des progrès de la classe ouvrière, qui pousse le pape Léon XIII à déposer le 15 mai son célèbre encyclique *Rerum Novarum*.

1906 : l'épreuve de force ?

Le 1er mai est maintenant entré dans la coutume ouvrière, mais les 8 heures, dix-huit ans après la première revendication, ne sont toujours pas obtenus. Un projet de loi avait bien été déposé par les députés socialistes, mais ils avaient été les seuls à le défendre.

Les syndicats décident alors de ne plus compter sur le Parlement. Déjà, la "Voix du Peuple" du 1er mai 1901 avait écrit, dans un article sur "l'avenir du 1er Mai" : *"Imitons les Américains ! Voulons-nous la journée des 8 heures ?... Si oui, imposons-les"*.

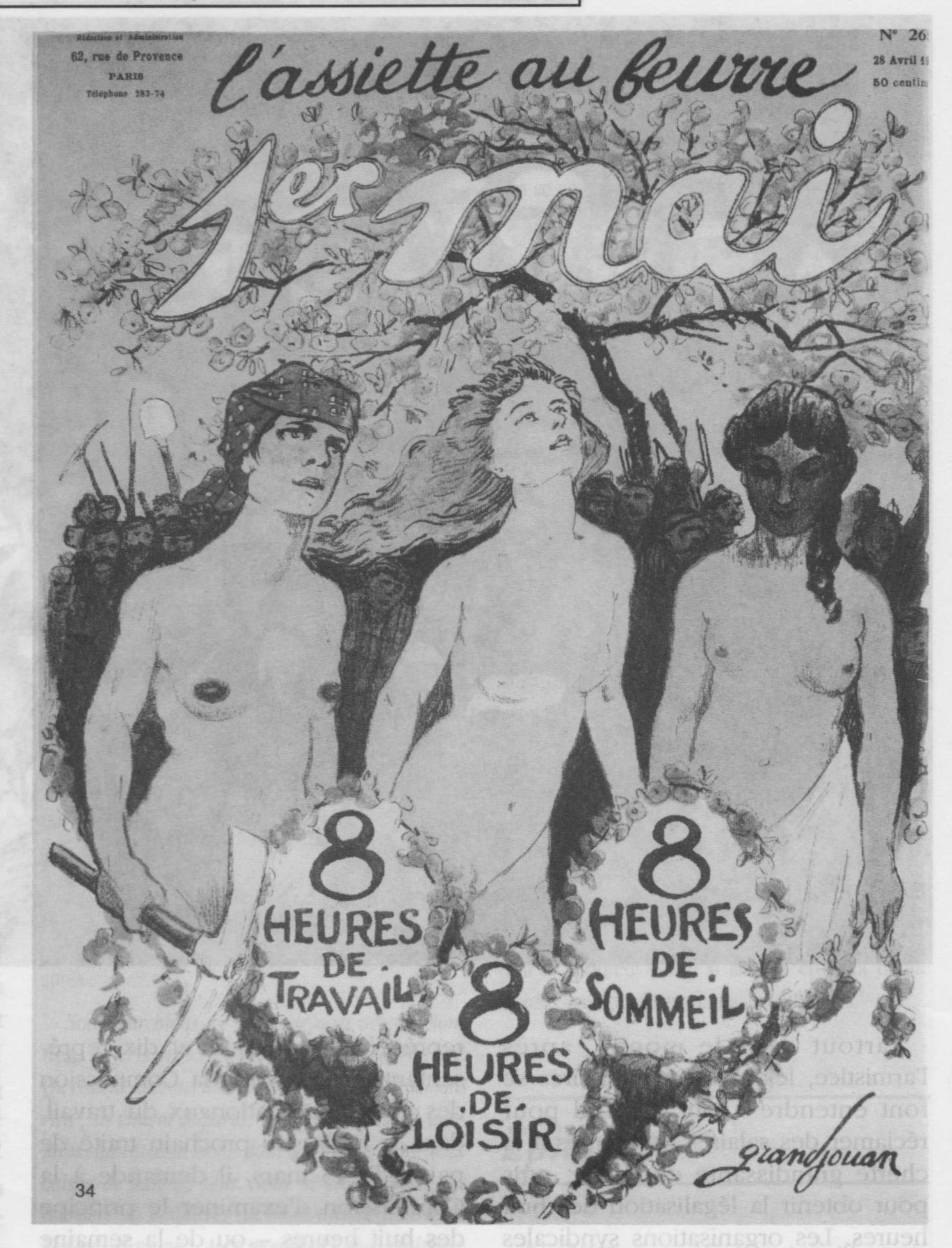
Au Congrès confédéral de Bourges en 1904, lorsque la question des 8 heures vient à l'ordre du jour, un jeune rapporteur, Duberos, délégué des coiffeurs parisiens demande à ce que de grandes manifestations aient lieu par toute la France pour le 1er mai 1905, puis réclame une propa-

gande active d'éducation pour préparer les esprits, afin qu'au 1er mai 1906 "aucun ouvrier ne consente à travailler plus de huit heures par jour". Les ouvriers sont dès lors décidés à compter sur eux-mêmes. Le Congrès adopte cette proposition et les militants syndicaux multiplient leurs efforts pour sa réussite.

Mais, en 1906, un événement dramatique survient. Le 14 mars, la catastrophe des mines de Courrières avec son millier de victimes déclenche la grève des mineurs du Pas-de-Calais et du Nord. Pour éviter la gêne apportée aux industriels par l'arrêt des productions de charbon, le gouvernement emploie aussitôt les grands moyens, surtout en prévision des manifestations importantes attendues pour le 1er mai. Clemenceau, qui est alors ministre de l'Intérieur, fait arrêter de nombreux militants et invente un complot entre syndicalistes et bonapartistes pour justifier ces interventions. Il obtient, par de tels moyens, la fin de la grève des mineurs du Pas-de-Calais, malgré l'action de masse, provoquée sur les directives d'Emile Pouget et de Paul Delesalle, qui accentue notoirement le nombre de grèves et de grévistes dont la majorité manifeste le 1er mai pour obtenir une réduction du temps de travail.

Clemenceau, dans sa manœuvre pour déshonorer les syndicalistes de la CGT, brise l'élan du mouvement et tire profit de la situation en faisant croire qu'il vient de sauver la bourgeoisie d'une révolution menaçante. Le mouvement pour les huit heures est alors fortement compromis.

Le Congrès confédéral d'Amiens réuni du 6 au 8 octobre 1906 – au cours duquel fut voté la célèbre charte qui affirme les principes du syndicalisme révolutionnaire et indépendant de tous les partis politiques – prend des décisions bien modestes en ce qui concerne "la journée de huit heures", malgré les affirmations de Griffuelhes qui déclare, parlant de la manifestation du 1er mai : "*La classe ouvrière se familiarisant avec l'idée de sa réalisation, il en est résulté un mouvement d'ensemble d'une ampleur qui ne s'était jamais vue*". Il ressort avant tout que les dirigeants de la CGT, selon Maurice Dommanget dans son "Histoire du



34

Premier Mai" : "*ne conçoivent point les huit heures comme une réforme à obtenir pas plus que comme une revendication qu'on puisse arracher, sur une grande échelle, en société bourgeoise*". A la République bourgeoise, le syndicalisme révolutionnaire veut opposer la République des travailleurs.

La conquête des huit heures : une victoire ou un cadeau

Le 1er mai 1907 est tout à fait calme, car il fait l'objet – sur les ordres du "premier flic de France", Clemenceau – d'une répression particulière, entraînant 780 arrestations ; toute manifestation de rue est interdite à la classe ouvrière. A la crainte de la répression, s'ajoute la crise de l'organisation syndicale : les travailleurs ne sont plus motivés. Il en sera de même jusqu'en 1914, à la veille d'un guerre où "la fulgurante crispation patriotique" concourt au maintien d'un Etat dont les syndicalistes ont, pour partie, souhaité la destruction.

Quand on sort de la guerre – marquée surtout par des manifestations de femmes réclamant : "*Nos 20 sous ! A bas la guerre !*" – le gouvernement se doit de remercier la classe ouvrière pour sa participation à "l'Union sacrée", c'est ce qu'il fait en offrant sa loi sur "les 8 heures".



Comité de grève des mineurs du Pas-de-Calais en 1906.

Partout dans le monde, après l'armistice, les masses populaires se font entendre : tout d'abord pour réclamer des salaires conformes à la cherté grandissante de la vie, puis pour obtenir la légalisation des huit heures. Les organisations syndicales progressent considérablement, et les grèves s'organisent. Les gouvernements s'inquiètent de la tournure des événements, surtout depuis la Révolution russe d'Octobre qui conforte bien des espoirs dans le monde ouvrier : en effet, le mythe de l'URSS, chez les ouvriers, n'est pas étranger aux puissantes grèves qui éclatent un peu partout en Europe.

Les premiers pays à obtenir un régime légal des huit heures sont l'Allemagne, la Pologne, la Russie, la Finlande, puis l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

En France, où les grèves se développent de manière importante, le gouvernement Clemenceau est lui aussi très inquiet, il est décidé à parvenir à une solution avant la date tant redoutée du 1er mai. Les choses vont vite : le 1er mars 1919 le ministre du Travail Colliard adjoint dix représentants ouvriers et dix représentants patronaux à la Commission des traités internationaux du travail, dans le cadre du prochain traité de paix ; le 15 mars, il demande à la Commission d'examiner le principe des huit heures – ou de la semaine de 48 heures – et après 5 séances, un texte est voté (le 7 avril) favorable à la loi. Le lendemain le gouvernement dépose un projet de loi à la Chambre, qui est adopté à l'unanimité le 17 avril, puis transmis au Sénat, ce qui fournit à Alexandre Ribot l'occasion de prononcer ces sages paroles : "*Les masses laborieuses attachent à la journée de huit heures de grandes espérances que nous n'avons pas le droit de décourager. Se réaliseront-elles ? Cela dépend des intéressés, aussi de nous-mêmes ; il faudra multiplier les moyens d'éducation pour les travailleurs, leur permettre de bien utiliser leurs heures de loisir. Il faudra améliorer le logement ouvrier. C'est la clef de toutes les améliorations sociales.*", discours qui annonce les futures "habitations à bon marché" ainsi que le début de "l'éducation populaire". De son côté, Henri Chéron évoque les progrès techniques, facteurs de l'abaissement du temps de travail : "*Souhaitons très nettement que le monde industriel perfectionne son outillage de façon à tenir compte des progrès de la science*".

Le texte, au retour du Sénat, est voté le 23 avril à mains levées, à l'unanimité et sans modification. Il paraît au *Journal officiel* deux jours plus tard, soit six jours avant le 1er mai. Etait-ce le résultat de trente ans de luttes syndicales ou la concession d'un gouvernement effrayé devant le raz-de-marée des forces populaires ? Etait-ce une victoire ou un cadeau ? C'est un vieux débat sur lequel syndicalistes et politiques ne sont pas encore parvenus à s'entendre.

Les lendemains de la victoire

Six jours donc après le vote de la loi sur les "huit heures", considérée

par les syndicalistes comme une acompte sur l'immense dette que la classe bourgeoise avait contractée à son égard, la manifestation du 1er mai 1919, revêt une importance particulière. Voici, selon Maurice Dommanget dans son *"Histoire du Premier Mai"* comment les événements se sont déroulés :

"En ce 1er Mai 1919, tout au moins dans les grands pays, l'acompte était touché par une large fraction de la classe ouvrière. Mais il restait à faire appliquer la loi dans un certain nombre de corporations. Il restait aussi, pour l'avenir, toute la dette à recouvrer, ce qui impliquait l'accentuation du caractère révolutionnaire de la démonstration.

Partout des divisions surgirent à ce sujet dans les centrales syndicales. D'autant plus que la future Internationale Syndicale Rouge, le "Conseil international des Syndicats" qui venait de naître à Moscou, cristallisait les oppositions. En France, la CGT qui axait le 1er Mai sur l'exécution de la loi de huit heures joignait, certes, à cette plate-forme des mots d'ordre réclamés par les minoritaires tels que la démobilisation générale, l'amnistie, la protestation contre l'intervention en Russie. Mais, de cette adjonction, les minoritaires ne se montraient point satisfaits. Ils trouvaient que ces objectifs ne correspondaient pas à la Révolution devenue un fait en Russie, en Allemagne, en Hongrie et qu'ils croyaient "possible, proche, inévitable, fatale" en France.

Quant aux gouvernants et aux patrons de combat qui ne désarmaient qu'en apparence, malgré la soupape de sûreté de la loi de huit heures, ils s'inquiétaient de la fièvre prolétarienne. Le président du Conseil de 1919 renouvela les concentrations de troupes et les mesures policières du ministre de l'Intérieur de 1906. Et comme au temps de ce 1er Mai de panique, bien des gens étaient en proie à des terreurs ridicules qu'entretenait un immense placard écarlate de l'organisation jaune dite "Confédération Nationale du Travail" apposé sur les murs et annonçant la "patrie en danger" par la bolchévisation.

La presse ne parut pas pour la première fois à Paris en cette journée, par suite des décisions syndicales. Seule, sortit par autorisation exceptionnelle la *Voix du Peuple* en tant qu'organe de la CGT dont 3000 exemplaires sur 100 000 furent saisis pour inobservation de la censure, toujours en vigueur quoique relâchée. Les numéros habituels des feuilles prolétariennes sur le 1er Mai parurent cette fois avant la journée. L'*Humanité*, par la plume de Lenoir, l'un des secrétaires de la Fédération des Métaux, souligna cette fois la grande portée de la conquête légale des huit heures :

Quel que soit le formidable imprévu de demain, quelle que soit la profondeur et la violence des perturbations qui peuvent secouer les institutions et les régimes, la journée de huit heures conquise et appliquée conservera sa place prépondérante parmi les grands mouvements d'évolution que l'histoire du travail enregistrera.

Amédée Dunois écrivit, sous le coup de l'émotion provoquée par cette "journée grandiose" qu'elle était "comme le prélude des temps nouveaux" (*Humanité* du 2 mai 1919). Il devait écrire quinze ans plus tard, toujours aussi enthousiaste :

Qui n'a pas vu Paris le 1er Mai 1919 n'a rien vu. Une explosion de force allègre et d'espérance ! Tout le peuple ouvrier se pressait dans la rue, manifestait joyeusement, se retrouvant enfin lui-même après l'affreuse tourmente.

Toutes les usines, les grands magasins, les cafés, d'innombrables boutiques étaient fermés. Le métropolitain, les transports ne fonctionnaient pas. Les taxis restaient aux garages. On assistait à l'arrêt total de la vie ordinaire. Le silence régnait dans les ateliers.

Le chômage général marquait pour la première fois dans les annales des luttes ouvrières, le triomphe absolu, indiscutable de la volonté du prolétariat décidé à montrer sa puissance et son autorité.

Un témoin ouvrier dit :

L'impression au matin fut formidable.

Et il ajoute, tout frémissant encore cinq ans après :

Nous marchions sur les boulevards déserts, étonnés, aburis nous-mêmes du prodige réalisé. Qu'étaient devenus les bourgeois ? Nous n'en savions rien ; ils étaient disparus, réfugiés dans leurs lointains châteaux ou blottis dans leurs caves entre deux caisses de harengs saur. Nous ne croisions que des ouvriers ou employés, la boutonnière fleurie de l'églantine rouge... A ce moment-là, oui, vraiment, nous crûmes la Révolution maîtresse du pavé.

La matinée se passa dans le plus grand calme et malgré la pluie qui tombait impitoyable, la joie illuminait les visages des travailleurs allant faire pointer leurs cartes. L'après-midi, était prévue une manifestation sur la voie publique, de la place de la Concorde à la place de la République, que le gouvernement avait interdite. L'Union des Syndicats, passant outre, à la demande de Lepetit, on vit descendre, pour quinze heures, de la périphérie vers le centre de la capitale, une bonne partie de la classe ouvrière. C'est alors que la police, obéissant à des ordres sévères, commença à intervenir à coups de nerfs de bœuf, et que les manifestants se heurtèrent aux barrages de troupes. Il y eut de sérieuses bagarres et, sur les boulevards, pour la première fois, le drapeau rouge fut déployé.

Les soldats, concentrés dans la capitale par le ministre Mandel dès le 20 avril, firent passage boulevard Beaumarchais et ailleurs aux manifestants chantant l'air fameux du 17e. Mais la police se montra très violente, renversant, piétinant même des femmes et des vieillards. S'il faut en croire le communiqué de la préfecture de police, les agents payèrent cher leur violence : 428 auraient été blessés. Du côté des manifestants, aucune estimation des pertes n'est possible. On doit se borner à dire que les blessés se compteront par centaines parmi lesquels Jouhaux. Il y eut même deux morts : Auger, l'un des plus anciens garçons de caisse de la banque L'Union parisienne et le jeune syndiqué Charles Lorne, ouvrier garagiste à la Compagnie générale des Taxis-autos, tué à 19 ans, rue de la Michodière.

Ces violences produisirent une forte émotion mêlée de colère dans la classe ouvrière. D'autant plus que, par suite du maintien de l'état de siège, de nombreux manifestants étaient traduits devant les conseils de guerre. En signe de protestation, Jouhaux abondonna son siège à la conférence de la Paix et, par ordre du Parti socialiste, Ferdinand Buisson et Compère-Morel durent démissionner respectivement du Commissariat à la Marine marchande et du Commissariat à l'Agriculture. A la Chambre, quelques jours plus tard, Cachin et Jobert l'interpellèrent. A la suite d'un débat agité et des explications rapides du ministre responsable Pams, l'Assemblée approuva le gouvernement par 356 voix contre une, les socialistes s'étant retirés, sauf Jean Bon. Enfin, les obsèques de Charles Lorne donnèrent lieu à une manifestation imposante, attestant par sa force tranquille que la classe ouvrière n'eut pas repris le travail le vendredi 2 mai si la CGT en avait donné l'ordre, en réponse aux brutalités policières."

Epilogue

La CGT avait dès lors à veiller aux modalités d'application de la loi des huit heures dans les différents corps de métier. Une série de décrets ou de conventions directes entre patrons et ouvriers firent passer rapidement cette loi dans la pratique. Le gouvernement avait ainsi satisfaction : la CGT, soucieuse d'organiser sa conquête, était placée dans une attitude plus prudente, plus défensive et donc moins dangereuse vis à vis du pouvoir.

Mais, dans les années qui suivirent, la CGT dut, plus que jamais, assumer la défense de cette conquête. Sous prétexte de crise économique, les patrons avaient fait obstacle à l'application des "huit heures" en essayant de détourner la loi avant d'en obtenir l'annulation : *"Il n'y a aucune raison de persister à appliquer des dispositions législatives*

CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE DE 1886 À 1919.

1886 – 1er mai – Incidents sanglants à Chicago lors des manifestations en faveur de la journée de huit heures. Ce jour sera choisi dans le monde comme le jour symbole de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

– 11 octobre – Création de la première Bourse du Travail à Paris.

1887 – 13 septembre – Création du premier syndicat chrétien *(Le Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie)*.

1890 – 2 juillet – Loi supprimant le livret ouvrier.

– 27 décembre – Loi sur le délai-congé.

1891 – Introduction des conventions collectives dans les mines du Nord et du Pas-deCalais : convention d'Arras.

– 1er mai – Fusillade de Fourmies.

– 15 mai – Publication de l'encyclique *Rerum Novarum* qui devient la base de la doctrine syndicale chrétienne.

1892 – Premiers syndicats d'ouvriers agricoles.

– 8 février – Création de la Fédération nationale des Bourses du Travail, à Saint-Etienne, qui tient son premier congrès sur l'initiative des socialistes non guesdistes (Pelloutier).

– 2 novembre – Loi sur la durée du travail des femmes et des enfants. Amélioration théorique sur la loi de 1874.

– 27 décembre – Loi organisant une procédure de conciliation et d'arbitrage par l'entremise, notamment, des juges de paix.

1893 – Vingt-quatre Bourses du Travail fonctionnent.

– 12 juin – Loi fondamentale sur l'hygiène et la sécurité du travail, améliorée par la loi du 11 juillet 1903.

1894 – 12-16 juillet – Congrès des Bourses. Pelloutier est nommé secrétaire-adjoint de la Fédération.

– 17- 22 septembre – Congrès ouvrier de Nantes, tenu par la Fédération des Syndicats et la Fédération des Bourses. Ce congrès commun se prononce pour l'indépendance du mouvement syndical et la grève générale (les congrès de Bordeaux 1888 et de Marseille 1890 en avaient déjà voté le principe). Rupture avec les guesdistes.

1895 – septembre – Congrès constitutif de la CGT à Limoges. La Confédération générale du Travail est composée de syndicats, d'unions de syndicats, de bourses du travail et de la Fédération des Bourses du Travail.

1898 – 2 avril – Loi sur les accidents du travail.

– 13 septembre au 2 novembre – Grève du Bâtiment à Paris, qui est un essai d'extension d'une grève partielle en grève générale.

– 14-17 octobre – Grève générale des cheminots : échec complet.

1899 – Naissance au Creusot des syndicats indépendants, dits "syndicats jaunes", qui se développent jusqu'en 1906.

1900 – Nombreuses grèves parfois sanglantes.

– 30 mars – Loi sur la limitation de la durée du travail à 10 heures par jour, par étapes de deux ou quatre ans.

– 29 décembre – Loi sur les conditions de travail des femmes et des enfants.

1901 – 13 mars – Mort de Pelloutier.

– 21 août – Première conférence syndicale internationale à Copenhague.

1902 – Création du Bureau syndical international à Berlin.

– 22-27 septembre – Septième congrès CGT à Montpellier. L'unité est réalisée à l'intérieur de la CGT, les Bourses qui avaient conservé depuis 1895 leur autonomie au sein de la Confédération sont maintenant complètement intégrés comme union locale, départementale ou régionale, sous le titre de Section de Fédération des Bourses de Travail.

– Adhésion au Secrétariat ouvrier à Berlin. Griffuelhes devient secrétaire général de la CGT.

1904 – Loi supprimant les bureaux de placement payants.

–12-20 septembre – Congrès CGT à Bourges. Grande lutte pour la représentation proportionnelle au nombre d'adhérents, la représentation étant alors un délégué par syndicat. La représentation proportionnelle est repoussée.

– Décision de de préparer le 1er mai 1906 pour l'obtention de la journée de huit heures.

– 20 décembre – Premier congrès des syndicats chrétiens.

1905 – Développement du syndicalisme ou de l'associationisme des fonctionnaires.

– La CGT ne participe plus au Secrétariat syndical international à la suite du refus d'inscrire l'antimilitarisme et la grève générale à l'ordre du jour de la réunion.

– 29 juin – Première application de la journée de huit heures (pour les mineurs de fonds).

1906 – Les syndicats "jaunes" atteignent leur plus grand développement puis déclinent pour disparaître en 1908.

– 22 février – Fondation de la Fédération nationale des Syndicats d'Instituteurs, première fédération de fonctionnaires.

– 1er mai – Grève générale en faveur de la journée de huit heures. Plus de 100 000 grévistes manifestent, bagarres, violentes répressions : elle est un échec.

– 13 juillet – Loi sur le repos hebdomadaire du dimanche.

– 6-8 octobre – Congrès de la CGT à Amiens. Très connu par la résolution qui y fut votée et qui prit le nom de *Charte d'Amiens*, véritable base du syndicalisme français. Elle précise la conception que se font les syndicats de l'indépendance du syndicalisme, notamment vis-à-vis des partis politiques et de l'Etat. Motion contre les lois ouvrières projetées par le gouvernement. Le congrès approuve la propagande antimilitariste et antipatriotique.

1907 – 27 mars – Loi sur les Conseils de prud'hommes.

1908 – Grève sanglante de Draveil.

1909 – mars – Niel devient secrétaire général de la CGT.

– 13-23 mars – Grande grève dans les PTT. Clemenceau fait des promesses pour arrêter la grève.

– 17 mai – N'ayant rien obtenu, la grève éclate à nouveau et gagne la province. La CGT invite tous les travailleurs à soutenir les postiers. L'appel n'est pas entendu. La grève est un échec. 800 révocations sont effectuées.

– juillet – Léon Jouhaux devient Secrétaire général de la CGT.

– 27 novembre – Loi garantissant leur emploi aux femmes en couches.

1910 – 5 avril – Loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

– 3-10 octobre – Congrès de la CGT à Toulouse qui condamne le contrat collectif légal, la capacité commerciale pour les syndicats et l'arbitrage obligatoire.

– 8-17 octobre – Grève générale des cheminots pour une augmentation de salaires. Le gouvernement mobilise les cheminots.

1911 – Grande grève du Bâtiment.

1912 – 16-28 septembre – Congrès de la CGT au Havre. La section des Bourses disparaît, l'unité est maintenant complètement réalisée dans la CGT.

– Congrès extraordinaire de la CGT contre la guerre.

1914 – 27 juillet – Manifestations ouvrières à Paris contre la guerre à l'appel de l'Union des Syndicats de la Seine.

– 29 juillet – Interdiction d'un meeting contre la guerre organisé par la CGT.

– 31 juillet – Assassinat de Jaurès.

1er août – Mobilisation générale en France.

– 4 août – Déclaration de guerre.

– août-décembre – La CGT accorde sa participation au gouvernement pour l'effort de guerre dans tous les domaines.

– 3 septembre – Jouhaux fait connaître au Comité confédéral qu'il a accepté, sur la demande de J.Guesde, le mandat de Commissaire de la Nation.

– 10 septembre – Création d'une Commission d'action, CGT et parti socialiste.

– 6 décembre – Refus de la CGT de répondre à un appel des syndicats scandinaves en faveur de la paix. Démission de P.Monatte à la suite de cette décision.

– décembre – La CGT lance à tous les mouvements ouvriers du monde un manifeste. Elle presse les travailleurs à s'appliquer à mettre fin à cette guerre par la reconnaissance de l'indépendance et de l'inviolabilité des nations et déclare que la paix à venir n'apportera les garanties suffisantes que si elle est fortement imprégnée de justice sociale.

1915 – Les grèves réapparaissent.

– 13 janvier. – Millerand déclare : "Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre".

– 4-6 avril – Manifeste des ouvriers allemands en faveur de la paix et du socialisme. CGT et parti socialiste refusent de le publier.

– 1er mai – Reprise de l'activité syndicale. Enquête sur les conditions générales du travail.

– 15 août – Première conférence nationale de la CGT depuis le début de la guerre : le congrès rappelle l'opposition de la CGT à la guerre.

– 5-8 septembre – Conférence socialiste internationale de Zimmerwald. Merrheim et Bourderon représentent la délégation française. Déclaration ouvrière franco-allemande : "Nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre".

1916 – Les grèves se multiplient.

– mai – Une deuxième conférence en faveur de la paix doit se tenir à Kienthal, les délégués se voient refuser leur passeport.

– 5 juillet – Réunion syndicale interalliée de Leeds, elle demande l'introduction dans le traité de paix des clauses relatives à la législation internationale du travail.

– novembre – Première grève dans les usines d'armement.

– 24-25 décembre – Deuxième conférence nationale de la CGT. Débat sur la guerre, le ravitaillement et la production.

1917 – janvier-février – Des circulaires gouvernementales interdisent les grèves dans les usines et ordonnent l'arbitrage pour le règlement des conflits. Les ouvriers qui refusent de s'incliner seront envoyés au front.

– mai – Le Gouvernement refuse aux délégués de la CGT leurs passeports pour se rendre à Berne et à Stockholm où doivent se rencontrer socialistes et syndicalistes des pays belligérants.

– mai-juin – Nouvelles grèves dans les usines d'armement.

– 11 juin – Loi sur la semaine anglaise.

– 10-11 septembre – Conférence à Londres des syndicalistes interalliés.

– octobre – Révolution russe.

– 15 octobre – Conférence de Berne.

– 23-25 décembre – Conférence de Clermont-Ferrand (CGT) qui examine les propositions de paix américaines et russes.

1918 – 20 février – Conférence à Londres des partis socialistes et des centrales syndicales des pays alliés.

– Printemps – Grèves dans la métallurgie par suite de la relève de jeunes classes envoyées au front et remplacées par des ouvriers américains.

– mai – Congrès minoritaire de St-Etienne.

– 15-18 juillet – Congrès CGT à Paris. La politique confédérale est violemment attaquée par Merrheim représentant l'esprit syndicaliste révolutionnaire. Il reproche à la CGT d'avoir participé à l'action du Gouvernement. La CGT se transforme : les Bourses deviennent de simples organismes administratifs, cessant d'être représentés à la CGT.

– 11 novembre – Armistice.

– 15-20 décembre – Comité Confédéral National de la CGT. Il en sort un document : "Le programme minimum de la CGT" dont l'orientation essentielle est une éducation ouvrière pour la prise en main de la direction de la production.

1919 – 5-9 janvier – Rencontre à Berne des représentants des centrales syndicales des pays belligérants ou neutres à laquelle participent Dumoulin et Jouhaux.

– février – Nouvelle conférence syndicale internationale qui fixe les principes de ce qui allait devenir l'art. 13 du traité de Versailles créant le BIT.

–mars – Congrès internationale des syndicats chrétiens à Paris.

– 25 mars – Loi instituant les conventions collectives de travail.

– 23 avril – Loi fixant la durée du travail à 8 heures par jour.

– 1er mai – Grève générale pour l'application de la journée de 8 heures.

– 26 juillet-2 août – Congrès d'Amsterdam. Reconstitution de l'Internationale syndicale dont le siège est fixé à Amsterdam.

– 15-21 septembre – Premier grand congrès CGT d'après guerre à Lyon. La CGT constitue un Conseil économique.

– 1er et 2 novembre – Création de la CFTC.

Le 1er Mai 1919...
La matinée se passe dans le plus grand calme (Rue de la Paix à midi)



L'après-midi, la police commence à intervenir contre les manifestants qui se regroupent.



qui nuisent à la production et au relèvement économique" arguaient-ils, parlant de cinq ou six milliards de pertes pour la Nation ! M.Japy, sénateur et patron tint, à la tribune du Sénat, ces propos inimaginables : *"A qui cette loi de huit heures a-t-elle profité ? Il faut le dire franchement : aux débits de boissons. Lorsque l'ouvrier sortait autrefois à six heures et demie de son travail, il rentrait chez lui ; maintenant, en quittant l'atelier, il va manger chez le débitant ou bien chez lui, et il mange une seconde fois à huit heures du soir....".*

Plus sérieusement, les notables intervinrent. Les conseils généraux des Alpes-Maritimes, de la Meuse, de la Moselle, 13 chambres de commerce demandèrent l'abrogation pure et simple de cette loi ; les conseils généraux de l'Aube, de la Charente, de l'Indre, du Maine-et-Loire, d'autres chambres de commerce demandèrent qu'il fut sursis à la loi. Les conseils généraux de 19 départements, 66 chambres de commerce demandèrent en 1920 et 1921 des dérogations à l'application de la loi. La plupart des groupements patronaux, les syndicats et les Fédérations de commerçants et d'industriels allaient dans le même sens. On rendit même la loi des huit heures responsable des grèves – dues en réalité pour le maintien ou l'augmentation des salaires – qui éclatèrent après son application : grève des métallurgistes en mai 1919, grève des mineurs, des bateliers, des cheminots en 1920, grève générale de mai 1920, grève des métallurgistes du Bas-Rhin et grève des textiles du Nord en 1921, ce qui fit dire au Comité des Forges en 1922 : *"Ainsi cette satisfaction considérable, donnée à la classe ouvrière, n'a pas ralenti d'une minute, ni tempéré d'un degré l'ardeur de sa combativité... Elle n'a pas compensé au point de vue social et moral ce qu'elle a fait perdre au point de vue économique. Dans ces conditions, il semble que la cause soit entendue et qu'il n'y ait plus qu'à rendre un jugement de condamnation contre la loi des huit heures".*

A la Chambre, après une demande de dérogation déposée en juin 1920 par M.Josse et 85 députés, M. Isaac, ancien ministre du Commerce, déposa le 22 décembre 1921 un projet de loi demandant que la loi fut suspendue dans toutes les entreprises à la seule requête du chef d'entreprise. Mais la majorité de la Chambre repoussa ce projet de loi : outre la peur d'une grève générale, la majorité des membres du Bloc National ne souhaitaient pas se montrer réactionnaires en matière de réformes sociales.

Charles Vincent
(avril 1993)

MAYNE REID LE REVOLUTIONNAIRE (II)

(Voir Gavroche n° 67)

Le "Printemps des Peuples" de 1848 constitua pour des milliers de républicains un fantastique espoir. Mayne Reid, alors soldat démobilisé du Mexique, apprit son déclenchement aux Etats-Unis, alors qu'il se remettait de sa blessure. Voici comment, dans son style plein de fougue et d'allant, il présente les événements qui secouèrent alors l'Europe, dans son roman *"The Child-Wife"* (1868), connu et apprécié chez les russes, mais jamais traduit en France :

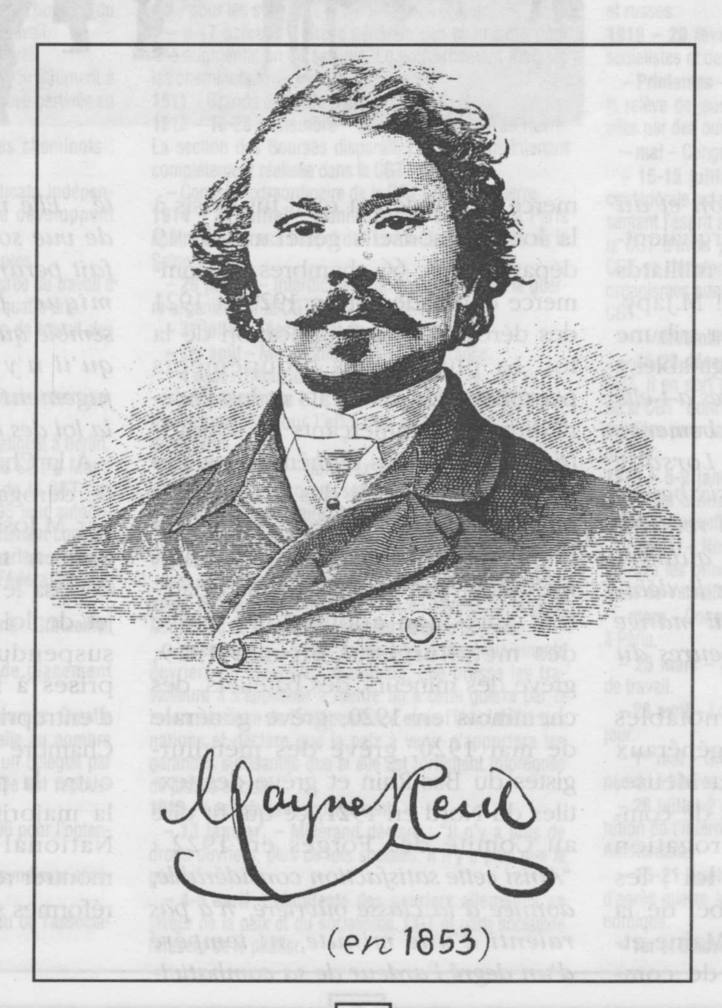
"La crise révolutionnaire qui secoua les trônes européens en 1848 ne fut que l'une de ces lames de fond qui se soulèvent périodiquement tous les demi-siècles, lorsque l'oppression atteint un point tel qu'elle n'est plus endurable. La précédente, celle de 1789, après quelques enthousiasmants éclats de succès, alternant avec des intervalles de ténèbres, avait été finalement écrasée sur le champ de bataille de Waterloo, et enterrée sur place par son sinistre bourreau, Wellington. Mais la tombe rendit de nouveau ses morts ; et avant que ce janissaire à sang froid du despotisme ait pleinement réalisé ce qui arrivait, il vit se dresser devant lui le fantôme de cette Liberté qu'il avait fauchée en pleine vie, menaçant les tyrans couronnés qu'il avait si soigneusement servis. Non seulement ils furent menacés, mais beaucoup d'entre eux furent détrônés. Le stupide Empereur d'Autriche dut fuir de sa capitale, ainsi que le trop bureaucratique Roi de France. Le faible William de Prusse [Frédéric-Guillaume IV,1840-1861] *dut rendre des comptes à ses sujets depuis si longtemps méprisés, et fut contraint, à genoux, de leur accorder une Constitution.*

Une floppée de petits roitelets durent suivre son exemple ; tandis que le Pape, qui les soutenait tous en sous-main, fut forcé d'abandonner le Vatican – ce nid dans lequel bouillonnaient toutes les infamies politiciennes et religieuses – éjecté par les éloquents discours de Mazzini, et par la lame conquérante de Garibaldi. Même l'Angleterre, pelotonnée dans une profonde indifférence face à la liberté et aux réformes, trembla aux cris enflammés des Chartistes. Chaque tête couronnée en Europe eut sa "peur bleue" ou connut sa déconfiture ; et l'on put croire, un temps, que la Liberté allait enfin régner. Hélas ! ce ne fut que le rêve des peuples – trop vite envolé et évanoui – et un long sommeil lui succéda, hanté d'un cauchemar plus lourd et plus horrible que celui dont ils venaient de se libérer.

Mayne Reid est particulièrement amer devant la fin du rêve et l'écrasement des espérances de 1848. Il aurait voulu y prendre une part active, et ne put, comme on l'a vu, arriver à temps pour se jeter dans la bataille. Il dut assister avec une rage impuissante aux défaites successives des Badois de son compagnon Hecker, et des Hongrois de son futur ami Kossuth, qu'il comptait secourir. Pour lui, aucun doute n'est possible : il y a bien eu une concertation active pour rétablir l'ordre antérieur entre ceux qu'il nomme les "despotes", et il va même assez loin dans la thèse du complot.

"Tandis que les insurgés se congratulaient réciproquement de leurs spasmodiques victoires, on faisait réparer leurs entraves rompues, et de nouvelles chaînes étaient fabriquées, afin de les rattacher le plus vite que possible. Les forgerons royaux s'étaient mis au travail en secret, tel Vulcain dans sa forge souterraine. A cette même époque siégeait, à Londres, un congrès secret, composé des représentants de toutes les têtes couronnées du continent, et dont le but était de trouver les voies et moyens propres à éteindre, partout où elle brillerait, l'étincelle de liberté qui menaçait de se propager en Europe comme une traînée lumineuse.

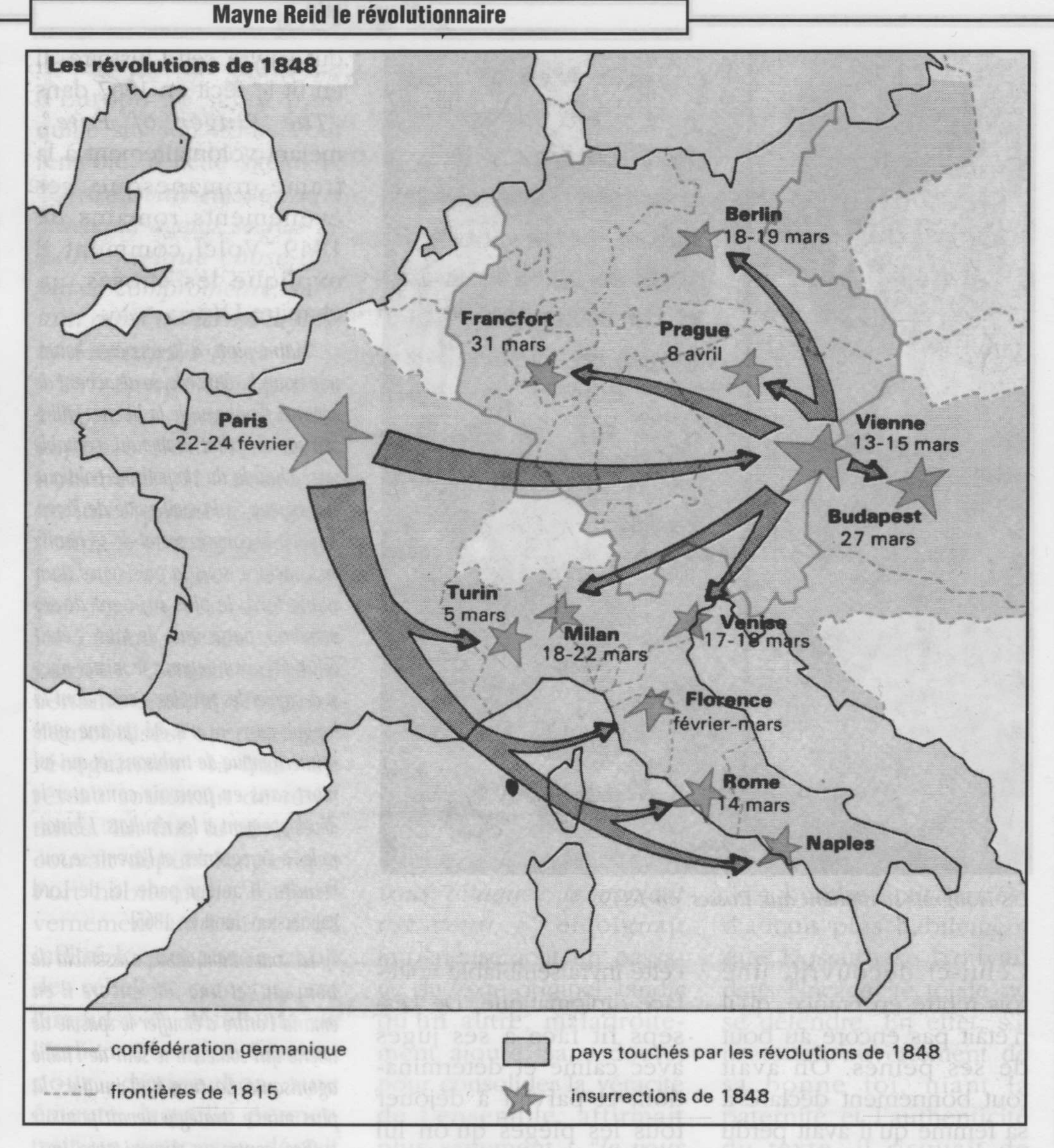
En Hongrie, où elle avait pris les proportions d'une éclatante flamme, elle avait été étouffée par la diplomatie anglaise et les baïonnettes russes. Le résultat fut partout le même, à l'aide de moyens peu sensiblement différents : partout s'exerça l'influence de la diplomatie anglaise, appuyée par l'or anglais, secrètement mais abondamment répandu. En Prusse, le jeu fut aisé ; mais dans ce pays, la liberté succomba sous la plus vile des trahisons, le plus infâme des parjures dont



(en 1853)

l'histoire ait gardé le souvenir. Dans le grand-duché de Bade et en Bavière, ce fut plus facile encore, bien que là le congrès secret eût décidé de trancher la question par le sabre. L'arme liberticide fut mise aux mains du roi de Prusse, dont les légions de mercenaires eurent bientôt raison des patriotes du Schwarzwold."

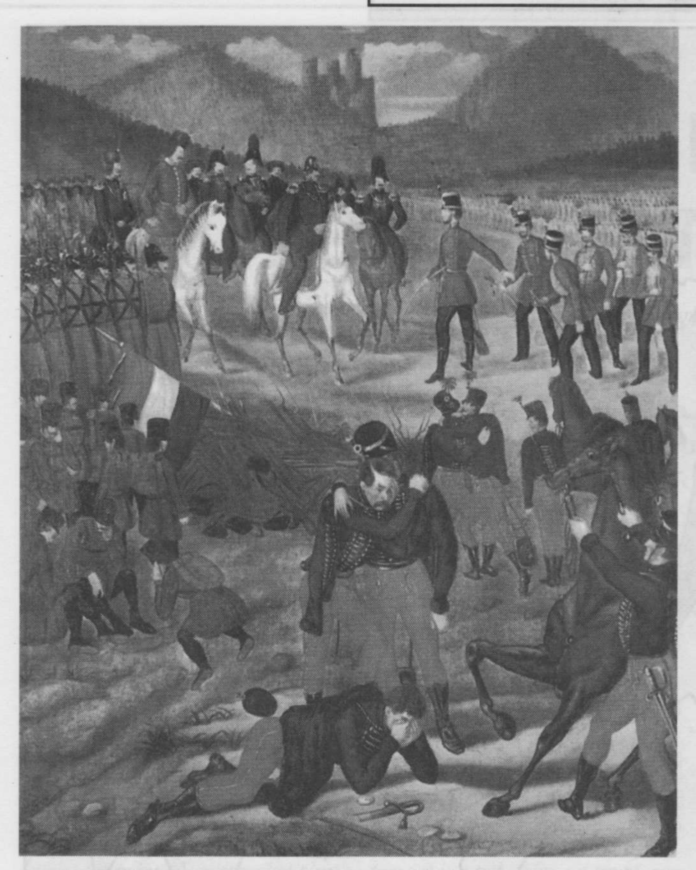
La dernière convulsion des révolutions de 1848 eut lieu... en 1849, dans les Etats de l'Eglise, à Rome. Une République y fut proclamée dans la plus grande confusion, avec pour leader principal Mazzini, tandis que le Pape Pie IX avait trouvé refuge à Gaète, sous la protection du Roi de Naples. Le seul pays républicain susceptible de soutenir ce mouvement, la France de la IIème République et du Prince-Président Louis Napoléon Bonaparte, prit la décision d'envoyer sur place un corps d'armée, commandé par le général Oudinot, qui débarqua sans encombres à Civita-Vecchia, les Romains croyant recevoir le secours d'alliés. Et en effet, le but déclaré de cette expédition était de protéger les insurgés d'une éventuelle arrivée en masse des troupes autrichiennes, ou d'une réaction napolitaine. Pourtant, sur place, la méfiance s'empara des occupants de la ville, qui refusèrent son entrée à l'armée française, la repoussant même avec de lourdes pertes. La situation pour le moins baroque ainsi créée posait un problème insoluble aux autorités françaises. Fallait-il repartir, en laissant impunis ces actes sanglants, et d'autant plus choquants qu'ils semblaient immérités, ou au contraire persister, suivant les vœux d'Oudinot qui voulait entrer en force à Rome pour y restaurer son prestige militaire endommagé, quitte à accomplir l'inverse de sa mission de départ ?



Dans des moments épineux comme celui-là, on décide souvent d'envoyer sur place un médiateur, sorte de "monsieur-bons-offices" choisi pour ses compétences diplomatiques et son élasticité intellectuelle. Justement, l'ancien ambassadeur de France en Espagne, que l'on venait de nommer à Berne, était de passage à Paris. A lui, donc, la charge de concilier l'inconciliable, d'aller expliquer aux Romains que la troupe qui assiégeait ses murs, et lui coupait tout ravitaillement, était une joyeuse bande d'amis prêts à pardonner leurs morts, et de signifier à un général bouillant de rage que lui, le civil envoyé par le gouvernement, allait raisonner ces drôles, mais qu'en attendant, il n'était pas question de se servir de son armée estropiée jusqu'à nouvel ordre. Comment se nommait le courageux diplomate qui accepta cette mission-suicide ? Ferdinand de Lesseps, celui qui allait devenir plus tard l'homme du canal de Suez.

Dans un livre pathétique intitulé "Ma mission à Rome" (1849), il raconta comment, après avoir rencontré sur place tous les problèmes possibles (hostilité déclarée du général Oudinot, circonspection, voire agressivité de la population romaine le soupçonnant de jouer double-jeu, méfiance sarcastique du Triumvirat révolutionnaire qui la gouvernait) il réussit in-extremis, au terme d'un épuisant et périlleux marathon diplomatique, à faire signer par les autorités romaines un texte de compromis sauvant la face des deux parties, authentique chef-d'œuvre d'équilibre verbal, et qui fut hélas annulé dans son dos aussitôt signé !

En effet, alors qu'il achevait ces éprouvantes démarches, un double ordre écrit arriva de Paris. Mettant d'abord sèchement fin à sa mission, sans autres explications, il donnait l'ordre au général Oudinot d'attaquer, court-circuitant tous les efforts d'un De Lesseps effondré, dont la crédibilité à Rome se voyait du même coup définitivement ruinée.



Les Hongrois se rendent aux Russes, en 1849.

Celui-ci découvrit, une fois rentré en France, qu'il n'était pas encore au bout de ses peines. On avait tout bonnement déclaré à sa femme qu'il avait perdu l'esprit (celle-ci était partie aussitôt à sa rencontre, mais ils s'étaient croisés sur la route de Toulon) et il comparut devant le Conseil d'Etat pour haute-trahison !

Ce que De Lesseps ignorait, c'est qu'en son absence, l'Assemblée avait changé, le Parti de l'Ordre arrivant en force dans la nouvelle représentation nationale. Odilon Barrot, qui avait remplacé Drouyn de Lhuys, fulminait à la tribune : l'accord signé avec les triumvirs n'avait-il pas sérieusement indisposé Sa Sainteté le Pape, et compromis l'honneur sacré des troupes françaises ? La presse demandait : *"Est-il coupable d'une abominable trahison, ou est-ce un malade qui a besoin de soins ?"* Bouc émissaire de cette invraisemblable volte-face diplomatique, De Lesseps fit face à ses juges avec calme et détermination, et parvint à déjouer tous les pièges qu'on lui tendit, afin de lui trouver un chef d'inculpation crédible. Sans qu'il eût été relevé contre lui aucune faute clairement définie, sa conduite fut déclarée "blâmable", à l'unanimité moins une voix, et s'il ne pouvait y avoir de véritable condamnation, sa carrière n'en fut pas moins irrémédiablement compromise. Lucide, autant qu'écœuré sans doute, il donna sa démission au gouvernement qui s'était servi de lui avant de le laisser tomber. Celui-ci devait refaire le même coup plus tard au Mexique, avec l'Empereur Maximilien qui lui, y laissa la vie.

On devine avec quelle fiévreuse attention Mayne Reid, qui plaçait tous ses espoirs dans la tentative désespérée des Romains, dut suivre cette histoire. Il en fit le récit en 1867 dans *"The Finger of Fate"*, mêlant volontairement à la trame romanesque ces événements romains de 1849. Voici comment il explique les choses, au chapitre LV :

"Maintenant, à la onzième heure, une nouvelle étincelle, se détachant de l'éternel flambeau de la liberté, jaillissait sur un point inattendu, véritable serre chaude du despotisme politique et religieux ... la vieille cité de Rome. Aussitôt le congrès secret de se réunir en conclave, sous la présidence d'un noble lord, le plus influent de ses membres, parce que, de tous, c'était celui qui avait toujours le mieux réussi à cajoler les peuples – celui dont la longue carrière n'a été qu'une suite ininterrompue de trahisons, et qui est mort sans en pouvoir constater le développement et les résultats. L'histoire les a enregistrées, et l'avenir se souviendra. [L'auteur parle ici de Lord Palmerston, mort en 1865]

La convention, donc, s'assembla de nouveau, et une fois encore il en émana l'ordre d'étouffer le spasme de liberté qui soulevait le sein de l'Italie agonisante. La ruse était inutile ; la plus mince stratégie devait pouvoir suffire, contre un ennemi aussi insignifiant. La restauration du pape ne fut qu'un prétexte, une concession gracieuse à la catholicité. Le Souverain Pontife eût-il disparu de ce monde, la République n'en aurait pas moins été combattue avec la même énergie.

On fit au sabre un nouvel appel. Mais qui devait le brandir, cette fois ? Il ne pouvait être question de soldats anglais. L'Angleterre étant un pays protestant, le fait eût semblé étrange. La France n'avait pas les mêmes scrupules. L'or anglais se convertit aisément en soldats français, et ceux-ci reçurent la mission de relever le trône de Saint Pierre. La restauration du Souverain Pontife fut ostensiblement leur œuvre ; mais la paternité de l'acte revient en commun à toutes les têtes couronnées, et sa direction spéciale au représentant de la Grande-Bretagne. L'histoire en fournit d'indiscutables preuves.

Ces preuves, si elles existent, seraient fort intéressantes à connaître. Si ce Conseil a réellement existé, c'est qu'il n'était pas aussi secret que nous le dit Mayne Reid. Mais comment croire à cette explication sans émettre au moins un doute légitime ? C'est ce que fit le traducteur Hippolyte Vattemare dans une note de bas de page, lorsqu'il traduisit en 1870 le roman *"Le Doigt du Destin"* : *"Le lecteur se souviendra que c'est un Anglais qui parle, et un Anglais qui juge sévèrement la politique de son pays. Nous avons respecté le texte, mais nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous laissons à l'auteur la responsabilité de cette appréciation, au moins fort originale, des événements romains de 1849."*

Lajos Kossuth avait tenté de mener la Hongrie à l'indépendance. Trahi par l'un de ses généraux, il fut vaincu, s'exila mais fut emprisonné en Turquie. Libéré, il partit aux Etats-Unis à la recherche de soutien, et arriva en Angleterre fin Juin 1852. Bientôt, une solide amitié naquit entre lui et Mayne Reid, rencontré dans un de ces meetings en faveur des émigrés hongrois auxquels il participait régulièrement. Dans *"The Child Wife"* (1868), il nous décrit l'installation à Londres du leader hongrois : *"Ayant traversé les fanfaronnades nationales de bienvenue, qui prirent la forme de réceptions à bon marché et de meetings monstres, sans jamais succomber à la flatterie, et sans donner à ses ennemis le ridicule de la moindre réplique, cet homme singulier avait trouvé refuge dans une modeste résidence des quartiers ouest de Londres, où, entouré de sa femme et de ses trois enfants, il sem-*

blait uniquement désireux d'échapper à cette bruyante hospitalité."

Mayne Reid fréquenta assez régulièrement Kossuth pour s'apercevoir de plusieurs choses. D'abord, de ses difficultés financières, dues à l'absence de revenus officiels depuis son exil, et de la façon peu charitable dont certains commerçants locaux tentaient d'abuser de la méconnaissance par cet étranger fraîchement débarqué des tarifs en vigueur dans la capitale londonienne. Ensuite, derrière les apparences d'une réception courtoise et empressée des autorités gouvernementales, il découvrit que, loin de faire confiance au leader exilé, on le considérait comme un homme dangereux. Des espions surveillaient son domicile, contrôlant les amis qui le fréquentaient. Lorsqu'il voulut se rendre au chevet de sa vieille mère malade, on prétendit carrément lui imposer la compagnie d'un policeman ! On considérait en haut lieu que tant que Kossuth serait entouré de cette aura de popularité gagnée dans ses activités révolutionnaires, pas un souverain d'Europe ne serait tranquille sur son trône. Pour remédier à cette situation, *"Ordre avait été donné à plusieurs agents secrets de faire quelque chose qui pût le compromettre, mettant ainsi un terme définitif à sa carrière"*.

Le 6 Février 1853 parvint à Londres une nouvelle capitale pour les deux hommes. Il semblait qu'une tentative révolutionnaire contre les troupes autrichiennes de François-Joseph venait d'éclater à Milan, menée par des patriotes Lombards alliés à certains soldats Hongrois démobilisés, secrètement réorganisés là-bas en réseau souterrain de résistance. En fait, la révolte y couvait depuis longtemps. Fort habilement, le gouvernement autrichien avait infiltré localement le camp des rebelles, comptant sur l'impulsivité bouillante de l'Italien Guiseppe Mazzini pour déclencher une émeute, laquelle permettrait un nettoyage décisif contre ce foyer grouillant de révolutionnaires encore désireux de combattre l'ordre établi par la force des baïonnettes. On espérait pouvoir "mouiller" Kossuth d'une façon ou d'une autre dans l'affaire, et le compromettre définitivement. Le plan faillit bien réussir.

Désireux d'insuffler aux conjurés l'énergie nécessaire à une action décisive, bien que désespérée, Mazzini n'avait rien trouvé de mieux que d'utiliser une vieille proclamation aux régiments hongrois que Kossuth avait naguère écrite depuis sa prison turque de Kutayah, mais qui ne leur était jamais parvenue, et que le leader italien avait gardée par devers lui. Pour les besoins de la cause, il antidata le texte, et le présenta comme un appel pressant à l'insurrection lancé par le chef hongrois depuis Londres. *"Levez-vous, attaquez, le moment est venu !"* enjoignait impérieusement un passage du texte originel, tandis qu'un autre, maladroitement ajouté, sans doute, pour consolider la véracité de l'ensemble, affirmait plus sagement : *"Je vous envoie ce messager pour qu'il m'informe de ceux parmi vous qui sont prêts à m'être fidèles, et afin qu'il vous indique comment vous organiser."*

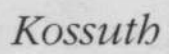
L'occasion était trop belle de discréditer Kossuth, pour que les autorités anglaises la laissent filer. Un informateur distingué (mandaté par le gouvernement, mais exigeant l'anonymat) communiqua au principal journal de Londres, le *Times*, le texte de la pseudo-proclamation de Milan. Elle fut publiée *in extenso* dans l'édition du 10 Février, accompagnée d'un article virulent, insistant d'une part sur la trahison du leader hongrois envers l'hospitalité offerte par le gouvernement anglais, d'autre part sur la lâcheté d'une démarche incitant des hommes à risquer leur vie, de la part d'un homme tranquillement installé à Londres, à l'abri du danger.

La bombe était lancée, d'autant plus habilement que Kossuth se trouvait dans l'incapacité totale de se défendre. En effet, s'il protestait ouvertement de sa bonne foi, niant la paternité et l'authenticité du texte, il risquait de mettre en péril le mouvement de révolte tenté à Milan, en coupant son élan au moment décisif ! Tant que l'incertitude persisterait quant à ce qu'il



Le « West End » à Londres, quartier bourgeois, aéré et spacieux, aux maisons à l'architecture victorienne.





Kossuth

pouvait donner, pas question d'hypothéquer ses chances de succès, quitte à assumer (ce que Kossuth fit courageusement) les perfides accusations de trahison et de couardise délibérément lancées pour lui nuire, par une presse aux ordres du pouvoir.

Mais Kossuth ne restait pas inactif. Certes, il maudissait l'acte déloyal et irraisonné de Mazzini, et jugeait cette tentative dangereuse, connaissant la valeur des régiments de soldats de Bohème cantonnés à Milan. Mais il approuvait le fond de l'action, ne pouvant se désolidariser d'un mouvement destiné à rétablir la liberté et à repousser l'oppression. Il fallait donc agir très vite, gagner coûte que coûte le champ des opérations, afin de tout faire pour donner à cette tentative, même suicidaire, une petite chance de réussir. Passer par la Méditerranée ? Trop long : il fallait traverser la France. Mais comment se dépêtrer de la curiosité des policiers français, qui n'eussent pas manqué, sur ordre de Louis-Napoléon Bonaparte, de livrer, sitôt reconnu et interpellé, le leader hongrois au régime ami de Lord Palmerston ? L'imagination intrépide du romancier d'aventures qu'était Mayne Reid fut mise à contribution. Il conçut pour en sortir un plan audacieux, que nous livra en 1893 l'éditeur anglais Henry Vitezelly, dans un livre de mémoires intitulé *"Glances back through seventy years"* (pages 383-384) :

"Peu après mon retour en Angleterre, de retour d'un voyage en Europe avec mon ami Birket Foster, je reçus la visite du Capitaine Mayne Reid, que je connaissais bien, pour avoir fait graver la plupart des illustrations de ses romans pour la jeunesse écrits pour David Bogue. L'objet de sa visite était de se procurer les passeports avec lesquels mon ami et moi avions voyagé, puisque, me dit-il, nous n'en avions désormais plus l'utilité. Il m'avoua qu'il comptait s'en servir pour gagner Milan en compagnie de Kossuth (tous deux étant bien entendu déguisés) afin d'aider à la révolte contre les Autrichiens. Sachant que voyager sous leur véritable identité eût conduit à leur arrestation immédiate, il tenait à pouvoir donner le change aux autorités, grâce à de faux passeports.

Il fut assez bon pour me dire que si j'avais des scrupules à lui donner directement les documents, je pouvais aisément m'arranger pour les perdre ; et il suggéra qu'à un moment donné, en un lieu et un moment prévus à l'avance, je pouvais accidentellement les faire tomber de ma poche en tirant mon mouchoir, et les laisser ramasser par une personne de confiance aux aguets, qui passerait providentiellement à proximité pour les récupérer. Comme on l'imagine, je coupai court à la suggestion, répliquant à ce Capitaine mangeur de feu que nonobstant notre sincère désir de lui venir en aide, ni moi ni Mr. Birket Foster n'étions désireux de devenir des individus marqués aux yeux des autorités de police à travers l'Europe tout entière."

Le refus de Vitezelly n'arrêta pas l'impétueux jeune homme. On ne sait comment, il réussit à se procurer malgré tout un faux-passeport pour Kossuth. Délivré par le Foreign Office, il devait lui permettre, pour un départ prévu le 24 Février 1853, de voyager sous le nom de "James Hawkins, domestique, accompagnant son maître, l'écrivain et sujet britannique Mayne Reid, en voyage sur le continent". Malgré les dangers encourus, n'ayant pu se procurer qu'un seul passeport, l'ami du leader hongrois n'avait pas hésité à prendre le risque de voyager sous son nom. Mais les événements devaient couper court à cette étonnante machination. Le 13 ou le 14 Février, alors que les préparatifs du voyage étaient en cours, la nouvelle parvint aux deux hommes que l'opération milanaise, comme ils le craignaient, avait échoué. L'émeute avait été durement maîtrisée sur place par les forces autrichiennes. Dès lors, tout étant perdu pour l'insurrection elle-même, il devenait urgent de réagir aux accusations du *Times* lancées pour ternir la réputation de Kossuth, qui commençaient déjà à faire leur effet.

Ce fut Mayne Reid qui s'en chargea, adressant à l'éditeur du *Times* un droit de réponse au nom de Kossuth, mis en cause, qu'il demanda à être inséré dans l'édition du 15 Février. Courtois mais bien senti, le message n'y allait pas par quatre chemins : *"Monsieur, ou bien Kossuth a écrit ce document, ou bien il ne l'a pas écrit. S'il l'a fait, et que vous l'avez publié sans son autorisation, vous avez commis, au regard du code de l'honneur de ce pays, un acte déshonorant. S'il ne l'a pas écrit, vous avez commis, au regard des lois de ce pays, un acte criminel. Je vous accuse d'avoir commis les deux."* Le ton était donné. Dénonçant le document comme un faux, il avertissait sans détour : *"Il revient à M. Kossuth de vous attaquer en justice. Quant à moi, mon devoir est de vous haranguer devant le tribunal de l'opinion publique."* N'était-il pas étonnant qu'un journal qui exigeait, pour tout droit d'insérer, que les articles envoyés soient authentifiés du nom et de l'adresse de l'auteur, ne l'ait pas fait pour le cas en question ? Il réfuta en outre, en termes indignés, l'outrageante accusation de couardise, lancée contre un homme qui avait fait preuve d'un véritable héroïsme à la tête de ses troupes, face aux Russes et aux Autrichiens alliés pour le combattre.

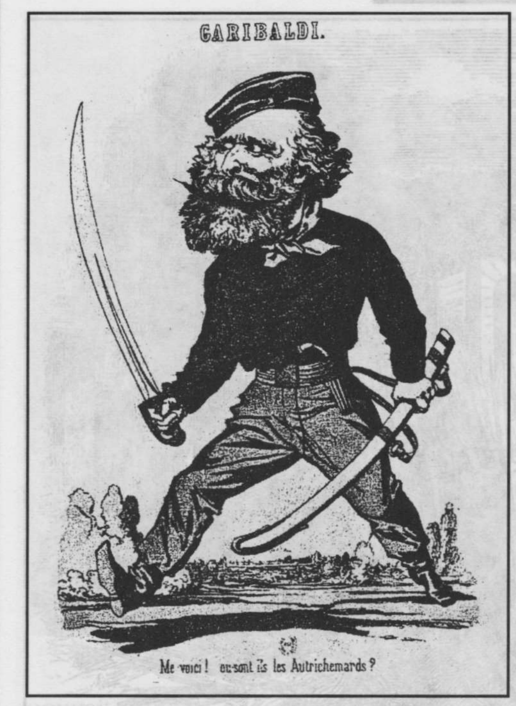
Le *Times* refusa de publier le lendemain cet énergique envoi, se contentant d'un court paragraphe persiflant : *"En dépit d'une lettre nous*


L'expédition française devant Rome.

affirmant dans un style absurdement grandiloquent la fausseté de la récente proclamation, et bien que ce genre de texte soit rarement très formel, le Times a de bonnes raisons de le considérer comme authentique, et ne va certes pas le renier sur la foi d'une autorité aussi obscure que celle de Mayne Reid." Dans la rage qu'on imagine, l'Irlandais trempa sa plume dans l'acide, et répliqua aussitôt : *"Ne vous imaginez pas pouvoir vous échapper aussi aisément de la mauvaise position dans laquelle vous vous êtes placé. Si vous vous flattez de couvrir vos erreurs par une fière fanfaronnade et par l'invective personnelle, vous vous trompez lourdement. Continuez, si vous le croyez possible, à insulter de façon continuelle la faculté de compréhension des Anglais, en les mystifiant à coups de sophismes étudiés. J'ai, pour ma part, une grande, bien plus grande confiance que vous, en l'intelligence de mes concitoyens. Je sais qu'ils auront l'esprit assez clair et le cœur assez pur pour répudier une injuste diffamation."* Sachant que ce post-scriptum ne paraîtrait pas, il envoya le tout à deux concurrents, le *Sun* et le *Morning Advertiser*.

Ceux-ci publièrent l'ensemble dans les jours suivants, et l'affaire jeta vite un grave discrédit sur la morale et les méthodes journalistiques peu orthodoxes du *Times*, lequel fut mis au ban de la profession par l'ensemble de la presse : *"Le Times (nous le disons avec regret, car c'est l'ensemble de la presse qui se trouve affectée des exactions de l'un de ses principaux membres) s'est construit une peu enviable notoriété par la fréquence avec laquelle il met en circulation des calomnies contre ses opposants, refusant ensuite à ceux qu'il accuse le droit de se défendre..."* Divers journaux soulignèrent que les gesticulations médiatiques du *Times* n'avaient en rien affecté le courant de sympathie populaire entourant l'exilé hongrois, qui publia lui-même le 19 Février 1853 une lettre ouverte, dans laquelle il expliqua les raisons qui l'avaient poussé à garder le silence, tout en soutenant dans l'esprit l'insurrection de Milan, et où il remercia publiquement Reid de sa chevaleresque défense.

Cet avertissement, contrairement à toute logique, n'avait pas affaibli l'ardeur du *Times*. Deux mois plus tard, en Avril 1853, il accusa, sur la foi d'informations tout aussi erronées, Lajos Kossuth d'entretenir un arsenal à Rotherhithe. Le scénario se répéta curieusement. Mayne Reid remonta au créneau avec une virulence qu'accroissait la récidive, posant la question, si actuelle de nos jours, de la puissance du "quatrième pouvoir" : *"Si l'on peut tolérer qu'un homme innocent soit brusquement tiré de la paix de sa vie privée pour être accusé de crimes imaginaires qui, loin d'être soutenus par l'ombre d'une évidence, ne sont que le fruit de la plus basse calomnie et d'une vitupération vengeresse, et si tout cela est permis dans l'impunité, alors il est temps de le demander : en quoi consiste la liberté Anglaise ?"* L'accusation tomba d'elle-même, devant les évidences de l'enquête qui s'ensuivit, et les dénégations argumentées de plusieurs membres influents de la Chambre des Communes, tels Duncombe, Walmsey, Bright ou Dudley Stuart. Comme il l'avait fait la première fois, Kossuth garda le silence, refusant de relever ces attaques. Reid s'en chargeait pour lui, et il ne mâchait pas ses mots : *"Lorsque vous accusez M. Kossuth et d'autres leaders hongrois de violer les lois de notre hospitalité, vous n'imaginez peut-être pas combien vous devez, au contraire, au respect qu'ils leur portent. Sans cela, Monsieur, il y a longtemps que vous auriez été tiré de votre incognito, et traité d'une manière que je ne décrirai pas. Quoique je ne cautionne pas l'emploi de telles méthodes, je dois*



critique d'art et de littérature, ne voulurent voir dans ses écrits que de la prose à sensation." Amer, il mesurait bien la conséquence de ses exploits devant le tribunal de l'opinion : *"Tirant leur inspiration de l'envie, et sous une influence puissante – celle de leur maître, le journal dominant, dont un hochement de tête les faisait trembler – ils tentèrent de satisfaire ce despote de la presse, en dépréciant les efforts du jeune auteur. Ils procédèrent de différentes façons. Les uns ne dirent rien. Ce furent les plus sages, le silence de la critique étant sa plus éloquente condamnation. Ainsi, nul danger d'être contredit. Les autres parlèrent, avec ironie ou dédain. Donnant libre cours à leur spleen, ils parlèrent de "mélodrame" ou usèrent du vocable galvaudé de "sensationnel" pour qualifier ses productions. Combien des plus belles œuvres de Byron, de Shakespeare ou de Scott auraient échappé à cette catégorie dite "à sensation" ? Certes, ils ne purent contester son succès. Obtenu malgré eux, il mettait simplement en lumière la corruption du monde littéraire. Mais cette tendance à la corruption n'a-t-elle pas toujours existé ?"*

bien reconnaître que vous avez tout fait pour les mériter." Il concluait sa lettre ainsi : *"N'imaginez pas que vous soyez omnipotent : vous ne pouvez annihiler un seul atome de vérité. Le plus humble gentleman d'Angleterre peut vous condamner et vous défier."* Comme la première fois, n'étant pas publié, Reid passa par d'autres journaux, avec l'effet qu'on imagine. Le *Times* n'allait pas lui pardonner cette courageuse impudence.

Au chapitre LXXII de *"The Child Wife"* (P. 331-332), dans un intéressant exercice d'introspection sur son passé littéraire, Reid livre les réactions de la presse anglaise à son œuvre. Soulignant d'abord que les plus jeunes critiques (les quelques *addicti urare verbis nullius magistri*) avaient salué ses premiers ouvrages comme des textes de génie, il constate ensuite que *"de vieilles mains, membres de la "Société d'Admiration Mutuelle", ces éternels aspirants à la gloire qui de tous temps et en tous pays ont assuré la*

Kossuth lui conserva longtemps son amitié, lui demandant encore en 1856, trois ans après leur passe d'armes avec le *Times,* de réviser le texte de ses discours, corrigeant ses éventuelles erreurs de style, et rajoutant çà et là si nécessaire une envolée éloquente ou une diatribe enflammée de sa manière. Combien d'historiens hongrois savent aujourd'hui que nombre des textes écrits à l'époque par cet équivalent hongrois de notre Napoléon en exil, doivent leur superbe vigueur à la plume d'un romancier d'aventures exotiques ? Une trace bien palpable subsiste de cette amitié, dans la dédicace du dixième roman de Mayne Reid, *"The Bush Boys"* (1855) dont l'action se déroulait, pour la première fois dans un roman d'aventures européen, en Afrique du Sud (bien avant *"Les Mines du Roi Salomon"* de Rider-Haggard, ou *"Aventures de trois Russes et de trois Anglais"* de Jules Verne). *"A trois jeunes amis très chers, Franz, Louis et Vilma, enfants d'un ami plus ancien, compagnon de la liberté, de la vertu et de la vérité, Lajos Kossuth, de la part de leur très affectionné Mayne Reid."*

En Italie, un autre leader révolutionnaire de réputation internationale, Garibaldi, venait fin 1863 de démissionner de son siège de député au Parlement italien, celui-ci ayant approuvé la cession du Comté de Nice à la France, et avait trouvé refuge dans l'îlot de Caprera. Un comité de soutien qui s'était constitué en sa faveur à Londres invita le héros en Angleterre, où il accepta de se rendre en 1864, accompagné de son médecin traitant Basile, et de ses deux fils Menotti et Ricciotti. La nouvelle de son départ provoqua en Italie, durant les quelques jours que dura une croisière dont on ignorait la destination, une mémorable panique, tant était grande la crainte qu'inspirait encore aux gouvernements cet homme désarmé et infirme, mais dont les hauts-faits résonnaient dans la mémoire de tous. Les raisons de ce séjour anglais restent obscures, les déclarations de Garibaldi à ce sujet ayant été contradictoires. Recherche de l'appui anglais pour la libération de la Grèce, de la Pologne ou de Venise ? Réunion au sommet avec les révolutionnaires européens ? Simple impulsion, conforme à sa maxime selon laquelle *"de toute chose, il naît quelque chose"* ? Toujours est-il que Lord Palmerston s'alarma de l'arrivée de cet hôte incommode, puis, ayant pris toutes dispositions pour contrôler au mieux son séjour, il endossa la responsabilité de l'invitation, faisant publier dans le *Daily Telegraph* cet habile communiqué : *"le général a accepté l'hospitalité anglaise, car il a besoin d'un changement d'air pour rétablir sa santé."*

La sympathie anglaise pour Garibaldi était grande et sincère. On voyait en lui l'ennemi de Napoléon III et du Pape, bêtes noires des Anglais. Les petites gens reconnaissaient en lui l'un des leurs, monté au faîte de la gloire. Les femmes ne restaient pas insensibles au charme de ce "bandit au grand cœur", sorte de Robin des Bois latin chevaleresque, au service de grandes causes dont l'Angleterre se voulait dépositaire : la Liberté et la Démocratie. On l'attendait comme un héros. Les

pâtisseries londoniennes avaient préparé pour son arrivée des biscuits "Garibaldi", les dames portaient dans les rues des chemisiers rouges "Garibaldi", et même s'il était connu pour porter une barbe qu'il ne rasait jamais, on vendit dans certaines parfumeries un savon à barbe "Garibaldi" ! Malgré une enthousiaste réception sous la pluie lorsqu'il accosta à Southampton, la foule n'eut guère le loisir d'abreuver de vivats son héros, qui lui fut prestement soustrait par une réception donnée dans l'île de Wight chez le député Seeley. Il y reçut la visite de Gladstone, Chancelier de l'Echiquier, mais aussi celles de personnalités révolutionnaires bien connues, comme Hertzen ou Mazzini. Déçus, les ouvriers organisèrent un meeting contre ceux qui voulaient "monopoliser leur champion". Garibaldi, pour sa part, acceptait ces honneurs avec la simplicité un peu candide des grands hommes, et le poète officiel Tennyson, l'ayant vu, lui trouva *"la divine stupidité du héros."*

Le 11 Avril, Garibaldi arriva en train spécial à Londres, où on lui fit un accueil chaleureux, triomphal, délirant. Sa voiture, assaillie par une foule débordante d'enthousiasme, mit six heures pour parvenir jusqu'à la maison du Duc de Sutherland, son nouvel hôte. La Reine Victoria déclara avoir honte de ces folies, et Disraéli refusa d'aller serrer la main à ce "pirate". Quand à Karl Marx, il qualifia cet événement de "déplorable bouffonnerie"... Louis XIV, le Roi-Soleil, n'avait-il pas domestiqué la noblesse en l'invitant à Versailles ? L'astuce était toujours valable. Une bonne quinzaine de jours allaient s'écouler, durant lesquels on noya le leader révolutionnaire dans un torrent savamment organisé de fêtes, de dîners, de réceptions diverses, d'inaugurations et de visites, au cours desquelles on ne manqua jamais de flatter le héros par mille cajoleries. Tout fut bon pour le soustraire aux milieux révolutionnaires, et aux tentations populaires de la place publique.

Dans l'entourage officiel de Garibaldi (pris en charge par un "Comité de réception") se trouvait le père d'un jeune homme de dix-huit ans, Maltus Questell Holyoake, qui avait été l'un des admirateurs de Mayne Reid, et entretenait une correspondance avec lui. L'écrivain saisit l'occasion pour lui écrire, le 8 Avril 1864 : *"Je suis heureux d'apprendre que votre père est du côté de Garibaldi, et suis sûr que le héros de l'Italie ne pouvait trouver ami plus sincère dans toute l'Angleterre. Je le connaissais déjà comme un champion de la Liberté bien avant que son nom ne devienne familier aux oreilles des Anglais. Je me suis tenu au courant de ses exploits en Amérique du Sud, durant mon séjour dans le Nord. Alors qu'il gagnait une gloire immortelle sur les rives de la Plata, je gaspillais follement ma vie en chassant le bison sur celles de la Platte. Je l'admirais alors ; il serait étrange que je ne l'idolâtre pas aujourd'hui. Dites à votre père que lorsque l'on autorisera Garibaldi à prendre un peu de détente (si on doit jamais le lui permettre en Angleterre), j'estimerais une grande faveur de pouvoir lui être présenté."* S'il est permis d'imaginer la richesse de l'entretien qu'auraient pu avoir les deux hommes, on ne peut faire davantage, car il n'eut pas lieu.

Le Samedi 16 Avril, Garibaldi se rendit à un concert organisé par le Comité Italien, qui lui chanta son hymne : *"O Garibaldi notre sauveur, nous te suivrons au champ d'honneur..."* Désireux de remercier tout le monde, le général prononça un discours euphorique dans lequel, par courtoisie, il rendit un vibrant hommage à cette Angleterre qui l'avait si bien accueilli. *"Les institutions du pays, le respect des lois, cette prodigieuse contexture de forces autonomes et cependant organisées, franches, loyales, sans vulgarité ni violence, combinées avec une liberté individuelle absolue (liberté de conscience, de domicile, liberté de la presse, libertés d'expression et d'association) ; le droit à une défense nationale, non pas réservé au privilège d'un corps d'armée spécial, mais reconnu à tous ; une armée resplendissante de gloire, pas encore atteinte de ce mal moderne qu'est le militarisme ; un corps de francs-tireurs volontaires, fierté de l'Angleterre et rêve personnel ; et enfin la puissance, le décorum, l'activité, la persévérance, surtout (celle qui, lorsqu'elle a permis la conquête d'une institution, interdit tout retour en arrière)... Toutes ces choses, qui font l'envie des peuples civilisés de par le monde, provoquant leur émulation, j'aimerais pouvoir les proposer à l'Italie, en exemple à suivre !"*

Négligeant la beauté du discours, le pouvoir s'émut surtout des chants séditieux entendus durant la soirée. Le lendemain dimanche 17 Avril, Fergusson, le médecin de la Reine, lui rendit une visite fort matinale, et déclara au général abasourdi qu'il le trouvait affaibli et fatigué, lui ordonnant le repos absolu. Ne tenant aucun compte de cette intervention qu'il ne s'expliquait pas, Garibaldi fut reçu le soir même à la table d'Hertzen, où il rencontra la crème des révolutionnaires européens, Mazzini en tête. On lui proposa, dit-on, le poste de généralissime d'une ligue regroupant les nationalités opprimées, à condition qu'il accepte de lancer une insurrection en Vénétie. Garibaldi demanda à étudier la situation avant de s'engager.

Le 18 Avril, Maltus Questell Holyoake reçut de Mayne Reid le message suivant : *"Faites savoir à votre père que je ne désire plus rencontrer Garibaldi. Son discours à Crystal Palace, devant le Comité Italien, va faire beaucoup de mal à la cause des Libertés en Angleterre, et tant que ses paroles retentissent encore à mes oreilles (l'adulation de gens tels que Palmerston ou Gladstone, les pires ennemis du peuple anglais) une entrevue entre lui et moi ne pourrait être (pour moi, du moins) qu'ennuyeuse et pesante."* La même matinée, à la demande de Palmerston, dont les antennes avaient assisté au dîner révolutionnaire, le docteur Fergusson fit savoir aux journaux (lesquels s'empressèrent de le publier) que *"le général admettait être fatigué"*. Et comme celui-ci, sur la foi de son propre médecin Basile, faisait répliquer naïvement qu'il allait parfaitement bien, Palmerston le convia directement à sa table, lui conseillant, à propos de la Vénétie, de *"ne pas brusquer les choses."* S'étant vu répliquer vertement par Garibaldi que *"partout où des hommes étaient retenus sous l'esclavage, on ne courait pas le risque de*



L'East End, quartier ouvrier surpeuplé et insalubre. C'est à cette époque que les différences entre les quartiers s'accusent de plus en plus.

précipiter quoi que ce soit", il décida de confier à Gladstone la tâche délicate de lui faire comprendre que le climat de Caprera était peut-être meilleur pour sa santé. Son tact étant inopérant auprès du rude Italien, il finit par lui annonçer les choses sans détour. Garibaldi, en homme honnête surpris dans sa bonne foi, répliqua immédiatement : *"Je pars demain"*. Il fallut manœuvrer avec la dernière habileté pour le retenir jusqu'au 22 Avril, afin que son départ ne parût pas trop précipité. Ce jour-là, une foule immense tenta de lui barrer la route en criant *"Ne partez pas, mon Général, ne partez pas !"*...

Une semaine après son départ, le 29 Avril 1864, Mayne Reid publia une lettre ouverte intitulée *"Garibaldi critiqué par l'un de ses meilleurs amis"*. Reprenant chacune des assertions du Général dans son discours de Crystal Palace, il les démonta une à une avec une éloquence fracassante. Liberté individuelle ? *"Celles qu'ont l'artisan et le laboureur de payer en taxes l'équivalent de 200 à 250 jours de leurs gains ! Qu'ils refusent de s'acquitter de cette rançon, et leur liberté individuelle se terminera au fond d'un cachot..."* Liberté de conscience ? *"Le clergé d'Angleterre, grassement payé pour sa non-ingérence, s'en moque pas mal."* Liberté de presse et d'expression ? *"Vous l'ignoriez peut-être, mais en 1848, bien des patriotes qui avaient cru à ce mythe ridicule, furent condamnés à de lourdes peines, pour s'être servi trop librement de la langue ou de la plume, et transportés dans leurs chaînes au-delà des mers."* Liberté de domicile ? *"N'importe quel policeman peut, selon son humeur, pénétrer dans le cottage d'un honnête fermier, et questionner chaque membre de la famille pour savoir si John, Jim ou Harry était dehors tel soir, et à quelle heure il est rentré, sous le prétexte du vol de quelques oies du pasteur, ou de quelques bouteilles dans la cave du squire."*

On n'avait fait visiter à Garibaldi, dans son carosse ducal, que les beaux quartiers de "West End", lui cachant soigneusement "East End", si misérable. *"Ah ! Général ! Eussiez-vous pu être l'invité du véritable peuple d'Angleterre (ces classes laborieuses, que vous avez, avec le reste, si gentiment complimentées) eussiez-vous été leur invité exclusif, vous auriez quitté ce pays avec une foi bien moins ferme dans leur "liberté d'association". Vous seriez parti en sachant que vingt millions d'individus de ces îles exercent à peine les droits du citoyen, et que presque la moitié d'entre eux pourraient être comparés à ces serfs Slaves, si souvent présentés comme misérables entre tous."* [...] *"Vous ignorez, à n'en pas douter, la réelle condition du petit peuple d'Angleterre. Votre cœur simple a été égaré par les apparences, peut-être par des rapports malhonnêtes. Vous n'avez regardé que la face polie du miroir, habilement manœuvrée pour vous éblouir, et n'avez vu de l'Angleterre qu'une avant-scène, apprêtée dans son apparat criard. Puissiez-vous un jour (comme je vous le souhaite) passer dans les coulisses, et découvrir les rouages de la machinerie qui produit ce brillant spectacle. Là, dans la poussière et l'obscurité, parmi la confusion, dans la misère et les haillons, vous mesurerez combien était illusoire l'apparence de liberté dont vous nous avez félicités."* On ne sait hélas si Garibaldi lut cette lettre, ni ce qu'il en pensa. Quant à Mayne Reid, on découvrira dans la dernière partie de ce triptyque (années 1865-1883) que son combat politique était encore loin d'être achevé !

Thierry CHEVRIER

LA FIN DE L'ANCIENNE HONGRIE ET LES RÉVOLUTIONS DE 1918-1919



Octobre 1918 : soldats et civils fraternisent lors de la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, dans les rues de Budapest.

Entrés en guerre dans l'enthousiasme patriotique (fleurs, discours, musique militaire...), les Hongrois pensaient, comme bien d'autres, que ce serait une promenade de quelques mois : la Monarchie rétablirait, aux dépens de la Russie, son hégémonie balkanique, son prestige international, et par là-même, les tensions entretenues par les nationalités seraient apaisées. Bref, tout irait bien.

Mais sur le terrain, la Hongrie n'a cessé de subir des revers : dès août 1914 sur le front serbe, puis en Galacie avec la chute du fort de Przemysl, en mars 1915. Après quelques succès provisoires, l'année 1916 apporte de nouvelles épreuves dans les Carpathes et en Transylvanie, où l'attaque roumaine n'a pu être repoussée qu'avec l'aide des Allemands...

A la mort de François-Joseph en novembre 1916, la classe politique aussi donne des signes de décomposition, que les événements ne cessent d'aggraver. La fin de la Monarchie austro-hongroise est précipitée à la fois par la situation militaire, la désagrégation intérieure et la politique de l'Entente.

A Budapest, où le Parlement continue de fonctionner, les sociaux-démocrates et les radicaux de gauche prennent ouvertement position contre la guerre. Fin 1916, un discours prononcé par le comte Kàrolyi, chef du parti de l'Indépendance, est accueilli avec joie par le monde ouvrier, puis, sous l'effet de la révolution russe en février 1917, la propagande pacifiste se répand jusqu'aux soldats qui se battent sur des fronts très éloignés (Russie, Serbie puis Italie). Pour la première fois depuis le début de la guerre, le 1er mai est fêté en 1917. En Russie soviétique, des dizaines de milliers de prisonniers de guerre hongrois participent à la guerre civile aux côtés des Rouges et fondent en mars 1918, sous la direction de Béla Kun, une section magyare du parti bolchévique russe. En Hongrie


Le comte Istvàn Tisza.

même, grèves et manifestations se succèdent. La population veut la fin de la guerre, le suffrage universel secret et plus de démocratie. Le 1er février 1918, une mutinerie de marins est réprimée dans le port adriatique de Cattaro sur l'ordre du commandant de la flotte, Miklos Horthy et le 20 mai, une mutinerie de soldats dans la ville de Pécs est maîtrisée après une journée de combats.

Les gouvernements se succèdent depuis la démission de Sàndor Wekerle en janvier 1918, l'empereur Charles IV – qui avait pris la succession de François-Joseph – et son entourage, ayant refusé de confier le gouvernement à l'opposition regroupée autour du comte Kàrolyi et favorable à la paix, fait un geste remarquable en renvoyant Istvàn Tisza, Premier ministre de la guerre, détesté dans tout le pays. Mais ses successeurs continuent la ligne belliciste et pendant l'été 1918, les unités hongroises de l'armée de la Monarchie subissent de terribles défaites sur le front d'Italie (plusieurs générations garderont en mémoire les noms sinistres de Piave, d'Isonzo, de Doberdo...). Le 20 juin, les ouvriers de MAVAG (Fabrique de machines des Chemins de fer de l'Etat), manifestent contre l'inutilité de l'effusion de sang et le travail militarisé : la police tire sur les ouvriers, provoquant des grèves dans tout le pays. Pour la première fois, on voit apparaître des Conseils ouvriers.

En août 1918, les armées alliées rompent les lignes allemandes sur le front de l'Ouest et en septembre-octobre, dans les Balkans, les Bulgares et les Turcs déposent les armes. Commandée par le général Franchet d'Esperey, l'armée de l'Entente se dirige vers la Hongrie. Le 17 octobre, Istvàn Tisza, qui venait d'être l'objet d'un attentat manqué, déclare devant le Parlement : *"Nous avons perdu la guerre"*.


Charles 1er, empereur d'Autriche, roi de Hongrie sous le nom de Charles IV.

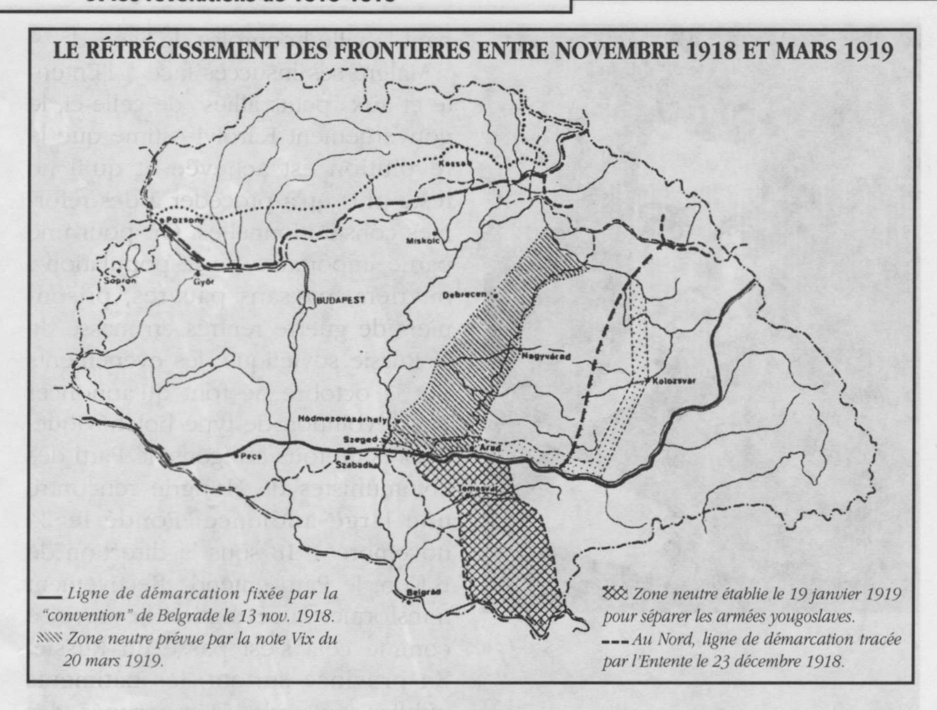
Le 25, un Conseil national hongrois est constitué sous la présidence de Mihàly Kàrolyi. Son programme, rédigé par le radical Oszkàr Jàszi, prévoit l'indépendance de la Hongrie, la conclusion immédiate d'une paix séparée, le suffrage universel, la réforme agraire et les droits pour les nationalités. Mais contrairement à l'attente de tous, Charles refuse de nommer le comte Kàrolyi à la tête du gouvernement. Le comte Hadik qui est nommé officiellement président du Conseil, se livre au contraire à une politique ultra-nationaliste, en demandant notamment la création immédiate d'une armée hongroise séparée.

Cette nouvelle déclenche une formidable manifestation le 28 octobre 1918. En se dirigeant vers le Palais royal, la foule se heurte aux forces de l'ordre et le Pont de Chaînes, qui franchit à cet endroit le Danube, devient le théâtre d'une véritable bataille rangée.

Kàrolyi écrira en 1923 : *"Nous n'avions pas l'intention de prendre le pouvoir... nous voulions resserrer nos rangs. Mais, entre temps, le mouvement avait pris l'ampleur d'une révolution"*. Les militaires arborent des reines-marguerites ou des cocardes tricolores qui fleurissent les boutonnières à la place des galons. Cette "révolution des marguerites" fait reculer Charles qui, le 31 octobre, charge Kàrolyi de former un gouvernement. Le jour même,


Mihàly Karolyi en 1918.

LE RÉTRÉCISSEMENT DES FRONTIERES ENTRE NOVEMBRE 1918 ET MARS 1919



— Ligne de démarcation fixée par la "convention" de Belgrade le 13 nov. 1918.
Zone neutre prévue par la note Vix du 20 mars 1919.
Zone neutre établie le 19 janvier 1919 pour séparer les armées yougoslaves.
--- Au Nord, ligne de démarcation tracée par l'Entente le 23 décembre 1918.

dans l'après-midi, un groupe de soldats et d'ouvriers pénètre dans la villa de Tisza après avoir désarmé la garde. Très calme, Tisza descend l'escalier, pour rejoindre sa femme et sa nièce, la comtesse Klarisse Amalfi, que les émeutiers menacent ; trois coups de feu éclatent : deux le blessent mortellement.

En proclamant l'indépendance de la Hongrie le 25 octobre, le Conseil national prend un retard considérable sur les autres nationalités de la Monarchie. Dès le 8 avril 1918, les dirigeants de ces peuples adoptent à Rome une résolution affirmant qu'ils ne veulent plus vivre dans l'Empire des Habsbourg et dans la Hongrie historique. Le 29 mai, le gouvernement des Etats-Unis puis, le 3 juin, les Français, les Anglais et les Italiens déclarent qu'ils sont d'accord avec la décision du congrès de Rome, et affirment que la réalisation des Etats tchèque, polonais et yougoslave est l'un des buts de guerre de l'Entente. Cette position va dans le sens de la thèse française du "cordon sanitaire" impliquant la création d'Etats slaves pour isoler la Russie soviétique et barrer la route à une éventuelle expansion allemande.

Des hommes politiques tchèques et slovaques en exil avaient constitué, en février 1916, un Conseil national tchécoslovaque et leur exemple est suivi à partir de septembre 1918 par les autres nationalités. Un congrès commun est tenu à New-York le 15 septembre par des Roumains, Tchèques, Slovaques, Polonais, Ruthènes et Slaves du Sud.

L'attitude des milieux politiques hongrois renforcent les nationalités dans leur détermination. Ainsi, les 20-21 septembre, lors d'un voyage officiel à Sarajevo, Istvàn Tisza rejette les revendications nationales formulées par l'assemblée provinciale. De son côté, le parti social-démocrate hongrois lance un manifeste le 8 octobre pour demander l'autonomie et les libertés démocratiques pour les nationalités de Hongrie, mais sans admettre l'idée de l'indépendance.

Pourtant, le 14 octobre, un gouvernement tchèque se constitue à Genève, et à Prague les partis discutent déjà de la nature de la future République. A Vienne, le 16 octobre, Charles proclame l'Autriche "Etat confédéral". Ce manifeste ne concerne pas les "pays de la Sainte Couronne hongroise". Quant aux nationalités de Cisleithanie, elles ne tiennent pas compte de l'appel de Charles. Le 28 octobre 1918, le jour où à Budapest les manifestants affrontent la police, la République tchécoslovaque est proclamée à Prague. Le lendemain, la Croatie se joint à l'Etat serbo-croate-slovène et, le 30, à Vienne, une Assemblée nationale provisoire proclame l'indépendance de l'Autriche.

Bien que l'armée austro-hongroise continue à se battre contre les Italiens, la Monarchie n'existe plus. Enfin, le 3 novembre 1918, près de Padoue, à la villa Giusti, le cessez-de-feu est signé (ce qui n'empêche pas les Italiens de "capturer" près de 500 000 Autrichiens désarmés ...).

Les armées de la Monarchie devaient se retirer sur les frontières de 1914. Mais dans les Balkans, le général Franchet d'Esperey ne se considérant pas lié par cet armistice, il signe avec le gouvernement Kàrolyi une "convention militaire" particulière à Belgrade, le 13 novembre.

Mais contrairement au traité de Padoue, cette "convention" fait passer, dans le Sud et le Sud-Est de la Hongrie, la ligne de démarcation à l'intérieur du pays. En tout cas, la dite convention n'est pas encore signée que les "petits alliés" de l'Entente violent l'armistice. Après les troupes tchèques, les armées roumaines franchissent les lignes de cessez-le-feu et, ne rencontrant que quelques résistances isolées, elles s'établissent en janvier 1919 sur une ligne coincidant, en gros avec le tracé des futures frontières de leurs Etats. Dans l'ensemble, le traité de Trianon ne fera qu'entériner un état de fait.

Cependant, le gouvernement de Kàrolyi fait des efforts désespérés pour conserver l'intégrité territoriale de la Hongrie. Il confie les Affaires des Nationalités à Jàszi Oszkàr, dont le projet vise à créer une sorte de "Suisse de l'Est" : une Confédération d'Etats démocratiques du bassin danubien avec l'autonomie de chaque peuple. Les 12-14 novembre 1918, à Arad, il négocie avec les dirigeants du Conseil national roumain leur autonomie, mais les Roumains veulent l'indépendance. Le 5 décembre, le gouvernement hongrois publie un manifeste où l'on peut lire : *"Nous voulons faire de l'ancienne Hongrie une Suisse démocratique de l'Est. Avec les peuples qui vivent à l'extérieur de nos frontières nous souhaitons également l'amitié et des accords pacifiques"*. Le 7 décembre, dans le 1er numéro du *Journal Rouge* (Vörös Ujsàg), publié par le parti communiste, un article s'intitule "Le radicalisme dans l'impasse", qui commente ainsi les intentions du gouvernement : *"La politique de l'intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination des nationalités ne sont pas compa-*



Béla Kun

tibles... Lorsque les antagonismes de classes cesseront, il n'y aura plus de discordes entre les nations".

En soutenant ses "petits alliés", l'Entente a grandement contribué à saper l'autorité du gouvernement du comte Kàrolyi, bien que ce dernier ait toujours sympathisé avec les Occidentaux. Le régime, ayant dû encaisser la responsabilité du démembrement, est naturellement rejeté par les nationalistes hongrois. Un conflit armé venait d'ailleurs d'éclater entre Roumains et Yougoslaves pour la possession des riches terres à blé du Banat ; des détachements français s'interposent en occupant la ville hongroise de Szeged.

Malgré ses insuccès face à l'Entente et aux "petits alliés" de celle-ci, le gouvernement Kàrolyi estime que la révolution est achevée et qu'il ne reste plus qu'à procéder à des réformes constitutionnelles. Or, pour une partie importante de la population : ouvriers, paysans pauvres, prisonniers de guerre rentrés en masse de la Russie soviétique, les événements du 31 octobre ne font qu'annoncer une révolution de type bolchévique. Auprès de tous ces gens, le Parti des communistes de Hongrie rencontre une large audience. Fondé le 24 novembre 1918 sous la direction de B.Kun, le Parti entend effectivement transformer la révolution bourgeoise comme cela s'est passé en Russie. En province surtout, les bâtiments publics sont assiégés et occupés, des magasins et des entrepôts pillés et, par endroit, on exécute les maires et les gendarmes. Dans certaines villes, on met en place des "directoires" pour remplacer les préfets chassés par la foule...

Au sein de la coalition gouvernementale, l'aile gauche du Parti social-démocrate favorable aux communistes se renforce de plus en plus, tandis que dans le parti de Kàrolyi les éléments les plus à droite, groupés autour du comte Istvàn Bethlen et Gyula Gömbös, lui reprochent de ne pas être assez ferme à l'égard des révolutionnaires. C'est dans ces conditions que la République hongroise est proclamée le 16 novembre 1918 et que Mihàly Kàrolyi est élu président, le 11 janvier suivant. A cette époque, le gouvernement prend prétexte d'une manifestation de rue violente pour arrêter Béla Kun et 54 dirigeants communistes, ce qui ne contribue guère à calmer les esprits. Au demeurant, les conditions de détention sont telles que le Parti communiste peut continuer à organiser la prise du pouvoir prévue pour le 23 mars. Mais c'est à Paris qu'est prise la décision entraînant directement la chute du régime de Kàrolyi.

Pour mettre en place les dispositifs d'une intervention militaire contre la Russie soviétique, les Alliés veulent créer une zone neutre le long des frontières hungaro-roumaines. Cette décision est communiquée le 20 mars à Kàrolyi par le lieutenant-colonel français Fernand Vix. Ne voulant pas céder aux exigences imposées et incapable de résister par les armes, le gouvernement hongrois démissionne. Les sociaux-démocrates et les communistes qui négociaient depuis quelques temps l'unification des deux partis, concluent alors un accord et prennent le pouvoir. Kàrolyi propose sa participation au nouveau gouvernement mais son offre est refusée. Le 21 mars 1919, la Hongrie est proclamée République des Conseils, avec Béla Kun à la tête du nouveau régime.



Electeurs devant les urnes : élections des conseils en avril 1919.

Le 24, Kun adresse une note aux puissances de l'Entente par laquelle il reconnaît les dispositions de l'accord de Belgrade mais juge inacceptable la note Vix. Le 2 avril, une "Constitution provisoire" transforme la Hongrie en République fédérative des Conseils. Une alliance est conclue avec la Russie soviétique et l'on fait appel aux prolétaires des pays voisins pour s'unir contre les puissances impérialistes.

On ne se rend pas compte que les bourgeoisies nationales de ces pays, tout en participant ou bénéficiant de la victoire de l'Entente, réalisent de leur côté une véritable révolution, au détriment notamment de la grande propriété foncière hongroise. Elles détruisent aussi l'administration de la Hongrie historique pour créer un Etat de type occidental capable aussi d'empêcher la révolution socialiste. Quand, par exemple, le 26 décembre 1918 l'armée tchèque occupe la Haute Hongrie, à Eperjes, les anciens fonctionnaires sont écartés, on interdit toutes les institutions hongroises, les inscriptions slovaques remplacent les noms magyars (rues, magasins...), les archives municipales accumulées depuis des siècle sont dispersées... 40 Hongrois sont enfermés comme otages au camp de Terezin. Les accords d'armistice prévoyaient pourtant que l'ancienne administration de l'Etat hongrois resterait en place jusqu'à la signature des traités de paix, ce qui ne fut pas le cas.

L'immense majorité des fonctionnaires qui est hongroise, est profondément haïe des paysans slovaques, roumains ou serbes. Depuis longtemps, des "spécialistes" occidentaux, comme Ernest Denis à la Sorbonne, ont utilisé l'attitude de la classe politique de l'ancienne Hongrie pour populariser l'oppression des Slaves et diffuser une image très négative de Magyars. L'ouvrage d'un célèbre Ecossais, Seaton Watson, intitulé *Problèmes raciaux en Hongrie* et publié en 1908 sous le pseudonyme de Scotus Viator (le Voyageur Ecossais) fit l'effet d'une bombe. Dans ce livre, l'auteur a disséqué toutes les injustices du régime hongrois à l'époque du Dualisme envers les nationalités, dans le domaine de l'école et de l'administration, du système électoral et de ses pratiques, des procès contre les journaux des minorités nationales et ainsi de suite. Mais, en brillant défenseur d'une bonne cause, l'Ecossais s'est laissé aller à des affirmations absurdes. Sous l'influence, par exemple, de ses amis cléricaux slaves il a exagéré le rôle des Juifs dans les mesures frappant les nationalités et, de façon systématique, il fait l'amalgame entre l'assimilation spontanée et la magyarisation forcée, en sorte que, parmi les plus grands noms de l'histoire de la Hongrie, Petöfi et Kossuth ne sont à ses yeux que des "renégats" serbes et slovaques... Naturellement, pour "chauffer" l'opinion publique, la presse hongroise officielle retint, par préférence les outrances de Seaton Watson.



Familles hongroises expulsées de la Transylvanie et logées dans des wagons, à l'automne 1919.

Certes, le contentieux est lourd entre l'ancienne Hongrie et ses minorités nationales. Une circulaire adressée aux gendarmes en novembre 1912 se traduit dans la pratique à considérer chaque membre des minorités situées le long des frontières comme des espions potentiels. On sait que les Serbes de Hongrie, de Croatie et de Bosnie sympathisent avec la guerre que la Serbie va affronter. Les arrestations préventives commencées dès le 25 juillet 1914, prennent de telles proportions que le 2 août, le ministre de l'Intérieur doit modifier la circulaire précédente. Les mesures de rétorsion donnent lieu à des atrocités. Des archives saisies à Belgrade montrent que de nombreux soldats d'origine serbe de l'armée austro-hongroise faits prisonniers par les Serbes s'engagent aussitôt dans l'armée

Le comte Bethlen à la chasse.





Les membres du directoire de Szekszàrd attendant leur exécution.

serbe. D'autres fuient la Hongrie avant la mobilisation pour se porter volontaires en Serbie. Et la situation est semblable en Galicie, dans les rapports entre Ukrainiens et Russes, et les défaites ont rendu encore plus dures les autorités de la Monarchie.

A l'heure de la débâcle, les peuples slaves et roumains s'en prennent aux représentants de l'ancien Etat hongrois, causant à leur tour des souffrances innombrables à des centaines de milliers de fonctionnaires et à leurs familles chassés

Aurél Stromfeld, ancien officier de l'armée de la monarchie austro-hongroise, devint organisateur et chef d'Etat-major de l'Armée Rouge hongroise.



de leur pays. C'est d'abord un mouvement spontané de fuites et d'expulsions, qui prend une allure légale avec la mise en marche des troupes des anciennes nationalités et la formation ou la consolidation des nouveaux Etats, dits "Etats successeurs". Aux départs forcés s'ajoutent alors les départs volontaires de ceux qui refusent le serment exigé par ces Etats, avant même qu'une décision internationale intervienne au sujet de l'appartenance des différents territoires. Les expulsions sont d'autant plus dramatiques que même dans les régions à forte minorité nationales, l'immense majorité des fonctionnaires est hongroise. D'après un recensement de 1910, les fonctionnaires roumains ne représentent par exemple que 5-7 % de l'appareil administratif de Transylvanie. (Cette partie de la Hongrie historique comptait en 1900, 2 476 998 habitants, dont 814 994 Hongrois, soit 33% de l'ensemble). Rappelons que la Hongrie ancienne s'étendait sur 325 000 km² et comptait 19 254 559 habitants en 1900. La Transylvanie faisait partie intégrante du royaume tandis que la Croatie disposait d'une autonomie provinciale. Le port de Fiume sur la mer Adriatique formait avec ses environs (21 km² avec 39 000 hab. en 1900) un "corpus separatum". Dans l'ensemble de "l'Empire hongrois", la répartition des nationalités était la suivante : Magyars, 45,4% ; Roumains, 14,5% ; Allemands, 11% ; Slovaques, 10,4% ; Croates, 8,7% ; Serbes, 5,4% ; Ruthènes, 2,2% ; Slovènes ou Vendes, 0,5% ; autres Slaves, 1% ; divers, 0,5%. Dans la Haute-Hongrie, sur 7358 instituteurs, 6851 étaient magyars et seulement 42 slovaques ; dans le Sud, on comptait parmi 1609 instituteurs, 1286 magyars et 24 serbes ; sur les 8706 professeurs des territoires qui seront rattachés à la Roumanie, il y avait 5172 magyars, 2845 roumains et 620 allemands...

On a estimé le nombre des réfugiés hongrois en provenance des "Etats successeurs" à quelque 426 000, dont la moitié sont arrivés dans la Hongrie réduite au cours des années 1918-19. Dans l'ensemble, 144 000 venaient de la Tchécoslovaquie, 220 000 de la Roumanie et 55 000 de la Yougoslavie. Amputé de fait, avant même le "traité de Trianon" (4 juin 1920), de plus de 70% de son territoire, la Hongrie, "qui avait besoin d'agriculteurs et non de bourgeois", doit prendre en charge et intégrer cette masse de gens, véritable prolétariat intellectuel, dont la présence pèse considérablement sur l'évolution idéologique et la vie politique de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres.

A ce moment, une partie des réfugiés se sont engagés avec les Sicules (ou Székely) de Transylvanie, qui spontanément prennent les armes contre les roumains ; un grand nombre participe aux campagnes de

l'armée rouge hongroise, et une majorité rejoint les différentes unités contre-révolutionnaires. Les premiers éléments de ces forces se regroupent à Vienne autour du comte Istvân Bethlen. A Szeged, c'est sous la protection de l'armée française que Gyula Gömbös organise son "armée nationale", qui est placée sous le commandement de Miklos Horthy.

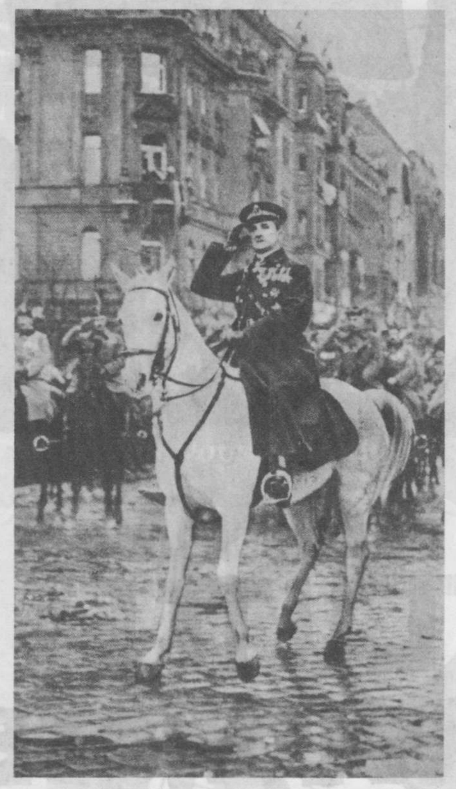
Les premiers soldats français arrivent dans la ville le 10 décembre 1918. Après la proclamation de la République des Conseils, le colonel Betrix prend en main la direction de l'administration civile et reçoit des renforts. Il dispose de 28 000 hommes (Bétrix dépend du général Charpy, commandant régional, qui est subordonné à l'AFH – Armée Française de Hongrie– dont le siège se trouve à Belgrade). Le "directoire" rouge a également une petite armée et des dépôts d'armes et de munitions. Quand le commandement militaire français prend des mesures rendant impossible l'exercice du nouveau pouvoir municipal, les soldats rouges et les membres du directoire quittent la ville.

La France a de vastes projets dans la région : écraser la révolution russe et reconstituer les positions impérialistes dans le Sud-Est européen. Elle est gênée par son concurrent britannique et aussi par les rivalités qui opposent les "petits alliés", les Roumains avec les Yougoslaves qui se heurtent aux Italiens ; les Tchécoslovaques, les Polonais et les roumains qui ont également des litiges. Mais le problème le plus grave est celui de la République des Conseils de Hongrie qui met en cause le traité de paix en vue et qui veut favoriser l'extension de la révolution en Europe centrale.

Les événements de Hongrie stupéfient les participants à la Conférence de la Paix à Paris. Pour les Anglais, la faute en incombe à l'avidité de la politique française. On envoie le général Smuts à Budapest. L'état-major français met en place l'intervention militaire. Anglais et Américains s'opposent fermement à une présence directe de l'armée franÇaise. Mais l'initiative de l'intervention est efficacement relayée par les Tchèques et les Roumains, et Paris et Prague tentent d'entraîner le royaume S-H-S (la future Yougoslavie) qui se contente de quelques actions locales.

L'armée roumaine attaque d'abord, le 16 avril 1919, suivie le 27 par l'armée tchèque. Quand le 30 avril, les troupes roumaines arrivent à la Tisza, B.Kun assure par une note aux gouvernements américain, tchèque, yougoslave et roumain que la République des Conseils ne tient pas à l'intégrité territoriale de l'ancienne Hongrie et souhaite vivre en paix avec les pays voisins. Mais les armées d'intervention encerclent le pays : pendant que la population fête le 1er mai dans l'allégresse, le régime des Conseils ouvriers est aux abois. Une série de mesures avait déjà été prise sur le modèle bolchévique, mais l'Armée rouge n'est pas encore organisée. Elle l'est rapidement grâce à deux personnalités de la social-démocratie hongroise, V.Böhm et J.Landler, et par le colonel A.Stromfeld, qui se rallie à la révolution. L'armée peut ainsi passer à la contre-attaque le 20 mai, elle est dirigée vers le Nord, car on espère qu'en cas de succès la liaison pourra s'opérer avec l'Armée rouge soviétique : les Hongrois occupent la ville de Kassa le 6 juin et la République slovaque des Conseils est proclamée le 16 à Eperjes.

Mais le régime doit faire face à des difficultés sans nombre et commet de graves erreurs. Partout dans le pays des groupes hostiles à la révolution organisent grèves et insurrections. A Paris, on est surpris que l'intervention des "petits alliés" n'a pas pu renverser la République rouge. Clemenceau prend alord une initiative diplomatique. Par une note du 13 juin 1919, il fait connaître les nouvelles frontières nationales et somme tous les protagonistes de s'y retirer. Seul le gouvernement de B.Kun s'exécute, ce qui provoque dans le pays une démoralisation générale. Dans un dernier effort (offensive dite de la Tisza) l'Armée rouge essaie bien de chasser les Roumains des territoires de l'Est reconnus à la Hongrie, mais c'est un échec. Les Roumains exploitent alors leur victoire pour marcher sur Budapest. Le 1er août 1919, le Conseil révolutionnaire démissionne et les 3-4 août, les troupes roumaines entrent dans la capitale : une nouvelle période commence alors dans l'histoire mouvementée de la Hongrie.



Entrée de Miklos Horthy à Budapest le 16 novembre 1919.

Julien PAPP

Bibliographie :

– Archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, Série Z, Europe 1918-1929.

– J.Bérenger, *Lexique historique de l'Europe danubienne XVIe-XXe s.,* A.Colin 1976.

– E.Denis, *La question d'Autriche. Les Slovaques.* Delagrave 1917.

– R.Dupuis, *Le problème hongrois.* Ed. Inter. 1931.

– J.Galàntai, *Le crépuscule de la Monarchie des Habsbourg...,* Ed. Kossuth 1985.

– F.Glatz, *Hongrois dans le bassin des Carpathes,* Pallas 1988.

– P.Hanàk, *Mille ans d'histoire hongroise,* Corvina 1986.

– E.Hollos – V.Lajtai, *Miklos Horthy le chef des Blancs.* Kossuth 1985.

– V.Husa, *Masaryk fils de serf, père d'un peuple,* Ed. Labor 1938.

– B.Michel, *La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918,* Laffont 1991.

– I.Mocsy, *The Effects of World War I. The Uprooted Hungarian Refugees and their Impact on Hungarian's Domestic Politics 1918-1925.* Brooklyn College 1983.

– E.Pamlényi, *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours,* Horvath 1974.

– J.Troud, *Charles 1er Empereur d'Autriche, roi de Hongrie.* Plon 1931.

– *Trianon, système de Paix, frontières en Europe-Centrale, 1920.* Historia N°3 Budapest 1990.



DEBUT D'UNE
LUTTE
PROLONGÉE

Il y a 25 ans





Le n'importe quoi érigé en système

Nanterre

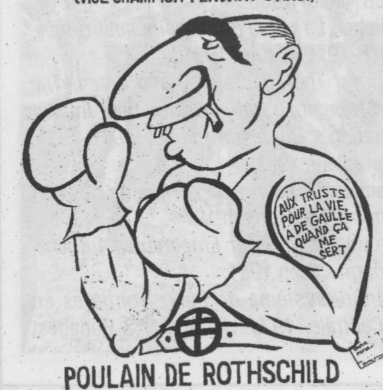
ATTENTION
la hausse des prix
BOUFFE
les revendications satisfaites
LAIT

Enragé-vous !

Amphi. Musique. Nanterre.

LA CHIENLIT C'EST LUI !

AU GRAND COMBAT EN 2 REPRISES
DES 1er ET 15 JUIN
Pariez Jo "Battling"
POMPIDOU
(VICE-CHAMPION PENDANT 6 ANS.)

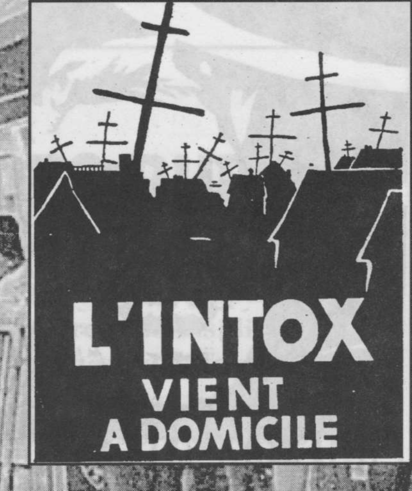


SALAIRES LEGERS
CHARS LOURDS



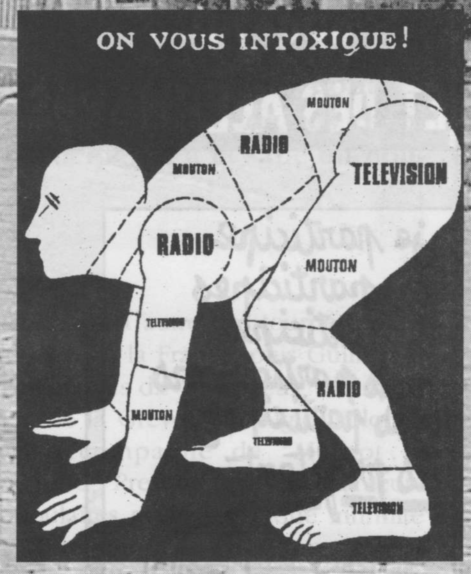














Laissons la peur du rouge aux bêtes à corne.

Beaux-Arts





UNE JEUNESSE QUE L'AVENIR
inquiète TROP SOUVENT...

Dessous les pavés c'est la plage...

Sorbonne



SOLIDARITE
OUVRIERS
ETUDIANTS
ARTISTES
VENEZ TOUS !
CE SOIR 7 JUIN A PARTIR DE 20 HEURES
A LA FACULTE DE DROIT 92 r. D'ASSAS VI
FILMS·SKETCHS·CHANSONS
SUIVIS DE
DISCUSSIONS-RENCONTRES



Soyez réalistes demandez l'impossible

Censier.

je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participez
ils profitent









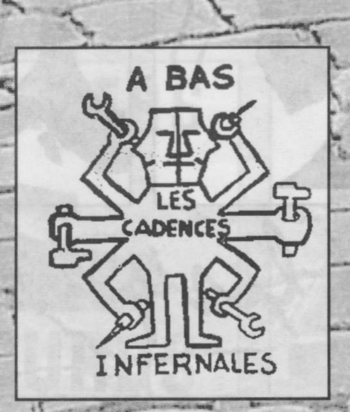


L'imagination prend le pouvoir

Escalier.









CHANTEURS ET CHANSONS DES RUES

Dans les grandes agglomérations, et en particulier dans la capitale, les colères populaires se manifestaient par l'éclosion spontanée de barricades, mais aussi, de manière plus insidieuse, par la chanson des rues. Insaisissable, implacable, la chanson imprégnait l'âme des foules allant jusqu'à culbuter parfois, sous l'acuité de ses couplets, les gouvernements qui l'avaient suscitée. Elle était la voix même du peuple dont le chanteur n'était, en réalité, que l'interprète. C'est elle qui, tour à tour, dans les jours de liesse, de tristesse ou de révolte, le réjouissait, le réconfortait ou l'excitait.

De nos jours, la barricade ne saurait résister à la puissance des moyens policiers et la chanson des rues s'est effacée devant la pression médiatique que représente la télévision, mais dont les poètes ne sont certes pas les inspirateurs. Peut-être, me dira-t-on, le "Bébête Show" de nos chansonniers est-il une survivance atténuée des pamphlets d'antan, et participe-t-il à la sape du pouvoir en place ?

Il est vrai, que du 17ème siècle jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, la lecture des innombrables recueils de chansons publiés – car bon nombre de chansons restent ignorées – permettrait à elle seule d'écrire une histoire de France bien différente de celle enseignée dans nos écoles.

L'apparition des "chansons en plein vent" remonterait, si on en croit le *Journal de l'Estoile*, à 1606, année de l'achèvement du Pont-Neuf. Nous n'avons pratiquement pas de traces des premiers airs qui parurent. Mercier nous apprend seulement qu'ils se divisaient en deux catégories : "Chanteurs de cantiques" et "Chanteurs de chansons nouvelles". Les uns chantaient sans instrument, d'autres s'accompagnaient d'un violon ou d'une vielle. Certains entremêlaient les refrains de tours de cartes, tandis que d'autres les faisaient alterner des exercices savants d'un chien ou d'un singe.

Pendant la Fronde, au bon temps des *mazarinades*, les libelles se "criaient" en même temps que les chansons se chantaient, et "tous ensemble se vendaient, s'enlevaient par douzaines dès le matin" : (1)

On les ouït entre huit et neuf,
Les rares chansons du Pont-Neuf.
Leur papier est moins blanc qu'un œuf,
Mais mon laquais les trouve belles.
Les rares chansons du Pont-Neuf
Epousent les rares libelles.



Philippot dit "Le Savoyard".

La licence étant devenue trop forte, un édit du 20 octobre 1651 punit du fouet l'auteur ou le chanteur de couplets jugés diffamatoires. On en arriva même à interdire toute chanson dans les carrefours ou sur les places publiques. Puis peu à peu, devant le relâchement de la police, les couplets surgirent de plus belle.

Les plus célèbres chanteurs connus furent, Philippot, dit "le Savoyard", un enfant de la balle habitué du Pont-Neuf, qui entreprit de temps à autre des tournées dans le midi de la France, puis Guillaume de Limoges dit "le Boiteux" et "Apollon de la Grève", l'aveugle violoniste, accompagné de "Margot la musette". Presque tous ces chanteurs populaires avaient quelque infirmité caractéristique, à l'origine de leur sobriquet.

Sous Louis XIV, les chanteurs avaient retrouvé leurs pratiques et leurs refrains, mais "dès qu'une pointe trop malicieuse perçait dans leurs chansons", on saisissait l'homme et la marchandise ; on lui faisait avouer en quel endroit se fabriquaient, s'imprimaient ces rimes coupables, et, à moins qu'ils viennent de Hollande, on arrêtait le poète et l'imprimeur. On fit ainsi main basse, au mois de janvier 1703, sur une imprimerie clandestine établie à Senlis d'où sortaient "les chansons infâmes qui se débitaient alors sur le Pont-Neuf" (2).

A côté de ces virtuoses qui débitaient le scandale en refrains, on en trouvait d'autres qui vendaient le crime chanté, le vol ou l'assassinat sur le vieil air des *Pendus*. Le plus connu était "le cocher de Verthamont" – ainsi nommé parce qu'il avait longtemps mené le carrosse d'un magistrat de ce nom – qui s'était installé près de la Samaritaine. Vêtu du costume de son ancien métier, il excellait dans la complainte ainsi que le prouve le premier couplet qu'il fit sur la mort du lieute-



"L'Apollon de la Grève", l'aveugle violoniste, accompagné de "Margot la musette" et de deux chanteurs.

nant criminel Tardieu, assassiné avec sa femme le 30 août 1665 :

Des voleurs insolents,
Qui n'avoient pas d'argent,
Ont d'humeur incivile,
Assassiné Monsieur,
Lieutenant, plein d'honneur,
Criminel de la Ville.

Les crimes étaient si fréquents dans Paris à cette époque, que le chanteur aurait pu gagner sa vie rien qu'à y chanter, le jour, le meurtre qu'on y avait commis le matin... La nuit, c'étaient les voleurs ; le jour c'étaient les spadassins, dont on ne comptait pas moins d'une dizaine de mille dans la capitale.

Sous la Régence et le début du règne de Louis XV, ce fut l'âge d'or de la chanson ; on en connaît des centaines encore conservées. Princes, ministres, femmes légères, militaires et religieux, tous étaient chansonnés, et la police elle-même, pour agir sur l'opinion populaire, faisait crier et vendre dans les rues des chansons écrites sur son ordre par des chansonniers payés pour la circonstance.

Charles Minart avec sa hotte garnie de "bluettes".



L'âge d'or de la chanson

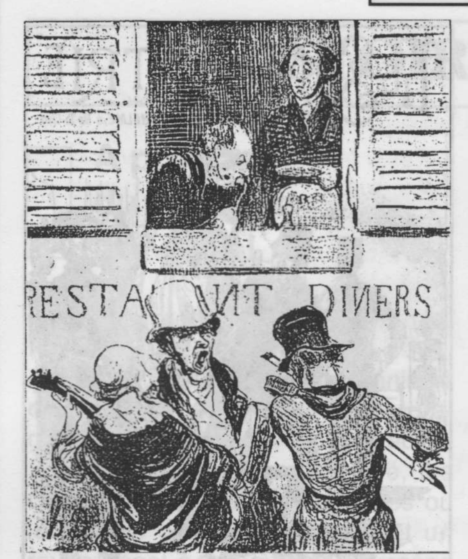
Deux chanteurs connurent alors un grand succès : Charles Minart et Michel Leclerc. Le premier, auteur comique et grivois, s'accompagnait d'un violon et portait sur le dos, une hotte dans laquelle s'entassaient les cahiers à couvertures bleues – les *bluettes* comme on les appelait déjà – contenant ses productions. Le deuxième s'accompagnait sur la vielle et vendait des complaintes que lui inspiraient les événements du jour.

Le 18ème siècle rendit aux chansonniers leur liberté d'action. Tandis que l'histoire officielle ne nous montre surtout que les côtés "brillants" de l'époque, de hardis poètes nous dévoilent sans pitié la comédie humaine qui se jouait en leur présence : désordres de l'Etat, querelles religieuses, pouvoir des favorites et bassesse des courtisans, vanité des gens de lettres et misère du peuple... Spirituels et sensés, les poètes satiriques allaient jusqu'à la médisance, les insultes voire la diffamation, mais leurs chansons trouvaient un écho dans la nation et détruisaient sensiblement les piliers de la monarchie absolue : la soumission et le respect.

La chanson complice de la Révolution

Alors que les philosophes et les économistes posaient les fondements d'un nouvel édifice social, les chansonniers ébranlaient inconsciemment le vieux système. Aussi, le jour où la royauté chancelante cherchera, jusque dans le peuple, des défenseurs, elle ne trouvera que des adversaires qui la méprisaient parce qu'ils avaient appris dans les satires du temps toute l'étendue de sa faiblesse et de son incurie. Ils avaient entrevu, par contre, dans les théories des novateurs politiques, la révélation d'un ordre de choses inconnu vers lequel les entraînait la marche logique des événements. On peut affirmer que la Révolution française n'est pas sortie que du cerveau des encyclopédistes, ce sont les manifestations successives de l'opinion publique qui lui ont donné naissance et ont amené sa réussite ; les violences de la satire ont contribué au renversement de l'ancien régime : si la pensée des philosophes rallia les esprits "élevés", les chanteurs trouvèrent des complices dans toute la nation.

Les chansons politiques touchaient tous les milieux. Manuscrites, mais sans cesse recopiées, on les colportait aussi bien dans les salons que par les rues ; on les fredonnait aussi bien à l'Opéra qu'aux parades des foires, dans les petits soupers ou dans les fêtes populaires.



"Ventre affamé n'a pas d'oreilles" dessin de Daumier de la série "Proverbes et maximes"

Sous la Révolution, la chanson connut un immense succès : de *La prise de la Bastille* en 1789, *Madame Veto* en 92, *La Carmagnole* en 93 au *Réveil du Peuple* en 94, tous les événements furent scandés de chants révolutionnaires. La réaction, elle aussi, avait ses chanteurs, dont le plus célèbre fut sans conteste Ange Pitou, que l'on voyait chaque soir, devant le portail de Saint-Germain l'Auxerrois, jusqu'en 1797, ridiculiser les nouveaux privilégiés de la Révolution. Mercier prétend que le courageux chansonnier fut emprisonné vingt-deux fois avant d'être déporté sous le Directoire.

L'ère de la répression

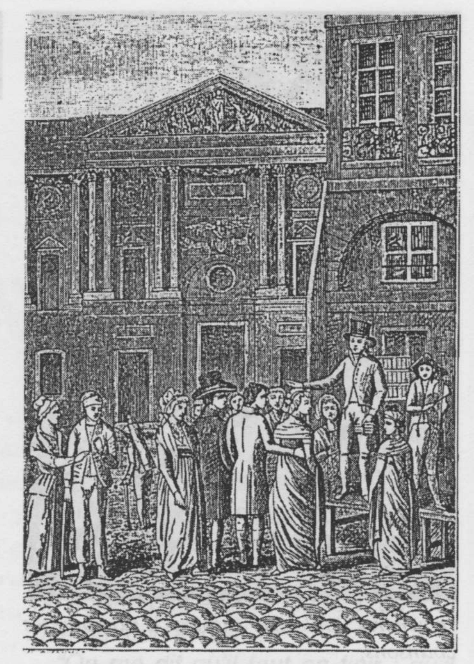
Sous le Premier Empire, la police veillait : il n'était pas de bon ton de critiquer l'Empereur tout puissant : aux chansonniers polémiques succédèrent les chansonniers "marchands-vendeurs" de chansons. On retient de cette époque le nom du chanteur aveugle Duverny qui composait lui-même les œuvres qu'il vendait. Autour de lui gravitait la foule des autres chanteurs publics qui vendaient les chansons en vogue.

Il en est de même pendant toute la première moitié du 19ème siècle. Les chansons de Béranger à la gloire de l'Empereur étaient colportées jusqu'au fin fond des campagnes, mais le dessin satirique avait pris le relais : c'est lui, grâce en particulier à Daumier, qui frappera les imaginations et sapera dans les esprits le pouvoir en place.

Après l'éphémère liberté due à la Révolution de 1848, la répression reprit de plus belle sous le Second Empire, période pendant laquelle la chanson satirique fut quasiment inexistante.

De la chanson politique à la chansonnette

Sous la Troisième République, la chanson prit un nouvel essor. Les chanteurs de rue étaient d'autant plus nombreux dans la capitale qu'il leur suffisait de s'approvisionner rue du Croissant ou Faubourg Saint-Denis chez des marchands qui faisaient mettre en complaintes ou en chansons les actualités successives ou les mœurs et vices du jour. On connaît les nombreuses chansons qui relatèrent sans complaisance les avatars du gendre du président de la République Jules Grévy, lors de "l'affaire des décorations" (3). On ne chantait plus alors les pamphlets injurieux sur des tréteaux érigés au coin des carrefours ou sur les places publiques destinés à tous les publics, on chantait dans les cabarets, fréquentés seulement par les initiés.


Ange Pitou, sous le Directoire.

Parmi les vendeurs il y avait : le "vendeur chanteur" avec ou sans accompagnement musical ; le vendeur qui ne chantait pas, appelé "le papelard" ; le chanteur (ou la chanteuse) de cours qui n'était toléré par


M. Claudius, Eugénie Buffet et Rosa Bru, artistes de café-concert, chantèrent dans les rues au profit des miséreux.



Le général Boulanger inspira de nombreuses chansons.

la police que les "14 juillet" et pendant les fêtes de fin d'année.

En 1895, Eugénie Buffet, jeune chanteuse de café-concert, imagina d'interpréter dans les cours, au profit des pauvres, les chansons parodiant la misère du peuple. Cette tentative connut un grand succès.

Mais le chanteur, le camelot effronté qui narguait l'agent en disant son fait au pouvoir, avait pratiquement disparu. Les chansons épousaient plutôt les sentiments du moment. Ainsi, quand Boulanger était au sommet de sa gloire, on chantait *"Le brav'général"* puis dès que sa popularité sombra, on chanta *"Barbenzinc"* ; quand Jules Ferry fut devenu impopulaire, on chanta la chanson de Jules Jouy *"M'sieur Ferry, écoutez-moi donc"* ; et pendant les quelques jours du siège du fort Chabrol, on vit plus de quinze chansons connaître un immense succès.

Mais plus que la chanson politique, c'est la chanson "idiote" qui remportait le plus grand succès. On s'amusait en chantant *"L'Amant d'Amanda"* ou *"En voulez-vous des z'homards ?"*. Mais on pleurait aussi en écoutant des complaintes comme *"Le crime de Corancez"* ou *"La sequestrée de Poitiers"* (1901). A la première page de la chanson s'étalait une gravure criarde, colorée de rouge vif, pour attirer le public. La chanson coûtait deux sous, alors que la presse, devenue bon marché, offrait des numéros à un sou. La chanson des rues allait-elle survivre ?

En effet, que sont devenus les chanteurs de rue ? Entre les deux guerres, on voyait encore, dans les rues ou dans les cours, des chanteuses accompagnées d'un accordéoniste ou d'un "banjo" chanter *"Je me sens dans tes bras si petite.."*, *"Parlez-moi d'amour"*, *"Je t'ai donné mon cœur"* ou tout autre air à la mode, pendant qu'un compère surveillait le passage des *"hirondelles"*



Chanson anti-dreyfusarde.

(agents à bicyclette). Car cette pratique était interdite, sauf le samedi et le dimanche, sur autorisation expresse de la préfecture, afin de permettre aux chômeurs, aux "sans-travail" de se faire quelques sous.

R. Carré

(1) Edouard Fournier, *Histoire du Pont-Neuf*, Dentu 1862.

(2) G.Depping, *Correspondance administrative de Louis XIV.*

(3) Voir Gavroche N°37, *Le scandale des décorations.*



Dans les années trente, il y avait encore des chanteurs de rue. (Photo parue dans VOILA du 17 février 1934).

L'HISTOIRE EN BREF

A propos du suffrage universel

Pour la première fois en France, l'Assemblée Constituante, en 1791, établit le suffrage universel organisé à deux degrés : les électeurs du premier degré étaient les citoyens actifs, les électeurs du second degré, les citoyens actifs mais propriétaires ou locataires d'un bien produisant un revenu égal à 150 ou 200 journées de travail. On entendait par citoyen actif tout homme âgé de 25 ans, ayant prêté le serment civique, domicilié depuis un an et payant une contribution égale à trois journées de travail. L'Assemblée législative céda au courant démocratique et la loi du 12 août 1792 supprima dans son article 2 la distinction entre citoyens actifs et non actifs avant l'élection des députés à la Convention. Il suffisait dès lors, pour être électeur, d'avoir au moins 21 ans, d'être domicilié depuis une année, de vivre de son revenu ou de son travail, et de ne pas être en "état de domesticité". Le suffrage était toujours à deux degrés, système abandonné plus tard par la Convention qui établit des circonscriptions électorales basées sur le chiffre de la population. Mais comme la Constitution de 1793 ne fut jamais mise en vigueur, celle de l'an III rétablit le suffrage à deux degrés et avec lui, le scrutin de liste.

Sous l'Empire, le suffrage était tronqué et perverti, et sous la Restauration comme sous Louis-Philippe, le cens – considérable – devint la base de l'élection.

Ce fut la République de 1848 qui supprima le cens et appliqua le suffrage universel direct, sans conditions : ainsi étaient réunis le suffrage direct et le scrutin de liste.

On attribua souvent à cette forme de scrutin la "faillite" de la Seconde République. Les arguments ne manquaient pas : la souveraineté nationale donne à celui qui n'a rien le même droit qu'à celui qui possède ; au citoyen dépourvu d'instruction, *dont les vues ne s'étendent pas au-delà du cabaret,* la même influence sur la marche des affaires que l'homme instruit ou que le savant et que, de toute façon, *le nombre des hommes peu sensés est infiniment supérieur à celui des esprits sages.* On imagina toutes sortes de solutions pour atténuer ces effets : Edgar Quinet eut l'idée d'établir pour les villes un suffrage distinct de celui des campagnes, d'autres proposèrent que seuls les citoyens sachant lire et écrire seraient admis à voter...

Que pensait Proudhon du suffrage universel ? Il nous semble intéressant de reproduire – en partie – ses observations publiées dans un ouvrage intitulé *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle,* paru en 1851, dans la foulée des événements de 1848 :

"La solution est trouvée, s'écrient les intrépides. Que tous les citoyens prennent part au vote : il n'y aura puissance qui leur résiste, ni séduction qui les corrompe. C'est ce que pensèrent, le lendemain de Février (1848), les fondateurs de la République.

"Quelques-uns ajoutent : Que le mandat soit impératif, le représentant perpétuellement révocable ; et l'intégrité de la loi sera garantie, la fidélité du législateur assurée.

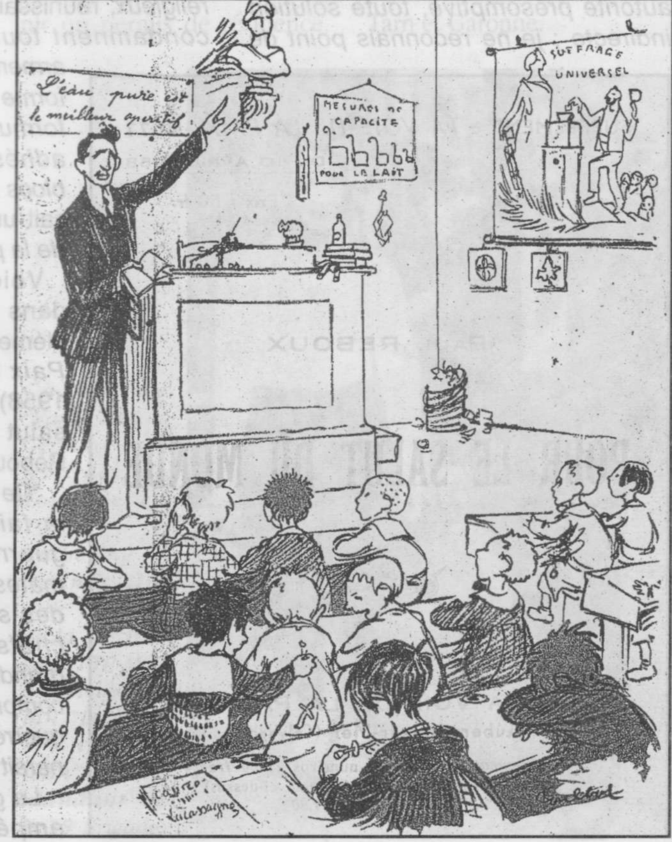
"Nous entrons dans le gâchis.

"Je ne crois nullement, et pour cause, à cette intuition divinatoire de la multitude, qui lui ferait discerner, du premier coup, le mérite et l'honorabilité des candidats. Les exemples abondent de personnages élus par acclamation, et qui, sur le pavois où ils s'offraient au regard du peuple énivré, préparaient déjà la trame de leurs trahisons. A peine si, sur dix coquins, le peuple, dans ses comices, rencontre un honnête homme...

"Mais que font, encore une fois, toutes ces élections ? Qu'ai-je besoin de mandataires, pas plus que de représentants ? Et puisqu'il faut que je précise ma volonté, ne puis-je l'exprimer sans le secours de personne ? M'en coûtera-t-il davantage, et ne suis-je pas encore plus sûr de moi que de mon avocat ?

"On me dit qu'il faut en finir ; qu'il est impossible que je m'occupe de tant d'intérêts divers ; qu'après tout un conseil d'arbitres, dont les membres auront été nommés par toutes les voix du peuple, promet une approximation de la vérité et du droit, bien supérieur à la justice d'un monarque irresponsable, représenté par des ministres insolents et des magistrats que leur inamovibilité tient, comme le prince, hors de ma sphère.

"D'abord, je ne vois point la nécessité d'en finir à ce prix : je ne vois pas



La République vous a donné le droit de vote...
– Enfants, aimez-la ! Elle a fait de vous des électeurs !
Dessin de Poulbot (Assiette au Beurre du 11 mai 1907)

surtout que l'on en finisse. L'élection ni le vote, même unanimes, ne résolvent rien. Depuis soixante ans que nous les pratiquons à tous les degrés l'un et l'autre, qu'avons-nous fini ? Qu'avons-nous seulement défini ? Quelle lumière le peuple a-t-il obtenue de ses assemblées ? Quelles garanties a-t-il conquises ? Quand on lui ferait réitérer, dix fois l'an, son mandat, renouveler tous les mois ses officiers municipaux et ses juges, cela ajouterait-il un centime à son revenu ? En serait-il plus sûr, chaque soir en se couchant, d'avoir le lendemain de quoi manger, de quoi nourrir ses enfants ? Pourrait-il seulement répondre qu'on ne viendra pas l'arrêter, le traîner en prison ?...

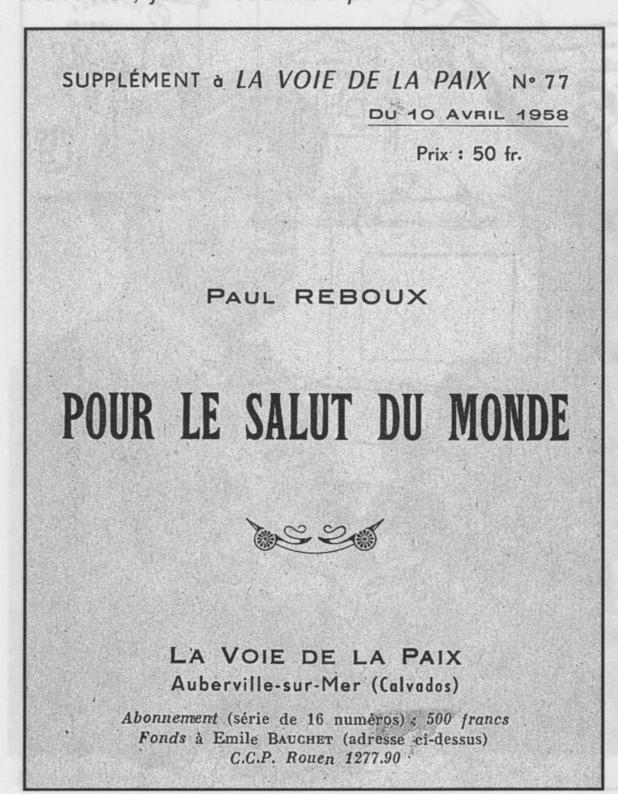
"Je comprend que sur des questions qui ne sont pas susceptibles d'une solution régulière, pour des intérêts médiocres, des incidents sans importance, on se soumette à une décision arbitrale. De semblables transactions ont cela de moral, de consolant, qu'elles attestent dans les âmes quelque chose de supérieur même à la justice, le sentiment fraternel. Mais sur des principes, sur l'essence même des droits, sur la direction à imprimer à la société ; mais sur l'organisation des forces industrielles ; mais sur mon travail, ma subsistance, ma vie ; mais cette hypothèse même du Gouvernement que nous agitons, je repousse toute autorité présomptive, toute solution indirecte ; je ne reconnais point de conclave : je veux traiter directement, individuellement pour moi-même ; le suffrage universel est à mes yeux une vraie loterie."

Vaincre la guerre

Nos ami d'*Union pacifiste* mènent depuis des années une lutte incessante pour la paix, le "Désarmement unilatérale et la Reconversion" et la défense des Objecteurs de conscience. D'autres aussi – ils sont nombreux – crient leur désarroi devant tant de violences que nul ne parvient raisonnablement à arrêter.

Après la tuerie de la Seconde guerre mondiale, une association, le C.R.N.G.O. (Comité National de Résistance à la Guerre et à l'Oppression), dont le siège était à Auberville-sur-Mer dans le Calvados, comprenait, parmi ses membres fondateurs : Emile Bauchet ; Jean Biojout ; Marcelle Capy ; Dr Castebon ; Félicien Challaye ; R. Froger-Doudemnt ; Jean Galtier-Boissière ; Jean Gauchon ; Gouttenoire de Toury ; Jeanne Humbert ; Gérard de Lacaze-Duthiers ; Robert Proix ; Paul Rassinier ; Paul Reboux ; Maurice Rostand ; Lucien Roth, etc.

Ce mouvement qui se voulait *indépendant de tous partis et groupements philosophiques, politiques ou religieux*, réunissait *les pacifistes qui condamnent toute guerre et tout armement, sous quelque forme que ce soit, sur la formule : "sans aucune adhésion à aucun des blocs adverses"*, et diffusait un journal : *La voie de la paix.*



SUPPLÉMENT à *LA VOIE DE LA PAIX* N° 77

DU 10 AVRIL 1958

Prix : 50 fr.

PAUL REBOUX

POUR LE SALUT DU MONDE

LA VOIE DE LA PAIX

Auberville-sur-Mer (Calvados)

Abonnement (série de 16 numéros) : *500 francs*

Fonds à Emile BAUCHET (adresse ci-dessus)

C.C.P. Rouen 1277.90

Voici ce qu'écrivait, dans la brochure (supplément à *La voie de la Paix* N°77 du 10 avril 1958) intitulée "Pour le salut du monde", Paul Reboux :

"De qui peut dépendre la faillite de l'idée de guerre ? Ni des diplomates, ni de la volonté des souverains ou des chefs d'Etat. Ni des grands financiers qui ne comprennent pas qu'une guerre, pourtant, les ruinerait tous.

La guerre ne peut être empêchée que par la volonté des peuples, par leur refus de combattre.

Jamais un référendum n'a été fait à ce sujet.

Seuls les objecteurs de conscience nous ont montré par quel moyen les guerres, enfin, pourraient cesser.

Si leur exemple se propageait, si tous les peuples disaient : "Non !", toute guerre deviendrait impossible.

Cette idée de vaincre la guerre commence à naître dans les esprits.

Pourquoi, en France, les objecteurs sont-ils désignés au mépris du public ?

Partout s'impose la réforme des lois. Partout s'impose la nécessité de créer un statut des objecteurs de conscience.

Puisque l'univers ne compte plus que des républiques, c'est aux Parlements qu'appartient cette initiative. Quel est, en effet, le député qui refuserait à ses électeurs et à ses électrices un moyen d'éviter la mort ?

Il faut avoir foi dans cette possibilité.

Il ne s'agit certes pas de réformer les humains. Ils resteront toujours ce qu'ils sont, avec des gens malheureux et des gens heureux, avec des chançards et des victimes, avec des malins et des nigauds.

Mais attention !

Il ne faut pas que cette idée soit une idée de droite ou de gauche.

C'est une idée humaine.

Il faut que tous les partis de tous les pays se réunissent, fut-ce pour une fois, afin de déshonorer la guerre. Il s'agit de faire la grève des hommes, pour leur sauver la vie.

En participant à cette grande croisade pour la Paix, ne nous imaginons pas que nous verrons se lever l'aurore triomphale de la paix universelle. Longtemps encore, les objecteurs de conscience vivront dans un atmosphère de réprobation et d'hostilité.

La réponse à la guerre par un "non" international ? La paix universelle ? Heureux temps, dit-on. Mais si lointain !

Est-ce une raison pour ne pas le préparer ? N'attendons pas de voir se réaliser sous nos yeux les grands progrès à venir. Nous ne verrons pas grandir le monument de notre rêve. Contentons-nous d'y participer dans notre petite mesure. Soyons, sans espoir de récompense, par amour du Bien et du Juste, ces hommes de bonne volonté dont les efforts édifieront la Paix du monde."

A propos d'un livre

ITINÉRAIRES DANS LA FRANCE DE PÉTAIN

Jean-Yves Boursier a écrit un remarquable ouvrage sur la politique du PCF, dont nous avons rendu compte dans le numéro 66. Il nous adresse cette fois-ci son dernier livre :* "La guerre des partisans dans le sud-ouest de la France 1942-1944. La 35e Brigade FTP-MOI" *particulièrement documenté sur la période, et dont l'intérêt est tel que nous avons souhaité en faire paraître un extrait dans notre revue. Nous n'avions que l'embarras du choix et finalement c'est le quatorzième chapitre, intitulé* Itinéraire dans la France de Pétain *que nous avons choisi de publier, avec l'autorisation de l'auteur et celle de l'éditeur,* L'Harmattan *que nous remercions bien sincèrement.



La défaite à peine consommée, le régime de Vichy s'engagea dans la voie de l'antisémitisme d'Etat, faisant de cet antisémitisme le cœur de sa politique, en faisant une véritable ontologie. Très significative, cette première mesure du 22 juillet 1940 instituant une commission chargée de la révision des naturalisations accordées depuis la loi libérale du 10 août 1927 votée par un Parlement qui se situait alors dans une optique assimilationiste.

Vichy s'employa à anticiper sur les décisions allemandes dans la logique pétainiste du "moindre mal" et de la pseudo-indépendance : faire le travail avant les Allemands et choisir les Juifs étrangers comme victimes, en priorité. Même l'UGIF (Union Générale des Israélites de France) créée le 29 novembre 1941, relevait beaucoup plus de ce pétainisme que de la collaboration directe comme était celle du "Judenrat" dans la Pologne occupée. Dans sa *Chronique du ghetto de Varsovie*, Emmanuel Ringelblum (1) décrit les pratiques de la police juive du ghetto, supplétive des nazis. En France, l'UGIF ne tint pas ce rôle mais plutôt celui d'un Consistoire défendant les "Juifs français" au détriment des "Juifs étrangers", dans la pérennité de la tradition de ralliement à l'Etat de ceux qui sont désignés comme "Israëlites de France", vieille dénomination antisémite. Alors que les "Juifs étrangers" étaient raflés depuis mai 1941 en zone allemande, puis en août 42 en zone non occupée, l'UGIF continuait ses activités, disposait de divers locaux, contrôlait diverses associations.

C'est dans cette France où une partie de la population, désignée sur critères raciaux, exclue de la communauté nationale, menacée de destruction totale, que nous allons suivre l'itinéraire de cinq jeunes combattants de la Brigade. Ces jeunes combattants FTP-MOI se retrouveront à Toulouse au terme de pérégrinations dont le but était d'échapper aux persécutions ; Toulouse sera le lieu de leur engagement qui les rassemblera dans la Brigade.

Judith Heytin, d'origine bessarabienne mais française quant à la nationalité, s'est retrouvée à Toulouse avec ses parents, dans le flot des réfugiés de l'exode. Le préfet Cheneaux de Leyritz les assigne à résidence hors de Toulouse, à Luchon, en application des premières mesures vichystes. De Luchon, ils se rendent en 1941 à Montpellier où ils réussissent à obtenir un permis de résidence.

Là, Judith, lycéenne, s'inscrit aux "Eclaireurs juifs" ; c'est sa première réaction face à la politique antisémite de Vichy, réaction identitaire qui fut celle de nombreux Juifs assimilés. Au cours de l'été 1941, elle participe à une école de cadres sionistes, organisée sous couvert d'un camp d'éclaireurs à Moissac dans le Tarn et Garonne.


Catherine "Varlin" et Jan Gerhard dans les rues de Toulouse en 1943. Catherine : commissaire aux effectifs de la 35e Brigade FTP-MOI à Toulouse. Jan "Le commandant Jean" : commandant de la 35e Brigade



Enzo Lorenzi- "Robert" : fils d'ouvrier italien immigré, un des chefs partisans des plus actifs et aussi des plus méconnus en France.

Moissac abrite à cette époque le quartier général des EIF, une organisation d'orientation pétainiste. Les EIF qui avaient appelés au "retour à la terre" en 1940 et participé aux fêtes en l'honneur de Jeanne d'Arc, étaient néanmoins agités de courants divers dont certains voulaient combattre Vichy et l'occupant. Les participants à ce stage débattaient continuellement sur : "Faut-il être sioniste et se préparer activement pour la Palestine quand la guerre se terminera ou bien faut-il combattre immédiatement le nazisme tel qu'il est ici ?" (2) Parmi les orateurs venus s'adresser à ces jeunes, en cette fin d'été de 1941, Jan Gerhard qui défendait la voie de l'action immédiate et recrutait ceux qui voulaient combattre, comme Judith.

Ses parents quittent Montpellier en 1942 pour rejoindre Grenoble, ville située en zone d'occupation italienne où les Juifs n'étaient pas menacés. Elle les suit et, avant son départ, Gerhard lui procure un contact avec les Jeunesses communistes. Inscrite en biologie à l'Université de Grenoble, elle débute son activité militante sur un plan principalement politique : rédaction et diffusion de tracts destinés aux traminots de la ville.

Devenue "Catherine Varlin", elle arrivera à Toulouse juste après l'exécution de Mendel Langer, mais aussi après la mort de Léon Gaist au cours de l'action à la biscuiterie Brun à Grenoble en juillet 1943. Elle avait demandé à être affectée aux FTP parce qu'ils "sont le parti le plus combatif et le plus actif de notre travail de communiste..." ainsi qu'elle l'indique dans sa biographie (3). D'abord agent de liaison, elle deviendra commissaire régionale aux effectifs en Haute-Garonne jusqu'aux mutations de mars 1944. Mutée dans le Nord avec Gerhard, elle assurera la liaison avec Ilic devenu commandant militaire de tous les FTP-MOI puis, au moment du débarquement, elle sera dans la Meuse où elle deviendra chef d'un maquis formé principalement avec des prisonniers de guerre soviétiques évadés. Une des rares femmes à commander une formation militaire sur le terrain, elle participera aux combats dans la région de Verdun. Son activité militaire s'achèvera là puisqu'elle sera rappelée à Paris par "le Parti" pour être affectée à des tâches politiques : "s'occuper de l'Union des Jeunes Filles de France". Mais, quand il fut question de la faire élire comme dirigeante de ce mouvement au congrès de 1945, le service des cadres du PC la convoqua, lui fit comprendre qu'étant "étrangère, elle ne pouvait prétendre à ce poste" ; ce à quoi, répondant qu'elle était française, il lui fut rétorqué "qu'elle était juive" !

Emile Jakubowicz est arrivé en France en 1934, sans connaître un mot de français ; il rejoignait son père arrivé deux ans auparavant et qui travaillait comme ouvrier à domicile comme de nombreux autres immigrés polonais venus sans contrat de travail. Si le père est de tendance bundiste, social-démocrate, lecteur du *Haïnt*, Emile se sent attiré par les communistes qu'il rejoint en 1941. Il appartient à ces groupes de JC déterminés que le parti communiste met en avant dans les manifestations du 14 juillet puis du 13 août 1941 qui suivent et ripostent à l'agression allemande contre l'URSS.

A ce moment, Emile n'est pas versé dans les groupes armés ; il participe à des actions de propagande, à des actions contre les permanences de groupes collaborateurs (lancers de pavés), à des attaques contre les vendeurs du *Pilori*, un journal raciste et collaborateur. D'après Emile, beaucoup de jeunes Juifs adhèrent aux JC à partir de mai 1941, à partir des premières rafles quand "les Juifs ont commencé à prendre conscience que ça ne serait pas comme en Pologne, un antisémitisme par épisodes" et ces jeunes Juifs "n'ont trouvé que dans le PC l'expression de la lutte (4)".

Déjà passé à la clandestinité fin 1941, Emile avait aménagé une cache dans l'appartement de ses parents pour qu'ils s'y réfugient en cas de rafle, ce qu'ils n'ont pas fait le 16 juillet 1942 ; ils seront déportés et périront à Auschwitz. Ce jour de rafle désorganisa en partie les JC puisque de nombreux militants furent arrêtés en tant que "Juifs" recensés par l'administration vichyste. Ayant perdu toutes ses liaisons, Emile décida de partir à Toulouse où il avait un cousin militant à la JC.

Un camarade anarchiste lui donna son acte de naissance et, muni de cet acte, il gagna Toulouse où il se rendit au commissariat pour se faire établir une carte d'identité au nom de Berthé qui lui permettra d'être "légal" assez longtemps et de s'embaucher à la SNCF comme manœuvre. En juin 1943, Marcel Einhorn, le responsable des JC de Toulouse – plus tard muté à St-Etienne, arrêté, déporté, il mourra à Dachau – lui proposa de "rentrer dans la lutte armée". Après accord, il lui procura le contact avec la MOI, avec Jacob Insel qui lui apprit le maniement du révolver, d'une grenade et lui demanda d'organiser un groupe de sabotage au triage Raynal. Emile, recruta d'abord François Alonso, et tous les deux regrouperont ensuite une demi-douzaine de jeunes cheminots particulièrement actifs et efficaces.

Obligé de quitter Toulouse, recherché par la police, Emile est envoyé, en mars 1944 dans le Lot-et-Garonne pour y devenir commissaire militaire régional. Il ne revint à Toulouse qu'après la Libération pour participer à l'organisation du 1er Régiment de l'Ariège FTPF, commandé par Calvetti, un des dirigeant FTP du Sud-Ouest. Puis, c'est la campagne d'Alsace, d'Allemagne avec les Bataillons polonais dirigés par Jan Gerhard et Boleslaw Jelen mais Emile refusera de rentrer en Pologne considérant qu'il n'avait plus rien à faire avec ce pays malade de l'antisémitisme. Il en eut la confirmation lors d'un voyage effectué en 1967 à Kutno dans la Pologne Populaire ; les pierres tombales du cimetière juif avaient été utilisées pour boucher les trous des routes ou pour reconstruire des maisons et le cimetière était à l'abandon.

Marc Brafman n'était pas, en 1940, un enfant d'immigrés de la deuxième ou de la Xe génération ; il était arrivé en France en 1937, à 17 ans, pour poursuivre ses études de chimiste à Paris. Brillant élève, reçu au concours de Polytechnique de Varsovie, il n'avait pas été admis en raison du numérus-clausus

fixant à 10% la proportion de Juifs admissibles à l'université dans la Pologne des colonels protégés de la France.

A la suite des rafles du printemps 1941, il passe la ligne de démarcation et se rend à Toulouse. L'abri est illusoire quand arrivent les rafles d'août 1942 auxquelles il échappe. Il cherche le contact avec la Résistance et, par un ami dont le frère, prêtre, est employé à l'évêché, il obtient le contact avec un vieux médecin, le Dr Parent, un des premiers résistants de Toulouse (5), qui l'héberge dans une maison de repos et organise son passage en Espagne. Mais quand Marc arrive dans les Pyrénées, le passeur vient d'être arrêté. Retour à Toulouse où, au début de 1943, une amie le présente à Zeev Gottesman qui lui propose d'entrer dans les FTP. Il devient "Marc Branger" ou "Léon".

En ce temps, la 35[e] Brigade comptait une douzaine de combattants divisés en deux détachements. Il est affecté au détachement commandé par Emile qu'il remplacera après le départ de celui-ci pour Agen. Il participe à de très nombreuses actions ; il est de ceux qui se déplacent à Carmaux. Arrêté le premier avec Damira Titonel au cours de la grande rafle d'avril 44, Marc Brafman se voit surtout reprocher par l'équipe Gillard d'avoir dirigé l'attaque du train des mines de Carmaux. Emprisonné à St-Michel, il est déporté dans le "train fantôme" ; repris par les Allemands au moment de la tentative d'évasion en Haute-Marne, il continue le voyage jusqu'au bout, à Dachau, où un curé polonais lui sauve la vie en le faisant passer pour Polonais non-juif.

Rentré au pays pour édifier la Pologne populaire après avoir terminé ses études, il ne fut pas contraint comme de nombreux militants à travailler dans l'appareil d'Etat : syndicats, police, etc... et il put exercer son métier d'ingénieur chimiste. Il reviendra définitivement en France à la suite de la violente campagne antisémite de 1967-68 au cours de laquelle on voulut le forcer à "poloniser" son nom. En Pologne, il eut encore rapport avec la Brigade lorsqu'il fut interrogé, comme tous les anciens de la Brigade rentrés en Pologne, dans le cadre de l'enquête policière qui suivit l'arrestation de Jan Gerhard en septembre 1952, quand la police politique polonaise cherchait à faire passer celui-ci pour un "agent français".

Totalement différent, le cas de Charles Lévy-"Claude", issu d'une famille juive d'origine turque, depuis longtemps "assimilée", disait-on. Certes, quand on fréquente l'Ecole communale de la rue Robert Estienne, Paris 8e, que l'on poursuit sa scolarité au lycée Pasteur de Neuilly, on peut légitimement penser appartenir à "la vieille France". Mais, quand au cours de la rentrée scolaire 1940-1941, au lycée de Limoges – pour cause d'exode –, une manifestation de lycéens hurle "A bas les Juifs !", le jeune Claude s'interroge sur son identité. Les discours antisémites entendus à la radio le font devenir sioniste non-organisé, mais dans la conviction d'appartenir à un peuple.

De Limoges, sa famille part à Lyon où il s'inscrit au lycée Ampère pour la rentrée 41-42. Dans cette ville, il fait la connaissance du rabbin Bernard Schœnberg (6), aumonier des prisons. Claude approfondit son sionisme en étudiant l'ouvrage de Pinsker, *Auto-émancipation*, écrit en 1903 après les pogroms de Kichinev en Moldavie, ouvrage qui développe la thèse de la nécessité d'un territoire où les Juifs vivraient en sécurité. Grâce au rabbin, Claude

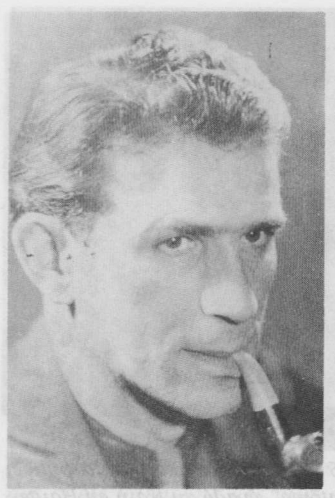


Claude Lévy : partisan de la 35[e] Brigade. Arrêté par la police vichyste, déporté dans "le train fantôme", évadé du train en Haute-Marne. Il a le premier sorti la 35[e] Bridage du silence avec son livre Les parias de la résistance *(Calmann-Lévy, 1970).*

prend contact avec les sionistes et, parallèlement avec *Combat*, par l'intermédiaire d'un prêtre qui aidait les prisonniers. En liaison avec le service social de *Combat*, il ne trouve pas le mouvement assez actif face aux persécutions antisémites. Son frère Raymond, lui aussi lié à *Combat*, se souvient d'activités limitées au repérage de ponts, de lieux sans doute intéressants pour les Alliés (7).

Claude rejoint les sionistes en 1942 et part dans une ferme située près de Lyon où sont regroupés des jeunes de 12 à 18 ans, surtout des Juifs allemands, religieux, ne parlant que yiddish et vivant dans une misère incroyable. De là, il gagne une autre ferme à Lautrec, dans le Tarn, entre Castre et Albi, dirigée par Gilbert Bloch du mouvement des Eclaireurs Israélites de France, dans un environnement favorable caractérisé par le soutien de la forte communauté protestante locale. Après des pérégrinations du côté de Marseille et Nice – il venait de passer trois mois en prison pour falsification de ses papiers, en transformant Lévy en Levif –, Raymond le rejoint. Dans ce lieu, il s'agissait presque d'activités relevant de "la jeunesse au plein air" : cours d'agriculture, musique, discussions ; le but étant de former des paysans pour émigrer en Palestine, en fait c'était un kibboutz-école. Belles journées de l'été 42 dans le Tarn, où on moissonne, où on chante, pendant lesquelles on étudie l'histoire juive (8). D'un certain côté, ceci ressemblait à la pratique du "retour à la terre" chère au Maréchal Pétain mais, dans la réalité, sous couvert de ces activités vitalistes, il en était autrement puisque des tentatives de sauvetage des enfants, des tentatives pour chercher le contact avec la Résistance avaient lieu. Ces camps des EIF ont été un véritable vivier de jeunes combattants de la Brigade Catherine "Varlin", Claude et Raymond Lévy, Emile Wajda, qui sera déporté, Jacques Kramkimel qui sera tué plus tard à Lyon, Henri Gorans qui participa à la direction des FTP-MOI à Carmaux.

Mais bientôt, il fallut partir dans une autre ferme, dans le Tarn-et-Garonne, dans la région de Moissac. Là, se posa la question du passage en Espagne ou bien du passage au maquis, la solution de rester à la ferme ne semblant plus du tout adéquate avec les rafles qui se développaient en zone non occupée. Presque tous les jeunes partirent dans une forêt pour attendre d'être récupérés par une organisation de résistan-



Joseph Waschpress "Robert" : commandant de la 35e Brigade dans le Lot-et-Garonne. Militant du Hashomer Hatzair en Pologne, émigre en Palestine en 1929, militant du Parti communiste palestinien, arrivé en France en 1933.

ce, d'être armés mais rien ne vint. Au printemps de 1943, Raymond obtint un contact à Toulouse où il rencontra un communiste qui lui expliqua que "les maquis, c'est l'inaction" et, s'ils voulaient agir, c'était possible tout de suite. Huit jours après, Claude et Raymond étaient intégrés dans la Brigade et passaient à l'action.

Claude et Raymond seront partie prenante des actions les plus audacieuses ; le rapport Gillard en témoigne. Parfois, le communiqué transforme une action somme toute banale, l'exécution d'un soldat allemand, en une action significative. Ainsi, pour fêter l'anniversaire de la révolution d'octobre 17, Claude se vit fixer comme tâche d'exécuter un militaire de la Wehrmacht. Envoyé à Albi avec des camarades dont "Marius" - David Freiman, "un détachement" (*sic*), il atteint sa cible, un officier qui sort des pissotières, repéré après avoir arpenté Albi de long en large ; "nous avions été ainsi bien malgré nous à l'avant, avant, avant-garde, le fer de lance hétéroclite de l'Armée de l'Ombre qui nous semblait ô combien rester dans l'ombre" (9). Sur le chemin du retour de cette expédition, guidé par un vieux militant qui ressemblait "à ces bolcheviks terroristes que nous montraient les affiches de la propagande allemande ou vichyste" (9), Claude était content parce que, c'était lui, "le petit lycéen juif du lycée Pasteur, l'élève de l'Ecole communale de la rue Robert Estienne, Paris 8e, où il avait – laurier de fin d'année – obtenu le prix de politesse, qui avait tiré" (9).

Claude est arrêté par la police vichyste le 6 décembre 1943 au cours d'un hold-up au bureau des chèques postaux rue Roquelaine organisé pour financer la Brigade. Dans le rapport relatif à l'arrestation (10), le commandement reconnaît avoir commis la faute d'avoir envoyé un partisan qui, la veille, avait dit "je ne me sens pas capable d'assommer une femme". La postière a hurlé "Au voleur" et une douzaine de "bons Français" dont deux cyclistes se sont lancés à la poursuite de Claude mais aucun des membres de la Brigade présents n'a tiré ou lancé des grenades sur ces gens ; un policier a pu arrêter Claude. Par ricochets, Raymond et Jacob Insel sont arrêtés le 10 décembre.

Ensuite, c'est l'interrogatoire musclé par la police de Vichy, la prison St-Michel, la déportation dans le "train fantôme" et l'évasion dans l'Est de la France puis les combats de la Libération avec le maquis de Fresnoy en Haute-Marne et enfin, cette aventure relatée dans *Les Parias de la résistance*, qui l'amène, avec Raymond, à aller récupérer à Montélimar les corps de leurs camarades François Lafforgue et Jacob Insel pour les ramener à Toulouse (10), fidélité au combat et à l'amitié.

Paulette Urman, d'une famille de la bourgeoisie juive de Varsovie, est arrivée en France en 1926 à l'âge de 3 ans. Lorsque la guerre éclate, lycéenne venant d'obtenir son baccalauréat, elle appartient à ce que l'on nomme couramment "la population d'origine étrangère en voie d'intégration". Et pourtant, son père, officier de l'armée polonaise, avec qui elle vit dans la Creuse en 1940-41, n'a pas confiance ; il refuse de se déclarer et de déclarer sa fille comme "Juifs" et ils ne vont pas se faire recenser. Il est vrai qu'à cette époque, quasiment tous les Juifs se déclarent et sont fichés. Même les dirigeants communistes de la MOI, comme Adam Rayski et Louis Gronowski, pourtant mis hors-la-loi par la dissolution des organisations liées au PCF, se font recenser (11). Il peut s'agir soit d'inexpérience politique, caractérisation difficile à appliquer à de vieux professionnels du Mouvement communiste international, soit d'une croyance terrible en la validité du pacte germano-soviétique, en application à ce moment, ce qui serait beaucoup plus grave encore puisque des dirigeants "d'avant-garde", selon le langage marxiste-léniniste se plaçaient loin derrière des gens qui faisaient preuve d'un solide bon sens. Encore, plus terrible, il se peut qu'ils aient été eux-aussi, influencés par le pétainisme ambiant, acceptant l'exclusion puisqu'il aurait existé un "problème juif", tel était au moins la caractérisation de la situation par ces dirigeants dans une brochure centrale (12). Ils n'ont donné aucune directive à la population pour se dérober à ce sordide comptage, pas plus d'ailleurs que le PCF.

Revenue à Paris dans l'été 1942, un ami dont le père travaillait à la préfecture de police avertit Paulette de l'imminence de la grande rafle : "Il ne faut pas rentrer chez toi ce soir, il va faire très chaud". Elle déménage en banlieue sa mère qui était recencée, puis trois jours seulement après la rafle , elles tentent de passer la ligne de démarcation à Angoulême, elle, sans-papiers mais paraissant 14 ans, sa mère, avec de faux papiers, et ne correspondant pas du tout à ce que recherchaient les nazis dans leur chasse au faciès.

Leur groupe dénoncé par le passeur est arrêté à La Rochefoucauld. Elles n'écopent que de 4 jours de prison pour tentative de passage de la ligne sans autorisation alors que les quatorze autres personnes qui avaient des faux papiers mais l'étoile jaune dans la poche ou mal décousue, sont emprisonnées pour être déportées.

De retour à Paris, son père leur trouve un passeur résistant qui leur fait passer la ligne à Bordeaux. Direction Toulouse où sa mère avait de bons amis français tenant une maison de couture et qui l'ont embauchée de suite. Paulette cherche le contact avec la Résistance. Elle le trouve fin mars 44 par Lazare Friedman – "Pierrot", qu'elle connaissait déjà à Paris ; Toulouse était véritablement devenue le lieu des rencontres, le lieu de concentration des vonlontés de résistance.

Elle est affectée tout d'abord au transport d'armes. Il s'agissait d'aller chercher du plastic chez les Espagnols à Montauban ou de leur porter des mitraillettes, le tout dans des valises, en train, en utilisant deux éléments favorables : ses "vrais" faux papiers et, au regard des nazis, son type "aryen" : blonde aux yeux bleus. Ensuite, après les arrestations d'avril 44, elle devient agent de liaison d'Apolonio de Carvalho-"Edmon", tâche qui l'amène à beaucoup voyager

à Montauban et à Agen, à tenir les contacts avec Nicole, la secrétaire de Gaston Marin, cadre du PC roumain, autre responsable interrégional de la Brigade, venu de Limoges. Puis, on lui donne le contact avec Claude Urman-"Ricou" pour participer à des actions. A ce moment, à la veille de la Libération, en juillet, il ne restait que 7 partisans de la Brigade à Toulouse.

Le 8 août, elle est arrêtée par les policiers de l'intendant de police Marty, en allant déménager un dépôt d'armes avec le "régional technique", Edek Kaminski-"Paul" (13). Il est tué en tentant une sortie ; il avait juré de ne pas se laisser prendre vivant. Paulette, torturée par la police, est sauvée par la libération de la ville, le 19 août, quand les résistants ouvriront la prison. Elle n'ira pas "construire le socialisme" en Pologne, pays avec lequel elle a rompu toute attache.

Ces 5 Jeunes de la Brigade ont agit à la suite d'un choix personnel, d'une décision d'agir. Dans un témoignage filmé (14), un des partisans juifs FTP-MOI de Paris, prononce des paroles simples et claires : "Pas assez fait, pas assez fait ; que j'aille fait davantage" (transcription phonétique de l'accent yddish), nous indiquant que le choix se posait dans les deux termes résistance ou pétainisme et non dans les termes de communautarisme ou de particularisme où certains voudraient les poser aujourd'hui.

Quand Mendel Langer est exécuté par les Vichystes, les combattants héroïques du ghetto de Varsovie tirent encore sur les SS, dans les brasiers et les ruines (15). Comme eux, la Brigade réagira par une riposte ayant sens le procureur Lespinasse sera abattu. Il n'est pas question ici de l'application de l'antienne "Mieux vaux mourir debout que vivre à genoux" mais du sens que l'on donne à son existence. Ces jeunes combattants juifs de la Brigade s'engagent dans l'action de partisans, tentent de traiter la question de leur identité juive brutalement indiquée par l'ennemi. Les FTP-MOI, par leur rôle dans le combat armé contre le nazisme, ont permis à ces jeunes, à un moment de leur existence, d'exprimer leur radicalité puisqu'ils agissaient sans aucun esprit de clocher, sans aucun particularisme, sans aucune réduction du sens de leur combat.

Jean-Yves BOURSIER

Cet ouvrage est édité par L'Harmattan, dans sa collection "Chemins de la mémoire". Il est disponible à la librairie de Gavroche.

(1) E. Ringelblum, *Chroniques du ghetto de Varsovie*, R. Laffont 1959. L'auteur, historien, animateur de l'American Joint Distribution Comittee, tint un journal, véritable archive sur le ghetto. A la veille de l'insurrection du ghetto, il enfouit ses documents sous terre ; ils seront retrouvés en 1946 et 1950.

(2) Entretien du 24-7-1984.

(3) Archives C.U., biographie du matricule N°35013.

(4) Entretien du 10-12-1984.

(5) Il participe au groupe *Combat.*

(6) Adjoint du grand rabbin de Lyon. Arrêté le 26-05-1943, déporté, mort à Auschwitz.

(7) Entretiens avec Claude et Raymond Lévy. Voir également, R.Lévy, *Schwarzenmütz ou l'esprit de parti*, Albin Michel, 1977.

(8) Les sionistes organisèrent un maquis dans la région de Castres en 1944.

(9) In C.Lévy, *A chacun son boche... mais lequel ?*, manuscrit inédit, 1990.

(10) Archives C.U., cote 5/5.

(11) In Rayski, *Nos illusions perdues*, Balland 1985 p 76-79.

(12) Titre d'une brochure du PCF rédigée par Gronowski.

(13) Vieux militant communiste polonais, il avait travaillé comme mineur en Argentine puis avait combattu en Espagne dans les Brigades internationales.

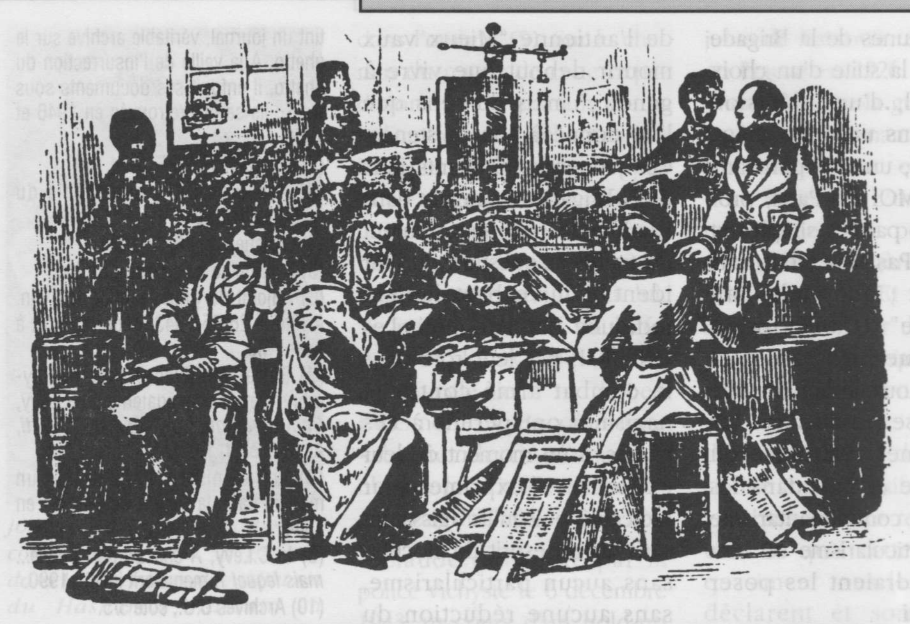
(14) *Des terroristes à la retraite*, A.2, juin 1985.

(15) L'insurrection dure du 19 avril au 8 mai 1943 mais des noyaux de résistance subsisteront jusqu'à juillet 1944.

LISTE DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DEPUIS LE N°61

Pour les soixante premiers numéros, consulter le N°61, ou à défaut, nous en demander la liste.

Nous rappelons à nos lecteurs que tous les numéros, sauf le N°2 et le N°9, sont encore disponibles.



LE TEMPS DES LIVRES

L'HISTOIRE DE FRANCE AUTREMENT
par Suzanne Citron



On peut déplorer la part congrue que les programmes scolaires accordent aujourd'hui à l'enseignement de l'histoire. On peut regretter la disparition de l'apprentissage "par cœur" des exploits de nos héros nationaux et des dates symboliques* L'information, la culture, on les subit, aujourd'hui en s'installant, par habitude, devant des téléviseurs qui ne nous apportent même plus à domicile le rêve des décors ni la reconstitution des grands rôles d'une Histoire héroïque ou scandaleuse, épique ou attendrissante, glorieuse ou manipulatrice. Pourtant, l'un des secteurs les moins ingrats de l'édition est occupé par les ouvrages d'histoire savante, populaire ou romancée.

Un livre récemment publié se veut généraliste. Son titre: *"L'Histoire de France, autrement"*. Son auteur, Suzanne Citron, maître de conférences à l'Université, réussit à faire simple, donc clair. Son objet, raconter la construction de notre pays, de notre territoire, de notre civilisation, de notre culture, sans chauvinisme et sans narcissisme. Le livre exhale l'amour de la patrie, mais, attention, il s'agit d'une patrie qui n'est pas étrangère à l'Histoire de ses voisins, plutôt une province qui a conquis son identité dans une Europe dont on s'aperçoit qu'elle n'a pas attendu nos traités pour développer une civilisation commune. Le livre est une sorte de pied de nez à tous les nationalismes qu'exaltent les démagogues médiatiques, plus soucieux de satisfaire une ambition personnelle que d'exprimer la grandeur, riche de nuances, d'un patrimoine édifié plus souvent par le sacrifice des humbles que par la représentation des puissants.

Il n'y a pas si longtemps, les écoliers français apprenaient que l'Histoire de France commençait avec Vercingétorix, premier héros national d'une résistance à l'envahisseur. Les Gaulois, dont il a peut-être été un chef local, ne sont que l'une de ces peuplades que des meneurs à la personnalité et à l'ambition affirmées coaguleront à partir du magma qui succède, sur ce "cap occidental" de l'Asie, aux empires antiques balayés par l'usure du temps et dont l'espace devenu inorganisé fut parcouru par ces nomades au long cours qu'on a hâtivement appelé des barbares. Il s'agissait, déjà, d'immigrants qui ne demandaient qu'à s'intégrer pour profiter de la douceur de nos climats et du meilleur des civilisations qu'ils découvraient. C'est d'ailleurs, l'un d'eux, Clovis qui, le premier, délimite un "royaume des Francs". Il a, sans doute, davantage contribué à l'identité française que la vedette des nationalistes racistes: Charles Martel, qui ne défendait que son territoire. En revanche, on doit à ses descendants la consolidation du royaume de Clovis dans une configuration qui préfigure notre actuelle Communauté Européenne. La déclaration qui préside au partage, les "Serments de Strasbourg" (842) est rédigée dans les langues vulgaires, dont le "roman" qui constitue la transition entre le latin et le français. C'était la langue de Charles le Chauve, premier roi de la région "Francia" selon le partage de Verdun (843) mais, un siècle et demi plus tard, Hugues Capet n'est toujours que roi des Francs, comme Clovis. Il faut attendre le milieu du XIIIe siècle pour trouver le "Royaume de France" dans les textes.

Un moment décisif de l'histoire de la France a été la conquête - Suzanne Citron parle d' "usurpation" - du pouvoir royal par les Robertiens-Capétiens. Non sans alternance, ils seront aux affaires pendant neuf siècles. Un record globalement positif puisque la France s'installera durablement dans le peloton de tête des nations développées. C'est l' "ancien régime", cible des révolutionnaires de 1789.

L'autre moment décisif, c'est la Révolution française, comme rupture avec un système inégalitaire qui entretint l'exclusion sur des critères théologiques que le progrès des mentalités n'accepte plus. Une illumination transnationale est passée par là : le "siècle des Lumières". Illumination puis désillusion. Les événements révolutionnaires ont favorisé une sélection sociale naturelle. Les plus vigoureux des exclus ont ramassé la mise : la bourgeoisie forte de sa richesse s'installe victorieusement dans la République qui connaît à son tour les avatars de l'alternance.

Suzanne Citron prétend, sous divers prétextes, avoir écrit pour les adultes. Si les plus âgés, soucieux d'actualiser leurs souvenirs scolaires, ne doivent pas être déçus, leurs enfants curieux devraient trouver dans *"L'Histoire de France, autrement"* une bonne lecture de vacances qui compensera les insuffisances d'un enseignement négligé. Le livre est composé de sous-chapitres à la fois denses et simples. L'essentiel d'un moment ou d'une situation s'y trouve exposé. Après les avoir lus, on a l'impression de tout savoir mais au risque - ou au bénéfice - de nombreuses surprises. On renverse quelques statues et on détruit quelques mythes dans ce livre ! L'auteur rappelle qu'il y a seulement deux siècles, la Genèse marquait le début de l'Histoire. Un siècle plus tard, Darwin créait une sacrée pagaille en soutenant que l'homme descendait du singe, mais notre chauvinisme n'allait pas tarder à soutenir que cette mutation avait eu lieu quelque part en Dordogne. Admettons modestement que la France est bien la France mais aussi le lieu de regroupement d'une hétérogénéité faite de la variété des ethnies, des religions, des

classes (avec les frustrations qui les opposent), des cultures et des orgueils. Et tout çà, ça fait d'excellents français. Si on veut bien oublier leurs gros défauts. Une histoire à suivre.

J.-J. Ledos.

Editions Ouvrières, 12 avenue de la Sœur Rosalie, 75013, Paris (130,00 F).

* Sur l'évolution de l'enseignement de l'histoire depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours, voir "Les manuels d'histoire de l'Ecole libre, 1882-1959" par J. Freyssinet-Dominjon (Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1969)

DU TAM-TAM AU SATELLITE

par Patrice Carré



Notre époque sera peut-être désignée plus tard comme le "siècle des médias". Pour le meilleur et pour le pire. Il est déjà admis qu'on ne peut vivre sans communiquer, à moins de sombrer dans des pathologies graves. C'est vrai pour les individus. C'est vital pour les sociétés. Les mauvais esprits ne manqueront pas d'objecter que le mensonge a, depuis longtemps, investi les espaces de communication au profit de désinformations diverses. On aurait tort de jeter ici le bébé avec l'eau du bain. Les moyens que la technologie moderne met à la disposition des communicateurs sont le produit d'une extraordinaire innovation. Le bon usage qu'on peut en attendre sera le fruit d'une maturation des mentalités, forcément lente puisque soumise aux passions humaines.

La modernité technologique apparaît, il y a deux siècles, avec l'électricité(*). C'est la domestication de l'électron qui permet le transport des informations le long des fils, à travers les systèmes électro-magnétiques, dans le dédale miniaturisé des microprocesseurs ("puces"). Ce sont encore les électrons, canalisés en faisceau qui illuminent ces écrans de télévision sans lesquels on se sentirait bien seul, mais, la performance éclate ailleurs: dans l'instantanéité de la transmission de l'événement. Le premier pas d'Edwin Armstrong sur le sol de la Lune, montré en direct au monde entier, un soir de juillet 1969, reste certainement le moment le plus intense que la télévision nous ait jamais offert.

Un livre "Du Tam-Tam au satellite" dresse le catalogue des outils de communication élaborés depuis deux siècles, du télégraphe Chappe à la borne Minitel. Son auteur, Patrice Carré les connaît bien: il en assure la conservation pour le compte du Centre National d'Etude des Télécommunications (CNET).

Le siècle dernier a construit les outils modernes de l'ère industrielle. Le nôtre en a développé et affiné l'usage. Vers 1860, la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre l'ancien et le nouveau continent permettait déjà de raccourcir le temps de décision. L'accélération de l'Histoire trouve aujourd'hui son moteur dans la multiplication des flux d'informations qui relient instantanément les hommes, les collectivités, les continents. Grâce aux satellites, l'activité des places boursières, par exemple, est ininterrompue, les ordres sont transmis et éxécutés dans l'instant. Il est parfois plus simple de faire un détour de 72 000 km, via satellite, pour transmettre à Paris le tiercé couru à Deauville. Le petit livre de Patrice Carré est une bonne initiation à ces nouvelles "Merveilles de la Science" qui structurent notre univers communicant .

J.J. Ledos

Editions Presses Pocket (1991) .

(*) P. Carré est également l'auteur d'un livre qui retrace l'histoire de l'usage de l'électricité: "La fée et la servante, la société française face à l'électricité (XIXè-XXè siècles). (Cf. GAVROCHE, n° 59).

LES MEDIAS PENSENT COMME MOI ! FRAGMENTS D'UN DISCOURS ANONYME

par François Brune



L'événement universel le plus important depuis la révolution industrielle du siècle passé est, sans doute, l'envahissement médiatique qui propose aujourd'hui, sans effort, à domicile, toutes sortes de suggestions de pensée, de comportement ou d'action. Plus que le lecteur, contraint à la double démarche de l'achat et de l'attention, l'auditeur- téléspectateur, prisonnier de sa passivité dans un fauteuil - otage en résidence imposée - ne dispose que d'un moyen de contestation: ne pas se mettre en pareille situation. L'accès à l'antenne lui est pratiquement interdit et, s'il avait la chance que ses propos soient enregistrés, le montage serait un instrument de censure efficace. "Installez-vous, nous faisons le reste !" François Brune observe: "quand monte le taux d'écoute, on peut être sûr que baisse le taux de parole..." et nos contemporains ont pu vérifier que la liberté d'expression est inversement proportionnelle à l'autorité des pouvoirs. L'auteur de *"Les médias pensent comme moi, fragments du discours anonyme"* ne prend pas le risque d'une hypothèse. La stratégie d'investissement des consciences a déjà largement obtenu la soumission souhaitée par un consensus qui réunit les pouvoirs économique et politique. Il s'agit moins d'inculquer une idéologie que de faire admettre l'excellence d'un modèle de société dans lequel on chercherait vainement la différence entre libéralisme et social-démocratie. La fonction du bain médiatique, sorte de liquide amniotique de nos sociétés, c'est de conduire les audiences passives vers une soumission librement consentie, tendue par un désir, le plus souvent inaccessible. "C'est cette idéologie ambiante que nous voudrions cerner, telle qu'elle affleure dans les propos qui nous environnent, dans les images qui nous sont familières. Elle forme le discours anonyme dans lequel nous nous trouvons immergés..."

Les manipulateurs entretiennent une rhétorique évolutive mais l'art du discours était déjà dans la Grèce antique le genre dans lequel s'illustraient les "sophistes", spécialistes de ce qu'on appelle aujourd'hui la "langue de bois". François Brune désigne dans le discours médiatique les sophismes qui nous immergent dans "notre époque" au risque, pour les moins valides, de la noyade. L'habileté des modernes manipulateurs d'opinion est de même nature que celle des prophètes. Elle s'applique à décrire un monde meilleur, voire idéal, mais ultérieur. Bref, une utopie. Mais ça marche ! Il s'agit pourtant d'un totalitarisme ordinaire qui exclut ceux qui ne respectent pas la cadence, victimes d'un ordre qu'on nous dit "naturel". Il est encore temps de refuser le "meilleur des mondes" dont le "discours anonyme" nous assène le modèle.

J.-J. Ledos

Editions L'HARMATTAN, 90,00 f.

"EYSSES CONTRE VICHY 1940- ..."

par Michel Reynaud



En 1983, toutes les prisons de France regroupent des "terroristes" arrêtés dans l'accomplissement de leur dangereuse mission : le gouvernement de Pétain-Laval ne reconnaît pas de détenus politiques ; pourtant en regroupant, à l'automne 43, à la Centrale d'Eysses près de Villeneuve-sur-Lot, des centaines d'emprisonnés politiques jusqu'alors disséminés dans diverses prisons (de la zone sud en majorité), il s'agissait pour lui de mieux empêcher les évasions qui se multipliaient dans les petites prisons, en même temps que de garder sous la main une masse d'otages tout désignés. Les 1200 détenus sont représentatifs de la Résistance considérée dans la diversité de ses composantes et de ses formes d'action. Mais "frères d'armes", déjà organisés, dès les premiers jours, les détenus patriotes et anti-fascistes élisent une délégation générale des différents "préaux" qui réussit à arracher à la direction de la Centrale des avantages (droit de fumer, d'enseigner, d'envoyer et recevoir des lettres...) qui permettent, entre autres, à l'organisation clandestine "militaire" de se renforcer sous couvert d'activités sportives. Bien vite, le collectif prend en main toute la vie quotidienne des détenus, sans un esprit de solidarité qui a imprégné ces militants bien au-delà des quelques mois passés à Eysses, et dont témoigneront les quelques survivants rescapés des camps où les hitlériens, "conscients du danger que leur faisait courir ce rassemblement de patriotes indomptables, merveilleusement unis et organisés", les avaient déportés après que Vichy les eut remis aux autorités allemandes en mai 44.

En effet, tout entière tournée vers la perspective d'une évasion collective, l'hérïque action du bataillon d'Eysses, entreprise le 19 février 44, a échoué : livrant combat à armes inégales contre des GMR abrités dans des blockhaus qu'a fait élever récemment le nouveau directeur du fort (un colonel milicien nommé à la suite de l'évasion réussie, le 3 janvier, de 54 détenus politiques français et anglais), et malgré la complicité de quelques gardiens et l'attente des groupes locaux de résistance, les détenus, pris sous les mitraillettes et les grenades des miradors, durent se rendre plutôt que d'attendre le carnage (les Allemands alertés se préparaient à bombarder la partie de la prison tenue par les insurgés).

Sans doute faut-il chercher la cause de cet insuccès en partie aussi dans la mauvaise liaison avec la Résistance à l'extérieur : l'insurrection à l'intérieur de la Centrale devait être appuyée par une action des Groupes Francs de Lyon à l'extérieur (sous la direction du COMAC). En février, sachant ne plus pouvoir compter sur une aide extérieure rapide et efficace, le collectif décide de l'action : on ne peut risquer de voir les miliciens découvrir les armes cachées à l'intérieur, et d'autre part les combattants libérés pourront former un noyau de résistance renforçant les actions des bataillons Soleil, Hercule, Carlos de Dordogne-Sud (eux-mêmes constituant un important élément de diversion pour soulager les maquis de Savoie).

Il faut lire le récit détaillé de ce combat, avec ses moments d'espoir et de repli, les multiples actes d'héroïsme de la part de ces hommes jeunes (moyenne d'âge : 28 ans) mais ayant déjà de nombreuses luttes et actions derrière eux (y compris dans la guerre d'Espagne); il faut lire le récit de sa féroce répression par les miliciens (12 fusillés le 23 février) et l'horrible rappel des conditions de la déportation, dans des wagons à bestiaux où les hommes sont entassés sans nourriture, et, plus horrible encore, sans eau (d'où l'hécatombe du convoi de la mort, de Compiègne à Dachau, 2-5 juillet 44).

Ce livre écrit par Michel Reynaud à la demande de l'Amicale d'Eysses, après et d'après celui de Jean-Guy Modin, maintenant épuisé, en citant les noms et les actions de nombreux combattants de l'ombre, rappelle utilement qu'au-delà des statistiques et des explications historiques, c'est l'engagement individuel dans l'esprit de révolte et de désobéissance au "désordre établi" et à la honte comme politique qui a été le terreau de la Résistance.

A contrario, à l'heure de "L'oeil de Vichy" et du débat sur la nature de "l'Etat français", citons ce passage qui montre jusqu'où pouvait aller la servilité et la peur des fonctionnaires vichyssois, et quelle est la part de la responsabilité individuelle : le 18 mai, 36 détenus d'Eysses considérés comme otages sont embarqués pour la prison de Blois ; là, après le 6 juin, ils réussissent à envoyer une délégation au directeur de la prison (cf. p. 139) :

"Vous connaissez la situation en Normandie, disent-ils, la délivrance approche, nous voulons y participer. Laissez-nous sortir en simulant une évasion. Si vous avez peur de vous compromettre devant l'occupant, suivez-nous ; c'est maintenant une question de jours, d'heures peut-être. Avec nous vous ne risquez rien.

– Je ne saurais prendre une telle responsabilité, je souhaite la libération de la France mais je reste en relation avec mon supérieur, Monsieur le Préfet, répond le directeur."

Quelques jours plus tard, sous la garde de SS et de soldats de la Wehrmacht, les 36 étaient convoyés à Compiègne...

Claude Papp

Editions Tiresias, 222 pages, illustré, 120 F. Disponible à la Librairie de Gavroche.

L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE (1870-1940)

par Maurice Crubellier



L'école dont il est question ici, l'école républicaine, c'est l'école primaire. Déjà Littré, dans son dictionnaire publié autour de 1870, après avoir donné une définition générale du mot école - "établissement où l'on enseigne les lettres, les sciences, les arts" - la faisait suivre de cette autre : "école primaire, ou absol. école, celle où on enseigne aux enfants à lire, écrire et compter". Donc, avant Ferry, l'usage s'était imposé d'appeler école tout court l'école ouverte à tous, celle qui fournit les premiers éléments d'un savoir, l'école du peuple. La Troisième République n'a pas créé l'école, elle l'a adoptée, refaçonnée à son usage et dans ses vues, particulièrement dans une intention culturelle. C'est l'esquisse de l'histoire culturelle de cette école que l'auteur analyse dans ce livre. et il précise *"le moment culturel* de l'événement, temps de rencontre et d'affrontement entre des cultures populaires, diversifiées et déjà plus ou moins oblitérées, et une culture élitiste, fière de son ancienneté et qui

avait su s'accorder tour à tour avec la foi chrétienne puis avec le rationalisme des Lumières, temps du surgissement d'une culture nouvelle, forte de ses médias (la presse, la mode, etc...) et de son message *"consommationniste"* diffusé dans la pénombre puis dans une clarté grandissante".

Maurice Crubellier conclut dans son introduction :

"Moins qu'à la recherche d'une synthèse prématurée, on s'est attaché ici à noter les valeurs dans lesquelles communiquaient, non sans restrictions, maîtres et élèves. Sont ainsi évoqués : les représentations familières de l'espace et du temps ; le rôle majeur du langage, du français des "bons auteurs", plus décisif que celui de la science ; une moralisation, qui a été bien davantage une entreprise d'acculturation ; avec tous les démentis apportés dans les faits à l'affirmation d'une ouverture au monde aussi large que possible... Une culture voulue totale et parfaite se fortifiait par sa clôture.

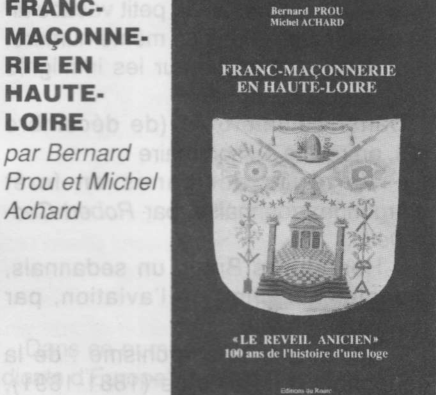
"L'école républicaine a rêvé une culture qu'elle s'est employée à réaliser. Son échec est aujourd'hui patent, ce qui est tant mieux en un sens : l'aventure humaine se poursuit dans toutes ses dimensions. Mais c'est aussi la cause de la crise profonde de notre enseignement, à tous les niveaux, de plus en plus solidaires."

G.P.

Editions Christian, coll : Vivre l'Histoire, 169 pages, bibliographie et index, 115 F

FRANC-MAÇONNERIE EN HAUTE-LOIRE

par Bernard Prou et Michel Achard



A l'occasion du centenaire du "Réveil anicien", la plus ancienne loge toujours en activité en Velay, affiliée au Grand Orient de France, Bernard Prou et Michel Achard retracent l'histoire des loges maçonniques qui existèrent en Velay depuis 1744, à partir de sources dont la plupart sont inédites. Y figure en annexe une liste de près de 500 noms de francs-maçons de la Haute-Loire.

Souvent méconnue, considérée depuis ses origines, au début du 18e siècle, comme une association secrète, mystérieuse et parfois diabolique, la franc-maçonnerie a suscité ironie, méfiance et souvent hostilité. Elle fit l'objet de généralisations abusives, colportées de façon négative par des historiens notoires, la dénonçant, par exemple, comme inspiratrice du complot qui aboutit à la Révolution ou la décrivant -comme le souligne J.-Robert Ragache dans son introduction- *de façon clinique en tant que lieu de passage ou point de départ des idées de progrès,*

Les auteurs nous montrent, dans leur ouvrage, au travers de la vie des loges, une véritable institution humaine, dont les membres - réunis de leur propre volonté - pratiquent la solidarité et étudient avec une absolue liberté de conscience.

Ce livre, agrémenté d'illustrations et de nombreuses reproductions de documents, permet incontestablement de mieux connaître et mieux comprendre l'histoire de la maçonnerie.

Editions du Roure, Neyzac, 43260 Saint-Julien-Chapteuil. 234 pages 135 F.

DE LA CHARITÉ MÉDIÉVALE À LA SÉCURITÉ SOCIALE

sous la direction d'André Gueslin et Pierre Guillaume



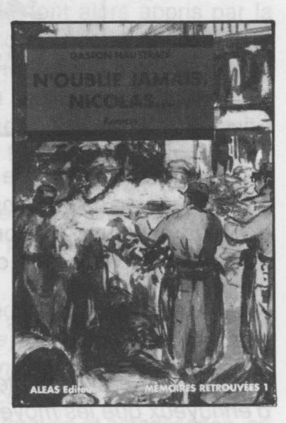
De la Seigneurie au Bureau d'Aide Sociale, de la Confrérie charitable à l'Action Catholique, de la Société de Secours Mutuels à la Sécurité Sociale, ce livre retrace l'évolution de la protection sociale depuis le Moyen Age. Ses enjeux idéologiques et ses contraintes économiques ont été abordés lors d'un important colloque réuni, à Paris, à l'Ecole Normale Supérieure, sous les auspices du Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale et de l'Association française des historiens économistes, en collaboration avec le Centre d'histoire de Clermont II.

Il est impossible d'entrer dans le détail de cet ouvrage qui ne recense pas moins de trente-et-une interventions, toutes aussi instructives les unes que les autres, et qui mettent parfois en cause certaines idées reçues. Pour en savoir plus, sur le sujet, il ne vous reste plus qu'à lire le livre.

Les Editions ouvrières, collection Patrimoine, 343 pages, 170 F. Disponible à la Librairie de Gavroche.

N'OUBLIE JAMAIS, NICOLAS...

par Gaston Haustrate



Il est rare qu'un auteur s'inspire des tragiques journées de la Commune de Paris pour écrire un roman, c'est pourtant ce qu'a fait Gaston Haustate, en le situant pendant la semaine du 21 au 28 mai 1871. L'auteur justifie ainsi son choix :

" Parce que cette "Semaine sanglante" me paraît ramasser, sur le plan événementiel, une série de conflits, de cas de conscience, de choix militaires et politiques susceptibles de traduire valablement et rétrospectivement la nature exacte de cet événement politique de notre histoire. C'est durant cette semaine que les hommes qui défendent la Commune et ceux qui tentent (et réussissent hélas) à les mettre à genoux, sont amenés à préciser les choix idéologiques qui les gouvernent et à en assurer toutes les conséquences. Cela débouche sur la barbarie des uns, et l'héroïsme des autres, ce qui confère à cette semaine de luttes désespérées une haute valeur symbolique."

Gaston Haustrate met en scène des héros de fiction, tous intentionnellement jeunes, qui côtoient de véritables personnages historiques :

" J'ai essayé d'être totalement fidèle, jusque dans le moindre détail, à ce que fut leurs destins respectifs durant cette semaine tragique. Responsabilités politiques, activités au jour le jour, positionnements idéologiques, destin final, etc, sont strictement conformes à ce qui s'est passé durant ces jours-là..."

Un roman qui perpétue heureusement la mémoire des sacrifiés de la Commune de Paris.

Aléas éditeur, 15 quai Lassagne, Lyon. 288 pages, 11O F. Disponible à la librairie de Gavroche.

L'ESPRIT DE ALPHONSE KARR
Edition, notes et postface de Patrice Duboc.



Les idées d'Alphonse Karr ne sont pas dénuées d'esprit, ainsi que le montrent les quelques citations regroupées dans cet ouvrage et dont voici un échantillon :

** Plus ça change, plus c'est la même chose.*

** L'argent a son mérite, je ne trouve d'ennuyeux que les moyens de l'avoir.*

** La grande faute de la politique soi-disant libérale, erreur qui mène à une grande injustice et à un grand danger, est qu'on fait trop par le peuple et pas assez pour le peuple.*

** On appelle quelquefois certains esprits légers parce qu'ils s'élèvent....*

Alphonse Karr est né à Paris en 1908, d'un père pianiste originaire de Bavière. Sujet indocile, il fait ses études dans une quasi-misère et s'en sort en donnant des cours particuliers. A 21 ans, il entre comme pigiste au *Figaro*. Attiré par le Saint-Simonisme, son esprit d'indépendance l'en éloigne bientôt. A 24 ans, en 1832, paraît chez Gosselin son premier roman "Sous les tilleuls" qui connaît plus de succès que le *Stello* de Vigny ou l'*Indiana* de George Sand, parus la même année, succès qui se prolonge durant tout le siècle et qui sera traduit un peu partout dans le monde.

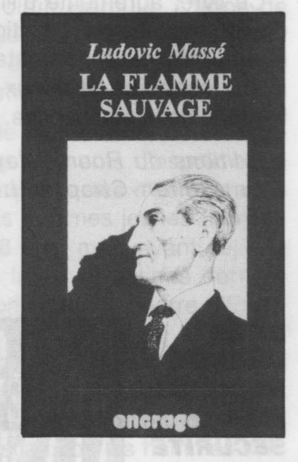
Mais A. Karr est avant tout un journaliste, et, dès 1836, il fait paraître, pour la première fois dans un quotidien, un supplément littéraire sous forme de romans inédits en feuilleton ; Balzac, Gautier ou Nerval y participent. Cependant c'est sa petite revue "Les Guêpes" qui fera sa célébrité : c'est une critique des moeurs de son temps, il y dénonce les méfaits du capitalisme, la prise en main des affaires par des gens sans scrupule, le pouvoir des notables, le chômage, les scandales financiers... bref, une série de critiques que l'auteur se garde bien de mettre au service d'une idéologie ou d'un engagement quelconque pouvant porter atteinte à son indépendance. En 1852, en désaccord avec le nouveau régime – comme son ami V.Hugo – A.Karr quitte la France pour s'installer à Nice où il se livre à sa passion de toujours : les fleurs. Là encore il réussira son entreprise en vendant ses fleurs par correspondance.

Un personnage étonnant révélé par cet ouvrage dont les qualités de présentation – qui font le succès de l'éditeur – ne sont plus à vanter.

Du Lérot éditeur, 16140 Tusson. 126 pages, 120 F

PS : A noter chez le même éditeur la *Correspondance suivie des articles de Mirbeau sur Raffaëlli ;* deux amis, l'écrivain et le peintre ayant la même répulsion pour l'académisme et l'art aseptisé et mystificateur, les mêmes préoccupations sociales et le souci de frayer des voies nouvelles à leur art.. jusqu'au jour où leurs chemins diverges.... *(130 pages 150 F)*

LA FLAMME SAUVAGE
par Ludovic Massé



C'est la réédition du livre de Ludovic Massé publié en 1936 par les éditions Grasset après deux ouvrages déjà parus : *Le mas des Oubells* et *Ombres sur les champs.* Ce roman est l'histoire de deux villages de Catalogne française séparés par une rivalité ancestrale : Fontanellas et Saint-Luc des Aspres. Il montre comment, pour une raison futile, cette rivalité prendra des formes de plus en plus violentes au point de se conclure dans le sang.

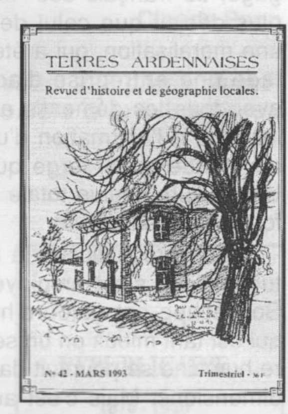
Ludovic Massé, écrivain prolétarien, réussit là un roman magnifiquement construit , où l'intrigue ne cesse de croître. Et Thierry Maricourt dans sa postface de conclure : " *La flamme sauvage* s'inscrit puissamment dans la littérature française et fait partie de ces ouvrages qui poursuivent longtemps le lecteur, une fois refermés. Mais à vrai dire, cette qualité imprègne tous les textes de Ludovic Massé et sans doute est-ce la meilleure preuve de son talent et de l'évidente pérennité de son œuvre".

Cette réédition est le premier volume d'une collection appelée "Envers", qui accueillera des écrivains quelque peu méconnus de la littérature française et étrangère qui se sont efforcés, dans leur œuvre, de mettre en lumière "l'envers" des choses, par opposition à "l'ordre des choses".

Encrage Edition, BP 0451, 80004 Amiens Cedex, 222 pages, cartonnage d'éditeur, 150 F. Disponible à la Librairie de Gavroche.

REVUES

TERRES ARDENNAISES



Les trois derniers numéros de *Terres Ardennaises* ont retenu, comme à l'accoutumée, notre attention. Le numéro 40 (d'octobre 92), est entièrement consacré aux *Frontières.* Tout d'abord on y parle des contrebandiers du tabac au département de Charleville (1700-1760), de Victor Droguest, *le roi des contrebandiers* au début de ce siècle ; des trafiquants de laines et des gabelous au 18ème siècle. On y apprend les ruses de frontières, et le petit vocabulaire de la fraude. Dans ce même numéro, un intéressant article sur les immigrés belges et la xénophobie.

Dans le numéro 41 (de décembre 92), on relève au sommaire :

– Verreries anciennes en forêt d'Argonne ardennaise, par *Robert Cecconello.*

– Henri-Louis Brégi, un sedannais, pionnier méconnu de l'aviation, par *Jean-Marie Rollet.*

– Socialisme et anarchisme : de la cohabitation au divorce (1881-1891), par *Dominique Petit.*

– L'hiver 1939-1940, de triste mémoire, par *Gérard Giuliano.*

– Les pacifistes et le 11 novembre dans l'entre-deux-guerre, par *Didier Bigorne.*

Dans le dernier numéro (42 de mars 93), un intéressant article sur les crimes impunis de la dernière guerre : "Manises 1944, que sont devenus les bourreaux ?", par *Christian Marry,* et le

voyage dans les Ardennes du général de Gaulle en 1963, par *Gilles Déroche.*

Terres Ardennaises, 21 rue Hachette, 08000 Charleville-Mézières.

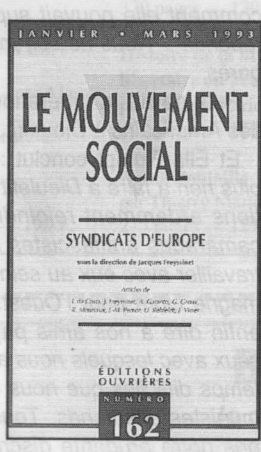
SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET LIBERTAIRES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ARDENNAIS (1881-1910) *par Dominique Petit.*



La nouvelle association "La question sociale", édite sa première brochure, qui rassemble une série d'articles parus précédemment dans la revue "Terres Ardennaises", dont l'intérêt, pour l'histoire prolétarienne est incontestable. Souvenons-nous de Monthermé, Revin, Sedan, Charleville... où, il y a un siècle, hommes et femmes luttaient pour changer la vie, quand ces bagnards du travail, ces exploités, se révoltaient contre leurs oppresseurs, les riches, les repus et leurs valets !

La question sociale, BP 66, 08120 Bogny sur Meuse. 96 pages, 38 F franco.

LE MOUVEMENT SOCIAL N° 162



Dans ce numéro, consacré aux "Syndicats d'Europe", nous relevons :

– Syndicalismes en Europe, par *Jacques Freyssinet.*

– Syndicalisme et désyndicalisation par *Jelle Visser.*

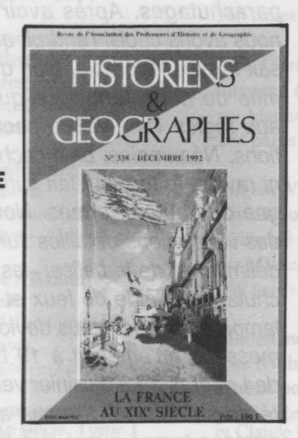
– L'européanisation du mouvement syndical : la Confédération européenne des syndicats, par *Guy Groux, René Mouriaux, Jean-Marie Pernot.*

– Les syndicats européens face à la transnationalisation des entreprises, par *Udo Rehfeldt.*

– Entreprises japonaises et syndicalisme en Europe, par *Isabel da Costa et Annie Garanto.*

Les Editions ouvrières, BP 50, 75621 Cedex 13, 159 pages 70 F

HISTORIENS ET GÉOGRAPHES N° 338 LA FRANCE AU XXe SIECLE.



La très sérieuse revue de l'Association des professeurs d'Histoire et de Géographie nous gratifie d'un exceptionnel numéro sur la France au XIXe siècle. Nous savons combien nos lecteurs s'intéressent à cette période, et nous leur recommandons particulièrement ce numéro qui traite, dans une série d'articles, aussi bien des aspects politiques, économiques, sociaux, culturels ou pédagogiques. On y relève entre autres les titres suivants (on ne peut les citer tous) :

– La conquête de la démocratie en France, par *A. Le Bras-Chopard.*

– 1870 : une étape oubliée vers la guerre totale, par *S.Audouin-Rouzeau.*

– Le monde parlementaire, 1871-1914, par *J.El Gammal.*

– La politique sociale de la France au XIXe siècle, par *F.Demier.*

– Justice et pénalités dans la France du XIXe siècle, par *J.-C. Farcy.*

– Un siècle de transition vers une culture de masse, par *J.-Y. Mollier.*

– Presse et publicité dans la France du XIXe siècle, par *M.Martin.*

S'adresser à :

Historiens et Géographes, BP 831, 91001 Evry cedex. Le numéro 100 F.

A DIEULEFIT (DROME) : DE LA COUTURE À LA RÉSISTANCE

Nous avons rencontré Ella Rumpf en 1987. Elle avait été invitée avec un autre Berlinois par l'Amicale France-RDA de Montpellier. Son président nous avait demandé de les accompagner au cours d'un périple dans les Cévennes pour visiter les lieux où se déroule l'action de notre livre *"Un maquis d'antifascistes allemands en France. 1942-1944"* qui venait de paraître.

Celle qui devait devenir plus tard Ella Rumpf, quant à elle, avait été à cette époque ancienne réfugiée à Dieulefit. Et nous connaissions le récit de ses souvenirs parus dans l'ouvrage réalisé par Dora Schaul *"Résistance". Erinnerungen deutscher Antifaschisten" (Souvenirs d'antifascistes allemands).* En voici un résumé :

Au début de 1942 elle vivait à Lyon et travaillait dans la clandestinité avec Hermann Nüding. Ils ont alors appris par la Résistance française que leurs noms figuraient sur une liste de personnes devant être livrées à la Gestapo et qu'ils devaient donc partir. Grâce à une filière sûre, munis de faux papiers français – au nom de Jean et Joséphine Bauer – les désignant comme Alsaciens, ils furent dirigés sur Dieulefit et plus particulièrement sur l'école de Beauvallon.

Ella Rumpf écrit : *"La directrice, Mademoiselle Soubeyran, était une résistante active. Elle considérait comme sa tâche principale d'accueillir les enfants dont les parents étaient traqués et emprisonnés, en particulier en tant que Juifs, afin de les soustraire aux persécutions des fascistes. Cette école était devenue un centre de la Résistance. Nous avions également des alliés à la mairie de Dieulefit – dont tout d'abord la secrétaire de mairie, Mademoiselle Jeanne Barnier –. Grâce à eux nous avons pu obtenir des cartes d'alimentation et trouver un asile provisoire à proximité de l'école. Pour aider la directrice, je me rendais au moins trois fois par semaine, dans les fermes d'une commune éloignée d'environ sept kilomètres – Comps –. J'en rapportais du lait, du fromage de chèvre frais, des œufs et parfois même du beurre ou un peu de saucisson mais surtout de la farine. Nous avions besoin de ces vivres pour les enfants de l'école."*

Puis un jour, Ella qui avait été couturière dans sa jeunesse, proposa ses services pour faire une robe noire à une femme qui venait d'avoir un deuil dans sa famille. La chose s'ébruita et, dès lors, nombre de paysannes du coin firent appel à elle pour qu'elle aille coudre chez elles. Et bientôt il fut décidé que Hermann Nüding et Ella logeraient dans une ferme abandonnée appelée depuis la *ferme des "Bauer"*, située près de la route de Comps à Vesc.

Ella Rumpf raconte : *"Les habitants de la commune nous ont prêté des casseroles, une machine à coudre, des draps, des couvertures et du linge. Pour une somme modique, ils nous procurèrent également un appareil de radio, ce qui était très important pour nous. Les informations que nous pouvions ainsi capter étaient très utiles pour nos discussions et pour réaliser les tracts que Hermann Nüding diffusait par ses agents de liaison. Plus tard l'appareil allait nous servir à capter les messages annonçant les parachutages."*

Ella Rumpf note qu'elle travaillait indifféremment chez les catholiques et chez les calvinistes du secteur, séparés par une certaine hostilité. *"Je m'efforçais,* précise-t-elle, *de les unir au moins sur un point : la haine commune des occupants allemands."* Et, à partir de là, elle les incitait à ne pas livrer du ravitaillement aux réquisitions mais à le cacher et le donner aux enfants de l'école ou, plus tard, aux maquisards qui allaient se trouver dans le coin. De même, elle essaya, entre temps, de persuader les paysans d'accueillir pour les travaux agricoles les réfractaires au STO.

"Nous avons appris alors par l'écrivain Andrée Viollis qui vivait dans une pension près de l'école, moitié légalement, moitié dans la clandestinité, que l'écrivain français Louis Aragon, connu comme communiste, était en danger là où il habitait pour le moment, Lyon je pense. Etant donné que nous disposions d'un abri à peu près sûr et bénéficiions de la sympathie des paysans des environs, nous pouvions prendre le risque d'héberger Aragon dans notre ferme. C'est ce que nous fîmes en le présentant aux paysans comme un parent éloigné. Un peu plus tard, sa femme, Elsa Triolet, qui travaillait alors à un roman, est venue le rejoindre. Et c'est ainsi que nous, communistes allemands exilés et en situation illégale, avons pu abriter des communistes français.

Au bout de quelques mois, heureusement, les camarades de Lyon trouvèrent pour Louis Aragon et sa femme un asile sûr et probablement plus confortable, à Saint-Donat.

Dans une des grandes fermes voisines vivait maman Riaille, son mari et la plupart de leurs quatorze enfants.

Un émetteur clandestin était caché dans cette ferme – plus exactement dans la ferme Morin – et dirigé de Lyon. Je ne savais rien de précis car maman Riaille n'en parlait jamais. Mais je supposais que l'émetteur avait été installé par l'Armée Secrète."

Ella Rumpf évoque à ce propos la "descente" que la Gestapo de Lyon a faite à Comps après avoir appréhendé et fait parler les deux radios. Heureusement sans succès.

"L'arrestation des radios ayant été signalée, raconte Ella Rumpf, *l'émetteur avait pu être évacué à temps. Dès l'apparition de la Gestapo sur les lieux, maman Riaille se débrouilla pour m'avertir. Je n'avais jamais parlé avec elle de nos activités mais elle devait s'en douter. Elle m'envoya un de ses enfants me dire : "maman n'a pas de lait pour vous, ne venez pas chez nous aujourd'hui." Je compris qu'il devait se passer quelque chose d'anormal. Je courus à notre ferme, y pris la machine à écrire sur laquelle nous tapions les tracts pour les soldats allemands et tout ce qui pouvait être compromettant et allait l'enterrer dans la forêt.*

Puis arriva le printemps 1943. Hermann Nüding descendait régulièrement à Dieulefit pour maintenir la liaison avec les communistes français. Un jour ceux-ci nous chargèrent de préparer un terrain pour les parachutages. Après avoir bien réfléchi, nous avons choisi l'endroit qui nous paraissait le plus favorable, bien qu'il fût à proximité de notre ferme, ce qui contrevenait aux règles vis-à-vis du secret des opérations. Néanmoins, bien caché, sans arbres ni ravins, le terrain était suffisamment éloigné des autres fermes. Nous avons reçu des instructions détaillés sur la façon de le délimiter et de le baliser, les nuits de parachutage, à l'aide de feux et de signaux de lampe de poche. Nous devions attendre un message qu'émettait à 19 heures la radio de Londres : "Le cuisinier veille à la propreté de sa cuisine". Il nous a fallu attendre quelque temps avant que le message qui nous était destiné soit diffusé."

Et c'est ainsi qu'eut lieu, avec succès, un premier parachutage et une semaine après un second, minutieusement décrits par Ella Rumpf. Celle-ci poursuit : *"Par la suite, à plus ou moins longs intervalles, nous avons reçu de nouvelles armes. Dès lors nous disposions d'un matériel important dont plusieurs fusils mitrailleurs. Etant donné que l'on ne se battait pas dans le secteur mais que les partisans du Vercors tout proche avaient un besoin urgent d'armes, nous avons pris contact avec eux par l'intermédiaire de nos camarades français. Une nuit, ils sont venus les chercher avec une camionnette. Nous n'avons conservé que les armes nécessaires à la protection de notre équipe.*

Entre temps, la situation avait un peu évolué. Toutes les familles avaient accueilli des réfractaires au STO et il était impossible d'en recevoir davantage de la sorte. On a donc aménagé pour cela des abris provisoires dans la proche montagne et le petit maquis ainsi créé devint un camp de formation militaire et de transit. Le ravitaillement était fourni par les paysans. Il était plus difficile de trouver des médicaments mais l'école put nous aider de temps en temps...

Mademoiselle Soubeyran, quant à elle, avait pris des mesures de précaution particulières pour ses élèves. Durant l'été 1943, des informations concernant les recherches et déportations d'enfants juifs dans des internats similaires se précisaient. Dans quelques cas des écoles furent fermées. C'est surtout la nuit qu'il y avait danger. Il fallait donc que les enfants qui risquaient d'être arrêtés pour des raisons raciales ou politiques, passent la nuit en montagne. C'est dans une cabane bien cachée que nous avons arrangé, avec de la paille et des couvertures, des couchettes. Là, garçons et filles purent dormir tranquilles durant plusieurs mois. Dans la journée, ils suivaient leurs cours. La route principale sur laquelle les troupes allemandes circulaient habituellement étant éloignée et facile à observer, on organisa tout un système de surveillance. Durant l'hiver les enfants purent à nouveau coucher à l'internat car l'activité des partisans sur toutes les voies de communication s'était tellement renforcée que les troupes d'occupation ne s'y risquaient plus la nuit.

Ce fut enfin l'été 1944 : on sentait venir l'heure de la Libération. Cependant les combats au Vercors étaient durs et les pertes élevées : des morts et des blessés. Au début les blessés étaient soignés dans la forêt. Mais ensuite nous avons installé une infirmerie provisoire à l'école de Beauvallon où j'ai apporté mon aide."

Ella Rumpf évoque cette période et, en particulier, la mort héroïque du docteur Bourdongle : *"A l'hôpital de Dieulefit, écrit-elle, les soins étaient dirigés par une doctoresse – en réalité une infirmière –. Son mari, également médecin, exerçait dans une commune du Vercors – en fait, à Nyons –. Il connaissait les différents maquis et s'y rendait pour soigner les partisans. Ceux-ci ne venaient à son cabinet qu'en cas d'urgence.*

Or les fascistes avaient réussi à infiltrer un espion dans un maquis. Celui-ci s'étant fait porter brusquement malade, fut conduit à la consultation. A la suite de quoi la Gestapo informée intervint. Le médecin refusa de parler. Il avait été traîné dans la montagne et atrocement torturé. Et la femme dont le mari avait été ainsi traité, soignait, entre autres, des prisonniers allemands blessés. On lui demanda comment elle pouvait supporter ça ; elle répondit : "Nous ne sommes pas des barbares."

Puis ce fut la Libération et le passage des Américains à Dieulefit.

Et Ella Rumpf conclut : *"Nous n'avions plus rien à faire à Dieulefit et nous souhaitions ardemment rejoindre, à Paris, nos camarades antifascistes allemands pour travailler avec eux au sein du Comité Allemagne Libre pour l'Ouest. Nous pouvions enfin dire à nos amis paysans et à tous ceux avec lesquels nous avions passé ces temps difficiles que nous étions des communistes allemands. Tous ont bien compris notre prudente discrétion et maman Riaille nous remercia en disant : "Si vous aviez été pris, vous étiez morts. Nous, les Français, avions peut-être encore une petite chance de nous en tirer."*

Nous allions rester à Paris jusqu'à notre retour définitif dans notre patrie."

Evelyne et Yvan Brès
Avec le concours
du docteur Georges Springer

Extrait de : Etudes Drômoises N°1 - 1993 - Edité par l'Association Universitaire d'Etudes Drômoises

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo
256 pages, illustré — **30 F.**

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
(Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
Luttes ouvrières — 16e/20e siècle
— Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire
— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
— Les années munichoises (1938/1940)
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

La Résistance dans l'Eure
par Julien Papp
448 pages, illustré — **148 F.**

Mémoires de la seconde guerre mondiale dans l'Eure
par Julien Papp
427 pages, illustré — **198 F.**

La vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'occupation
par Gilles Ragache et Jean-Robert Ragache
347 pages, illustré — **118 F.**

Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Le retour des loups
par G. Ragache
270 pages — **115 F.**

Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire
Plus de 200 chansons sociales en fac-similé.
306 pages — **330 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — **350 F.**

André Gill L'impertinent
par Jean Valmy-Baysse
260 pages — **195 F**

Les Bibelforscher et le nazisme
par Sylvie Graffard et Léo Tristan
236 pages — **110 F**

Un Juif sous Vichy
par Georges Wellers
320 pages — **130 F**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

Maîtres et élèves d'autrefois
par Raymond Bailleul
462 pages — **180 F**

Instituteurs pacifistes et syndicalistes
Mémoires de François Mayoux
366 pages — **195 F**

Les combattants de la liberté
par Christian Rudel
232 pages — **140 F**

Le Père Alexandre racontait
Recueil d'histoires cauchoises
239 pages — **129 F**

La femme pauvre au XIXe siècle. Tome 1
par Julie-Victoire Daubié
178 pages — **120 F**

De la charité médiévale à la sécurité sociale
sous la direction d'André Gueslin
343 pages — **170 F**

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

Eysses contre Vichy 1940…
par Michel Reynaud
122 pages — **120 F**

La guerre de partisans dans le sud-ouest de la France 1942-1944
224 pages — **130 F**

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"
Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
62,50 F
— La Chevalerie
— L'Egypte
— Les Loups
— L'Amazonie
— Les Gaulois
— Les dragons
— La création du monde
— Les Incas
— La Grèce
— Les Vikings
— Les animaux fantastiques
— Les ours
— Vers l'Amérique
— L'Europe
— Les Indiens
— Ciel et étoiles

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, 400 pages illustrées — **45 F**
— Les Baleines
— Les Géants
— Les Fées
— L'Hiver
— Les sorcières
— Les musiciens
— Les couleurs
— Le printemps
— Les chats
— L'automne

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— Le Secret du grand-frère, une histoire de canuts
— Léa, le Galibot, une histoire de mineurs
— Le Ruban noir, une histoire de tisserands
— La Revanche du p'tit Louis, une histoire de forgerons
— Les cordées de Paris, une histoire de ramoneurs
— Les jumeaux de Carmaux, une histoire de verriers
— Frères du vent, une histoire de mousses
— Les Princes du rire, une histoire de jongleurs
— Quand la Charlotte s'en mêle, une histoire de dentellières
— Le sauvetage du proscrit, une histoire de typographe
— Le paquet volé, une histoire de saute-ruisseau
— Les fendeurs de liberté, une histoire d'ardoisiers.
— L'audace de Nicolas, une histoire de cheminots
— Voyage au bout de la Loire, une histoire de mariniers
— Le cadeau d'Adrienne, une histoire de porcelaines
— Fleurs d'Ajonc, une histoire de petite bonne
— Le rêve de bel humeur, une histoire de marchand de livres
— papillon de papier, le petit rat de l'opéra.
— La robe de bal, une petite couturière
— Les moutons d'Armel, un berger de Provence

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 71
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....
Profession ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages anciens ou d'occasion disponibles à la vente. Vous pouvez passer vos commandes après vous être assuré (de préférence) que ces livres sont encore disponibles. Merci !

- **Amin (Samir), L'accumulation à l'échelle mondiale.** *Critique de la théorie du sous-développement.* Anthropos 1970. 589p .... 45 F
- **Aymard (Camille), La conquête du pétrole.** Flammarion 1930. 284p .... 30 F
- **Bainville (Jacques), Les conséquences politiques de la paix.** A.Fayard 1941. 256p .... 30 F
- **Bécarud (Jean), Maurice Barrès et le Parlement de la Belle Epoque 1906-1914.** Plon 1987. 218p index .... 35 F
- **Bédarida (François), La société anglaise 1851-1975.** Arthaud coll : Sociétés contemporaines 1976. Cart. éd. 382p ill. cartes et graphiques, index .... 70 F
- **Benoist-Méchin, Ibn-Séoud ou la naissance d'un royaume.** A.Michel 1956. 446p .... 40 F
- **Benoist-Méchin, Deux étés africains.** A.Michel 1972. 402p .... 40 F
- **Benoist-Méchin, Un printemps arabe.** A.Michel 1959. 596p .... 45 F
- **Besançon (Julien), Bazak, la guerre d'Israël. Mai-Juin 1967.** Seuil 1967. 253p .... 30 F
- **Bois (Paul), Paysans de l'Ouest.** Flammarion 1978. 382p .... 25 F
- **Bonnefon (Charles), Histoire d'Allemagne.** Fayard, Les grandes études hist. 1939. 542p .... 45 F
- **Bracher (K.-D.), La dictature allemande.** *Naissance, structure et conséquences du National-socialisme.* Bibl.Hist. Privat 682p index ..... 90 F
- **Broyelle (C. et J.), Apocalypse Mao.** Grasset 1980. 296p .... 30 F
- **Cathala (Jean), Portrait de l'Estonie.** Plon 1937. 209p ill. et carte dépl. .... 50 F
- **Chevalier (Louis), Classes laborieuses et Classes dangereuses.** *A Paris pendant la première moitié du XIXe siècle.* Hachette pluriel 1984. 730p .... 40 F
- **(Conseillers généraux)**
- **Tudesc (A.-J.), Les Conseillers généraux en France au temps de Guizot.** A.Colin 1967. 292p index .... 60 F
- **Girard, Prost, Gossez, Les Conseillers généraux en 1870.** PUF 1967. 212p index .... 60 F
- **Bourdon (Jean), Le Conseil général.** La documentation franç. 1978. 96p .... 20 F
- **Costantini (Pierre), La grande pensée de Bonaparte de St-Jean-d'Acre au 18 Brumaire.** Ed. Baudinière 1940. 349p ill. .... 60 F
- **Cornec (Jean), Laïcité.** Sudel 1965. 529p ill. de J.Effel cart. éd. .... 60 F
- **Dalos (György) 1985 un récit historique.** Voix/La Découverte-Maspero 1977.153p .... 30 F
- **Debray (Régis), Cours de médiologie générale.** NRF 1991. 395p .... 50 F
- **Debray (Régis), Les Empires contre l'Europe.** Gallimard 1985. 366p .... 45 F
- **Dorgelès (Roland), Bouquet de Bohème.** A.Michel 1947. 352p .... 40 F
- **Dubreuil (H.), A chacun sa chance.** *L'organisation du travail fondée sur la liberté.* Grasset 1935. 324p index .... 35 F
- **Dubreuil (H.), Nouveaux standards,** Grasset 1931. 344p index .... 35 F
- **Duby (G.), L'Europe au Moyen Age.** *Art Roman Art Gothique.* Flammarion 1984. 283p .... 25 F
- **Duhamel (Olivier), Chili ou la tentative Révolution/Légalité.** Gallimard 1974. 278p ...... 25 F
- **Dumont (René), Paysanneries aux abois.** *Ceylan, Tunisie, Sénégal.* Seuil 1972. 254p .... 30 F
- **Duroselle (J.-B.), Politique étrangère de la France La décadence 1932-1939.** Points Hist. 1983. 568p index .... 35 F
- **Elias (Norbert), La civilisation des moeurs.** Calmann-Lévy, Archives des sciences sociales 1974. 346p .... 40 F
- **Epstein (Simon), L'antisémitisme français aujourd'hui et demain.** Belfond 1984. 256p .... 40 F
- **Faucher (Albert), Histoire économique et unité canadienne.** Fides Montréal 1970. Cart. éd. 296p .... 70 F
- **Fenner (Jocelyne), Les terroristes russes.** Ouest-France Univers. 1989. 285p .... 60 F
- **Gallo (Max), Histoire de l'Espagne franquiste.** Marabout univ. 2 vol .... 40 F
- **Girardet (Raoul), Mythes et mythologies politiques.** Seuil 1986. 216p index .... 40 F
- **Godechot (Jacques), La contre-révolution 1789-1804.** Quadrige PUF 1984. 426p index .... 50 F
- **Gun (Nerin E.), Les secrets des archives américaines Pétain-Laval-De Gaulle.** A. Michel 1980. 462 p. .... 45 F
- **Guy-Grand (Georges), Pour connaître la pensée de Proudhon.** Bordas 1947. 234p index .... 70 F
- **Hervé (Gustave), Nouvelle histoire de l'Europe.** Ed de "La Victoire" 1931. 412p .... 30 F
- **Jouvenel (Bertrand de), Du pouvoir.** Hachette 1987. 607p .... 35 F
- **Jurgensen (J.-D.), Orwell ou la route de 1984.** Laffont 1983. 210p .... 30 F
- **Kropotkine (Pierre), Autour d'une vie.** *Mémoires.* La Guilde du livre 1962. Rel.pl.toile éd. 436p .... 60 F
- **Laissy (M.), du Panarabisme à la Ligue Arabe.** Maisonneuve 1948. 248 p. .... 40 F
- **Lascaux (Robert), Economie nationale et socialiste.** Ed.de la *Revue Mondiale* 1934. 372p .... 50 F
- **Lauvergne (Dr Hubert), Les forçats 1841.** J. Millon 1992. 295 p. .... 50 F
- **Le Bon (Gustave), Psychologie des foules.** Quadrige PUF 1983. 132p .... 30 F
- **Longnon (Auguste), La formation de l'unité française.** *Leçons professées au Collège de France en 1889-1890. Réimpr. de l'éd. de 1922.* Picard 1969. 460p .... 90 F
- **Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30.** *Une tentative de renouvellement de la pensée politique française.* Seuil 1987. 495 p. index .... 60 F
- **Man (Henri de), Au delà du marxisme.** Seuil 1974. 442p .... 45 F
- **Mann (Thomas), Considérations d'un apolitique.** Grasset 1975. 492p .... 45 F
- **Marx (B.), Des voix dans la nuit.** *La résistance juive à Auschwitz.* Plon 1982. 362 p. index .. 45 F
- **Maurois (André), Histoire d'Angleterre.** Fayard, Les grandes études hist. 1938. 754p index .... 45 F
- **Mayeur (J.-M.), La vie politique sous la troisième République 1870-1940.** Seuil/Histoire 1984. 450p index .... 30 F
- **Michels (Robert), Les partis politiques.** Flammarion 1971. 309p .... 25 F
- **Oppenheimer (J.-R.), La science et le bon sens.** Gallimard 1955. 197p .... 45 F
- **Perroux (François), Indépendance de la nation.** 10!18 1971. 312p .... 25 F
- **Porchnev (Boris), Les soulèvements populaires en France au XVIIe siècle.** Flammarion 1978. 442p .... 35 F
- **Prenant (Marcel), Biologie et Marxisme.** Ed. Soc. Int. 1935. 277p .... 40 F

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

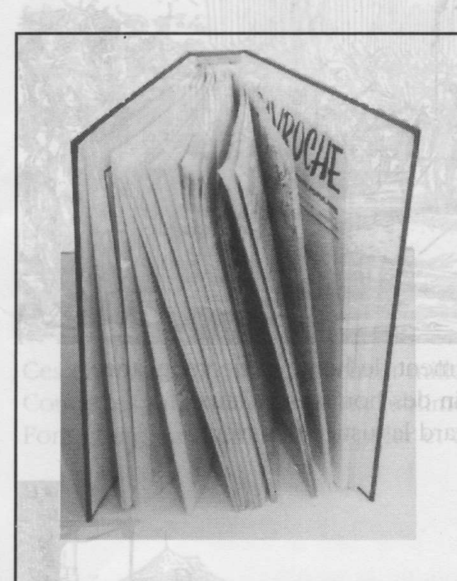
Nom : .... Adresse : ....
Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

- **Proudhon (P.-J.), Manuel du spéculateur de la Bourse.** Lib. Int. 1869. Rel.d.bas. 441p .. 100 F
- **Cahiers du Cercle Proudhon.** *Revue éditée entre 1912 et 1913.* Lire et relire 1976. Reproduction en fac-similé.......... 50 F
- **(Rapport), Les loisirs du travailleur.** *Rapports présentés au Congrès int. des loisirs du travailleur Bruxelles 15-17 juin 1935.* BIT Genève 1936. 158p .... 60 F
- **Rémy, Mémoires d'un agent secret de la France Libre, Juin 1940-Juin 1942.** Aux Trois Couleurs 1946. 552p ill. Répertoire des noms .... 80 F
- **Rémy, Le livre du courage et de la peur, Juin 1942-Novembre 1943.** Aux Trois couleurs 1946. 2 vol. (221+210p) ill. Répertoire des noms .... 140 F
- **Rémy, Comment meurt un réseau, fin 1943.** R.Solar 1947. 192p ill. .... 70 F
- **Rémy, Une affaire de trahison.** R.Solar 1947. 290p ill. .... 80 F
- **Rémy, Les mains jointes, 1944.** R.Solar 1948. 284p ill. .... 70 F
- **Rials (Stéphane), Révolution et contre-révolution au XIXe siècle.** Albatros 1987. 325p .... 70 F
- **Richepin (Jean), La chanson des gueux.** Ed.du Panthéon 1945. 32Op ill. .... 40 F
- **Rioux (J.-P.), La révolution industrielle 1780-1880.** Points/seuil 1984. 250p .... 25 F
- **Rolland (Romain), La vie de Ramakrishna.** *Essai sur la mystique et l'action de l'Inde vivante.* Stock 1952. 317p .... 50 F
- **Rostand (Jean), Peut-on modifier l'homme ?** Gallimard 1956. 149p.......... 35 F
- **Ruyer (Raymond), Les nuisances idéologiques.** Calmann-Lévy 1972. 342p .... 40 F
- **Saint-Prot (Charles), Yasser Arafat.** Jean Picollec 1990. 352p index .... 40 F
- **Schattner (Marius), Histoire de la droite israélienne.** Ed. Complexe 1991. 414p index .... 35 F
- **Serge (Victor), L'an I de la révolution russe.** Petite coll.Maspero 1971. *Ed. intégrale et augmentée.* 3 vol. .... 100 F
- **Schuré (Edouard), Les grands initiés.** *Esquisse de l'histoire secrète des Religions.* Lib. Ac. Perrin 1949. 558p .... 50 F
- **Sergent (Emile), La formation intellectuelle et morale des élites.** Sté d'Ed. Econ. et Sociales 1943. 285p .... 45 F
- **Soboul (Albert), Histoire de la Révolution française.** Idées/Gallimard 1983. 2 vol .... 40 F
- **Sorel (Georges), Les illusions du progrès.** Ed. du Trident 1989. 390p .... 45 F
- **Sorel (Georges), Réflexions sur la violence.** Seuil 1990. 330p index .... 50 F
- **Sorel (Georges), Matériaux d'une théorie du prolétariat.** Ressources 1981. Rééd. 452p 35 F
- **Sternhell (Zeev), Ni droite, ni gauche.** *L'idéologie fasciste en France.* Ed. Complexe 1987. 472p index .... 35 F
- **Sternhell (Zeev), Maurice Barrès et le nationalisme français.** Ed. Complexe 1985. 398p index .... 35 F
- **Sternhell (Zeev), La droite révolutionnaire.** Les origines françaises du fascisme 1885-1914. Points Histoire 1984. 444p index .... 35 F
- **Trotsky (Léon), De la Révolution.** Les éd. de minuit 1963. Rel. toile éd. 650p .... 60 F
- **Todorov (Tzvetan), La conquête de l'Amérique.** *La question de l'autre.* Seuil 1982. 284p index .... 40 F
- **Van Loo (Esther), Le vrai Don Juan : Don Miguel de manara.** Sfelt 1950. 319p .... 45 F
- **Vercors, Le silence de la mer.** Ed. de Minuit 1946. 90p .... 25 F
- **Walter (Gérard), Lénine.** Tallandier 1971. Rel. toile éd. 526p ill. .... 60 F
- **Weber (Max), L'éthique protestante et l'esprit de capitalisme.** Plon 1990. 286p . 25 F
- **Weber (Max), Le savant et le politique.** 10!18 1986. 185p .... 20 F
- **Winock (Michel), Edouard Drumont et Cie.** *Antisémitisme et fascisme en France.* Seuil 1982. 221P index .... 30 F

Série *Vie quotidienne* de chez Hachette :
- **Bordonove (G.), Napoléon en route vers Sainte-Hélène.** .... 40 F
- **Bordonove (G.), La Vendée pendant la Révolution.** .... 40 F
- **Godechot (J.), La France sous le Directoire.** .... 40 F
- **Ternes (C.-M.), En Rhénanie à l'époque romaine (I au IVe siècle).** (défr.) .... 30 F
- **Tulard (J.), Les Français sous Napoléon.** .... 40 F



Reliure qui permet de classer 10 numéros soit 2 années de la revue :

A l'unité : .... 55 Francs
De 2 à 4 : .... 50 francs l'une
Au-delà : .... 45 francs l'une

Franco de port

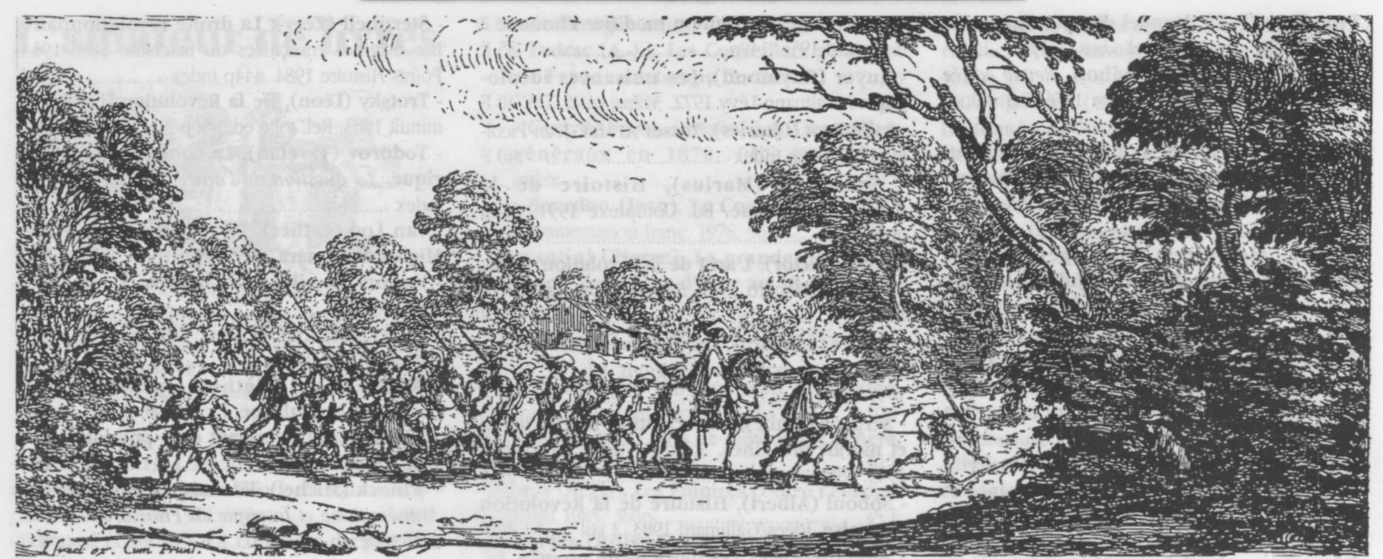
Je commande .... reliure(s) (chèque joint)

Mon adresse..........
....

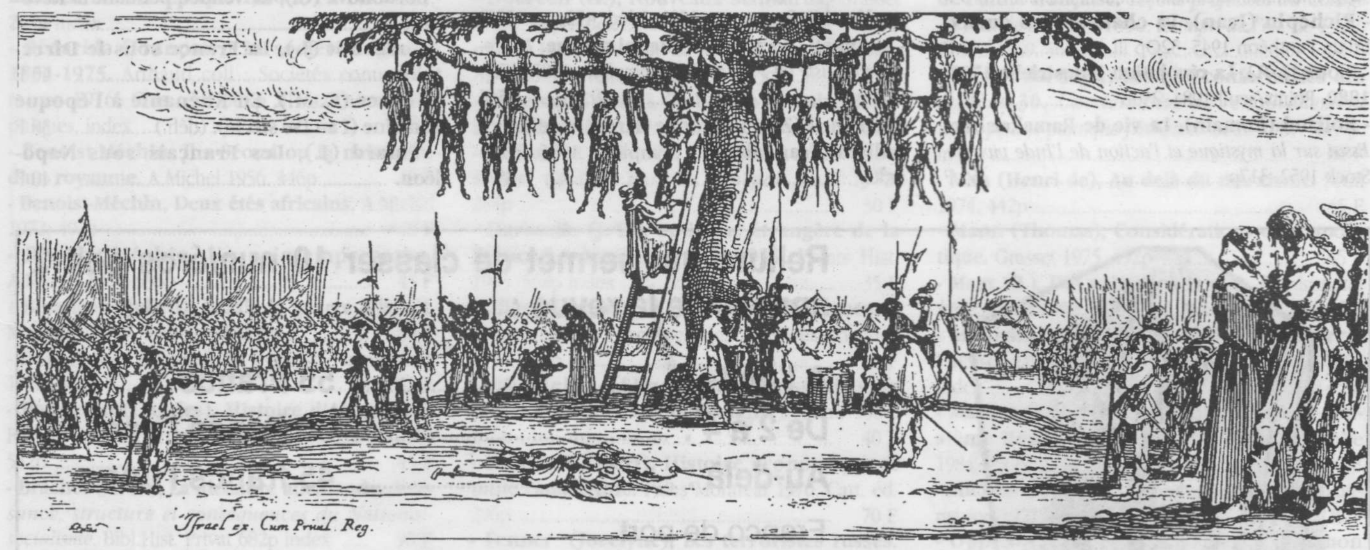
Complétez votre collection de "Gavroche"



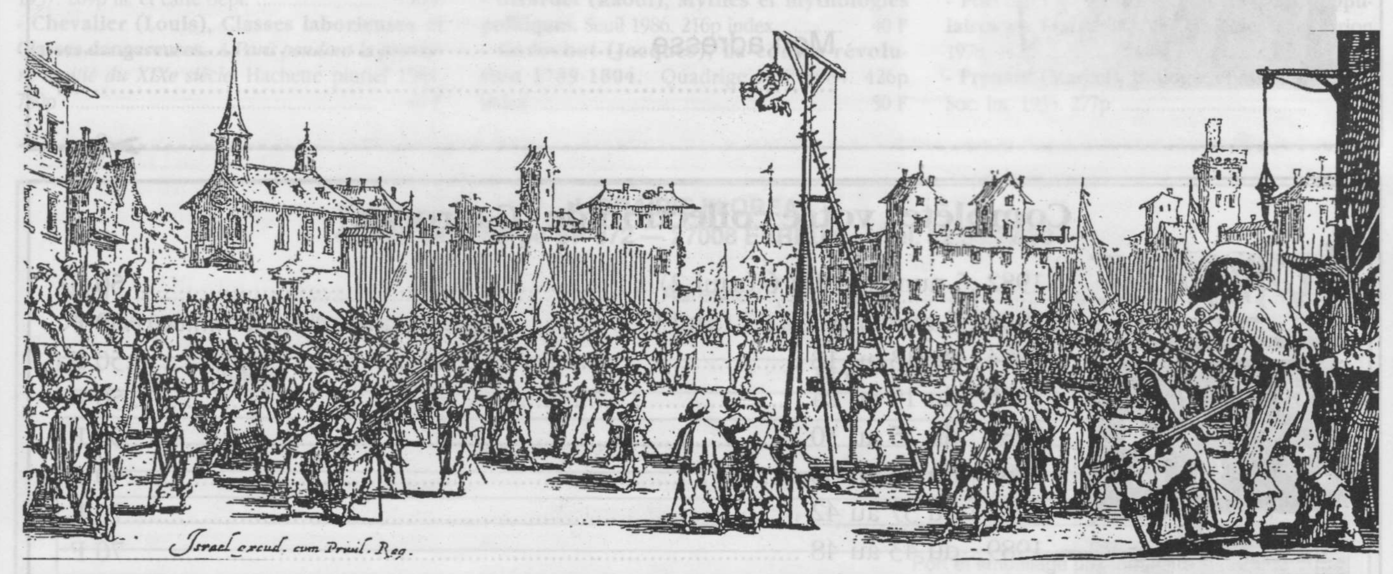
1982 :5 numéros 1 à 6 (sauf 2) ....50 F
1983 : 5 numéros 7 à 12 (sauf 9) ....50 F
1984 : du 13 au 18 ....50 F
1985 : du 19 au 24 ....50 F
1986 : du 25 au 30 ....50 F
1987 : du 31 au 36 ....50 F
1988 : du 37 au 42 ....70 F
1989 : du 43 au 48 ....70 F
1990 : du 49 au 54 ....100 F
1991 : du 55 au 60 ....100 F



Après plusieurs excès indignement commis
Par ces gens de néant, de la gloire ennemis,
On les cherche partout avec beaucoup de peine
Et le prévost des camps au quartier les ramène
Afin de recevoir, comme ils l'ont mérité,
Un châtiment conforme à leur témérité.



A la fin, ces voleurs infâmes et perdus,
Comme fruit malheureux à ces arbres pendus,
Montrent bien que le crime, horrible et noire engeance,
Est lui-même instrument de honte et de vengeance,
Et que c'est le destin des hommes vicieux,
D'éprouver tôt ou tard la justice des cieux.



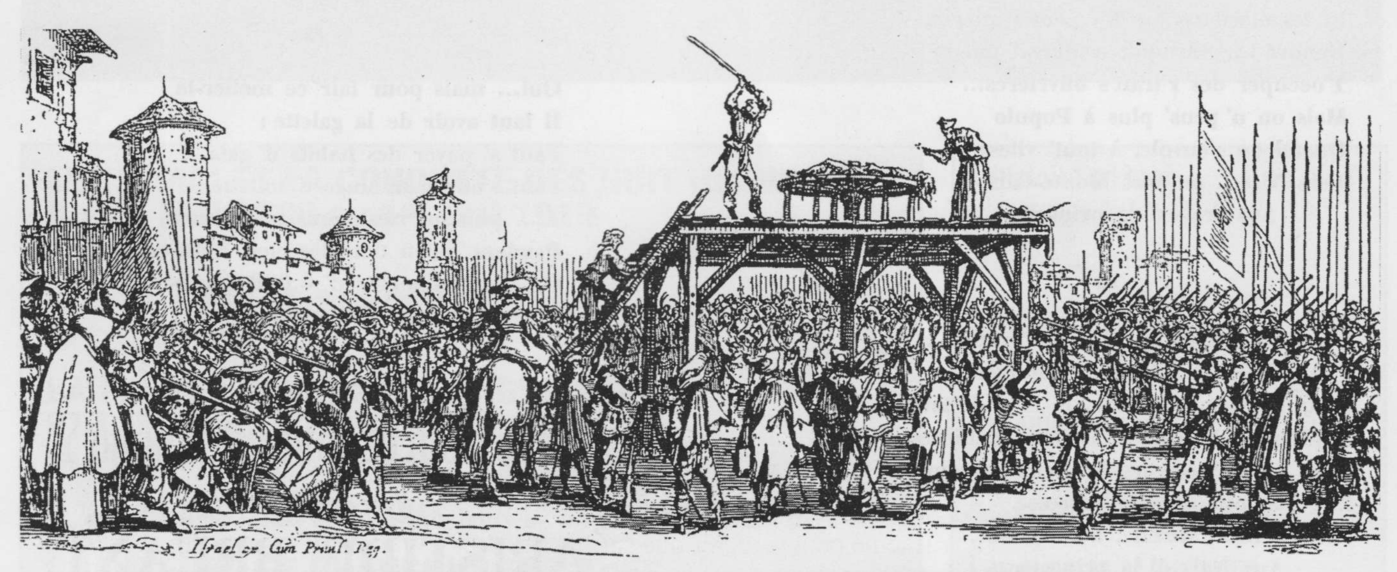
Ce n'est pas sans raison que les grands capitaines,
Hommes bien avisés, ont inventé ces peines
Contre les fainéants et les blasphémateurs,
Traîtres à leurs devoirs, querelleurs et menteurs,
De qui les actions, par le vice aveuglées,
Rendent celles d'autrui lâches et déréglées.



Ceux qui pour obéir à leur mauvais génie
Manquent à leur devoir, usent de tyrannie,
Ne se plaisent qu'au mal, violent la raison,
Et dont les actions pleines de trahison
Produisent dans les camps mille sanglants vacarmes,
Sont ainsi châtiés et passés par les armes.



Ces ennemis du ciel qui pêchent mille fois
Contre les saints décrets et les sublimes lois,
Font gloire méchamment de piller et d'abattre
Les Temples du vray Dieu d'une main idolâtre.
Mais pour punition de les avoir brûlés
Ils sont eux-mêmes enfin aux flammes immolés.



L'œil toujours surveillant de la divine Astrée
Bannit entièrement le deuil d'une contrée,
Lorsque tenant l'épée et la balance en main
Elle juge et punit le voleur inhumain
Qui guette les passants, les meurtrit et s'en joue,
Puis, lui-même, devient le jouet d'une roue.

LES 6,000 FRANCS

Le 22 novembre 1906. — Il va être 7 heures du soir. — Les trottoirs des boulevards resplendissent de lumières et regorgent de monde. — Les sapins, les omnibus, les autos emplissent la chaussée de leurs appels, de leurs cris, de leurs sons de trompe et de leurs trépidations. — Honoré Constant, député de la Seine, entre deux absinthes, presqu'à jeun, se dirige du côté de la place de la République. Il a l'air heureux, satisfait, content de soi... Il dit :

N° 6 — 10 Centimes

LES SOULOLOQUES d'Honoré Par ARISTIDE BRUANT

CHAMBRE DES

LES 6,000 FRANCS

Vente en gros : Maison HAYARD, 8, rue du Croissant — PARIS

(Voir le Souloloque au Verso)

1

Vrai c'est chouetto d'êtr' député :
C'est pas un métier... c'est un rêve...
On n'a pas besoin d' comité,
Nous... on s' mettra jamais en grève.
On s' pay' des gueul'tons épatants,
D' la rigolade et d' la gonzesse...
On n' fout rien... on s' ballad' tout l' temps
Aux frais d' la princesse.

2

On vot' pour le gouvernement,
On est d' mèche... on est solidaire
Nous... on s' fout un peu du roul'ment
Et d' leur repos hebdomadaire.
On voyage avec les rupins,
Dans les rapid' et les express'
Comm' les ministr' et les youpins
Aux frais d' la princesse.

3

Pourtant, des fois, je m' dis : Mon vieux,
Et tes électeurs ?... T'y pens's guères,
Honoré !... Sûr qu'i' vaudrait mieux
T'occuper des r'trait's ouvrières...
Mais on n' pens' plus à Populo
Quand on s'envole, à tout' vitesse,
Vers Nice... ou vers Monte-Carlo
Aux frais d' la princesse.

4

J' vas à Trouvill'... j' vas à « Trétat »...
J' vas à Vichy... j' vas à Plombières...
J' vas partout... comme un chef d'Etat...
J' fais mon Monsieur Armand Fallières...
J' vas où qu' tous les braiseux i's vont
Et j' pagnotte avec la négresse,
Chez la mèr' Mirette, à Clermont,
Aux frais d' la princesse.

5

Oui... mais pour fair' ce métier-là
Il faut avoir de la galette :
Faut s' payer des habits d' gala,
Faut s'offrir du linge d' toilette...
Et... puisque c'est nous les gérants,
Pendant qu'on tient les clefs d' la caisse,
On s'est augmenté d' 6,000 francs
Aux frais d' la princesse.

(LES SOULOLOQUES D'HONORÉ)

Pour copie conforme :

ARISTIDE BRUANT.

N. B. — LES SOULOLOQUES D'HONORÉ paraîtront chaque fois que les circonstances l'exigeront.

Paris. — Imp. Pairault et Cie, 3, passage Nollet (6835).